JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Textes d'intérêt général	Documents administratifs	DÉBATS		Documents		Conseil économique et social	
	Trois mois.	Six mois.	Un an.			Un an.	Assemblée nationale	Sénat	Assemblée nationale		Sénat
C. C. P. : 9063.13, Paris											
Métropole et Outre-mer	18 F	35 F	65 F	40 F	9 F	22 F	16 F	30 F	30 F	8 F	
Etranger.	27 F	53 F	100 F	55 F	12 F	40 F	24 F	40 F	40 F	12 F	

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306-51-00

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

AVIS. — Les documents parlementaires indiqués dans les travaux préparatoires rappelés à la fin des textes législatifs sont vendus ou expédiés franco par la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15, au prix de 0,50 F l'exemplaire ; règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal (C. C. P. 9063-13 Paris).

SOMMAIRE

★ Les textes qui sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux de format in-8° carré.

LOIS

Loi n° 72-545 du 1^{er} juillet 1972 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970 (p. 6803).

Loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme (p. 6803).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DE LA DÉFENSE NATIONALE

Liste d'admissibilité au concours de l'école polytechnique en 1972 (p. 6804).

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret portant nomination d'un administrateur de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie (p. 6804).

(1 f.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décrets portant nominations et accordant des dispenses (magistrature) (p. 6805).

Arrêté du 20 juin 1972 relatif aux conditions de désignation des représentants des magistrats de l'ordre judiciaire aux comités médicaux siégeant en formation de commission de réforme (p. 6806).

Arrêté du 20 juin 1972 relatif aux conditions de désignation des représentants de certains personnels relevant du ministère à la commission de réforme instituée par l'article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite (p. 6806).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Listes complémentaires d'aptitude et décrets portant nominations et promotion (agents diplomatiques et consulaires) (p. 6806).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décrets portant admissions à la retraite (personnels de la ville de Paris) (p. 6806).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Décret n° 72-547 du 30 juin 1972 relatif à certaines interventions de la Banque de France sur le marché monétaire (p. 6807).

Décret n° 72-548 du 30 juin 1972 pris pour l'application de l'article 243 du code général des impôts relatif à la publicité des impositions (p. 6807).

Arrêtés du 27 juin 1972 portant ouverture et transfert de crédits (p. 6807).

Arrêté du 30 juin 1972 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (commerce intérieur et prix) (p. 6808).

Circulaire du 27 juin 1972 relative aux achats de fournitures étrangères (p. 6808). ★

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 72-549 du 30 juin 1972 fixant les conditions d'application sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés (p. 6812).

MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté portant nomination du président du groupe interministériel d'évaluation de l'environnement (p. 6815).

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Arrêtés du 19 juin 1972 agréant du matériel électrique utilisable dans les atmosphères explosives (p. 6813).

Arrêtés du 20 juin 1972 autorisant des chambres de commerce et d'industrie à émettre des emprunts (p. 6813).

Arrêté du 20 juin 1972 déclarant d'utilité publique les travaux d'extension et d'aménagement de l'aérodrome de Quimper-Pluguffan (Finistère) (p. 6815).

Arrêtés agréant du matériel pour emploi dans les mines et les carrières (p. 6815).

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DU LOGEMENT

Décret n° 72-550 du 23 juin 1972 modifiant et complétant, en ce qui concerne les zones d'aménagement différé, le décret n° 62-1300 du 7 novembre 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 (p. 6815).

Décret n° 72-551 du 23 juin 1972 fixant les formes et conditions de délimitation des périmètres à l'intérieur desquels les immeubles appartenant à certaines collectivités publiques ne peuvent faire l'objet que de cessions entre ces collectivités ou de concessions temporaires d'usage (p. 6817).

Arrêté du 29 juin 1972 relatif à des commissions administratives paritaires (p. 6817).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 15 juin 1972 portant extension d'avenants à une convention collective de travail en agriculture (p. 6818).

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION

Arrêté du 9 juin 1972 portant extension d'avenants aux conventions collectives de travail intéressant le commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent de la ville de Nantes (p. 6825).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Décret n° 72-552 du 22 juin 1972 modifiant et complétant le décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 relatif à l'application de l'article L. 863 du livre IX du code de la santé publique (p. 6819).

Arrêté du 29 juin 1972 fixant la répartition des postes vacants de spécialiste du second grade du cadre hospitalier temporaire d'anesthésiologie et fixant les conditions de dépôt de candidatures à ces postes (p. 6821).

Arrêtés relatifs à l'agrément d'experts pour les essais des spécialités pharmaceutiques (p. 6821).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision du 28 juin 1972 (p. 6828).

Naturalisations et réintégrations (p. 6828).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — I. *Informations diverses*: Commissions spéciales. — II. *Commissions*: Liste des commissaires présents ou excusés. — III. *Documents et publications*: Documents parlementaires mis en distribution; Documents budgétaires (p. 6838).

Sénat. — Réunion de commissions (p. 6838).

AVIS ET COMMUNICATIONS**Ministère de l'économie et des finances.**

Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs stagiaires (commerce intérieur et prix et institut national de la statistique et des études économiques) (p. 6838).

Avis aux importateurs de pommes de terre en provenance de la Communauté économique européenne (p. 6839).

Avis aux importateurs de certains produits agricoles originaires et en provenance d'Algérie, du Maroc et de Tunisie (p. 6839).

Avis aux importateurs de produits relevant du secteur de la viande bovine (p. 6840).

Ministère de l'éducation nationale.

Avis relatifs à des concours de recrutement de professeurs du cadre des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation de professeurs techniques adjoints des lycées techniques (p. 6840).

Ministère des affaires culturelles.

Avis de vacance de postes de professeur dans des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique (p. 6840).

Ministère du travail, de l'emploi et de la population.

Recommandation de médiateur en matière de conflit du travail (p. 6841).

Ministère de la santé publique et de la sécurité sociale.

Avis de concours pour le recrutement d'assistantes sociales départementales (p. 6841).

Avis relatif à l'agrément d'un accord de retraite (p. 6841).

INFORMATIONS

Caisse des dépôts et consignations: Bilan au 31 décembre 1971 (p. 6842).

Situation de l'institut d'émission d'outre-mer (31 décembre 1971 et 31 janvier 1972) (p. 6843).

ASSOCIATIONS (Déclarations) (p. 6844).

ANNONCES (p. 6847).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÈMENT)

Assemblée nationale. — N° 56.

Compte rendu intégral des débats du 1^{er} juillet 1972.

Sénat. — N° 37.

Compte rendu intégral des débats du 1^{er} juillet 1972.

LOIS

LOI n° 72-545 du 1^{er} juillet 1972 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970 (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est autorisée l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le ministre des affaires étrangères,
MAURICE SCHUMANN.

Loi n° 72-545. TRAVAUX PREPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 1683 ;
Rapport de M. Ehm, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 1983) ;
Discussion et adoption le 7 juin 1972.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 251 (1971-1972) ;
Rapport de M. Martin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 281 (1971-1972) ;
Discussion et adoption le 21 juin 1972.

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel*.

LOI n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

Modifications à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Art. 1^{er}. — L'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est complété par un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2.000 F à 300.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Loi n° 72-546. TRAVAUX PREPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Propositions de loi n°s 131, 293, 308, 313, 344, 1662 ;
Rapport et rapport supplémentaire de M. Alain Terrenoire, au nom de la commission des lois, (n°s 2357 et 2394) ;
Discussion et adoption le 7 juin 1972.

Sénat :

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, n° 249 (1971-1972) ;
Rapport de M. Mailhe, au nom de la commission des lois, n° 280 (1971-1972) ;
Discussion et adoption le 22 juin 1972.

Art. 2. — I. — L'alinéa 1^{er} de l'article 23 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigé comme suit :

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. »

II. — Sont supprimés dans les articles 26, 30 et 32 de la loi précitée du 29 juillet 1881 les mots suivants :

- a) A l'article 26 : « et dans l'article 28 » ;
- b) Aux articles 30 et 32 : « et en l'article 28 ».

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 32 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigé comme suit :

« La diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 F à 300.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Art. 4. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 33 de la loi précitée du 29 juillet 1881 sont rédigés comme suit :

« L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocations, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 150 F à 60.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois et celui de l'amende de 150.000 F si l'injure a été commise, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

Art. 5. — I. — La deuxième phrase du 6^e de l'article 48 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigée comme suit :

« Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le ministère public lorsque la diffamation ou l'injure aura été commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

II. — Il est inséré dans la loi précitée du 29 juillet 1881 un article 48-1 ainsi conçu :

« Art. 48-1. — Toute association, régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par les articles 24 (dernier alinéa), 32 (alinéa 2) et 33 (alinéa 3) de la présente loi.

« Toutefois, quand l'infraction aura été commise envers des personnes considérées individuellement, l'association ne sera recevable dans son action que si elle justifie avoir reçu l'accord de ces personnes. »

TITRE II

De la répression des discriminations raciales.

Art. 6. — Il est inséré dans le code pénal un article 187-1 rédigé comme suit :

« Art. 187-1. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3.000 F à 30.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public qui, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance d'une personne à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, lui aura refusé sciemment le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre.

« Les mêmes peines sont applicables lorsque les faits auront été commis à l'égard d'une association ou d'une société ou de leurs membres, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance de ces membres ou d'une partie d'entre eux à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

Art. 7. — L'article 416 du code pénal est rédigé comme suit :

« Art. 416. — Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2.000 F à 10.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement :

« 1° Toute personne fournissant ou offrant de fournir un bien ou un service qui, sauf motif légitime, l'aura refusé soit par elle-même, soit par son préposé, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée de celui qui le requiert ou aura soumis son offre à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;

« 2° Toute personne qui, dans les conditions visées au paragraphe 1°, aura refusé un bien ou un service à une association ou à une société ou à un de ses membres, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance de ces membres ou d'une partie d'entre eux à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;

« 3° Toute personne, amenée par sa profession ou ses fonctions à employer, pour elle-même ou pour autrui, un ou plusieurs préposés qui, sauf motif légitime, aura refusé d'embaucher ou aura licencié une personne à raison de son origine ou de son appartenance ou de sa non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou aura soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

« Le tribunal pourra ordonner que la décision de condamnation sera affichée dans les conditions prévues à l'article 51 et insérée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désigne, aux frais du condamné, sans toutefois que ceux-ci puissent dépasser le maximum de l'amende encourue. »

TITRE III

Dispositions diverses.

Art. 8. — Il est inséré au titre préliminaire du code de procédure pénale un article 2-1 ainsi conçu :

« Art. 2-1. — Toute association, régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par les articles 187-1 et 416 du code pénal. »

Art. 9. — Il est inséré, après le 5° de l'article 1^{er} de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées, un 6° rédigé comme suit :

« 6° Ou qui, soit provoqueraient à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propageraient des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence. »

Art. 10. — Le premier alinéa de l'article 63 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est rédigé comme suit :

« L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera applicable qu'aux infractions prévues par les articles 24 (alinéa 5), 32 (alinéa 2) et 33 (alinéa 3) de la présente loi. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ PLEVEN.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Liste d'admissibilité au concours de l'école polytechnique en 1972 (5^e série).

Les candidats des centres de Besançon, Dijon, La Flèche, Lille, Nancy, Nantes, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Tours, dont les noms suivent, sont déclarés admissibles ou sous-admissibles au concours d'admission à l'école polytechnique en 1972.

Sont déclarés sous-admissibles pour avoir obtenu aux cinq compositions écrites comptant pour la sous-admissibilité un total de points égal ou supérieur à 345 (majorations comprises) :

Allouche (Jean-Paul), Allouche (Michel), Anache (Bernard), Andrieu (Marie), d'Antin Tournier de Vaillac (José), Arnaud (Christian), Arribart (Hervé), Bardier (Gérard), Bastard (Luc), Berlan (Eugène), Berlemont (Jean-Marc), Bernard (Jean-Marie), Binet (Michel), Boucly (Philippe), Burban (Gilles), Caillette (Denis), Cailletaud (Georges), Cambier (Philippe), Cappelaere (Bernard), Cartier (Bernard), Casenave-Péré (Philippe), Casier (Jean), Cavantou (Christian), Cavellier (Didier), Chapelle (Pierre), Clavelou (Alain), Coisne (Alain), Collot (Edmont), Combes (Jean-Pierre), Cordier (Patrice), Crépin (Dominique), Crespi (Pierre), David (Christian), David (Jacques), Delcambre (Bertrand), Delmas (Laurent), Deloffre (Jean-Marc), Demilecamps (Louis), Deneux (Thierry), Desprez (Pierre), Devred (Hervé), Diacre (Jean-Louis), Didierlaurent (Alain), Dorison (Alain), Dubois (Daniel), Dubois (Didier), Dupuy (Jean-Marie), Fortin (Denis), Fouvry (Etienne), Garnier (Philippe), Genet (Bernard), Godfrin (Dominique), Goussault (Daniel), Gremillet (Bernard), Guillon (François), Haldenwang (Pierre), Havard (Daniel), Heinzlé (Patrick), Huitema (Christian), Hurand (Patrick), Jacquin (Gérard), Khelif (Moncef), Klein (Olivier), Kuhn (Benoît), Labrande (Jean-Michel), Landoni (Michel), Lasselin (Jean), Lebrun (Marc), Lefebvre (Jean-Michel), Le Gall (Georges), Leloustre (François), Le Pivain (Louis), Leroy (Philippe), Lesaffre (Benoît), Lescaut (Pierre-Henri), Malvaux (Pierre), Manteau (Denis), Mantz (Patrice), Marc (Jean), Marin (Jean-Jude), Matheu (Michel), Mathieu (Noël), Merdy (Jean), Michel (Xavier), Milovanovitch (Pierre), Molle (Jean-François), Montagné (Jean-Louis), Mosca (Bruno), Muller (Jacques), Narring (Pierre), Nicol (François), Noirel (Jean), Olagnon (Michel), Palazzi (Paul), Parmentier (Yves), Patard (Jean), Perrin (Bernard), Poirier (Philippe), Polack (François), Primaux (Jean-Michel), Ramstein (Philippe), Reutenauer (Christophe), Robert (Dominique), Roiesnel (Claude), Rollet (Alain), Roy (Christian), Sausser (Jean-Marc), Sceaux (Jean-Pierre), Scherrer (Paul), Seret (Jean-Luc), Sermange (Michel), Serra (Yves), Serreault (Jean-Yves), Sorro (Jean-François), Souron (Hugues), Speich (François), Tenenbaum (Gérard), Thiebaut (Daniel), Tribout (Jacques), Vaillant (François), Vansteenkiste (Fabienne), Vellard (Alain), Verger (Daniel), de Vienne (Gilles), Virlogeux (Marc), Voedts (Bernard), Vorreux (Pascal), Voydeville (Dominique), Wachenheim (Michel).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la série d'admissibilité qui sera fait le lundi 10 juillet, à 16 h. 30, dans les locaux réservés aux examens oraux du premier degré, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris (5^e).

Candidats déclarés admissibles soit à un concours précédent, soit pour avoir obtenu aux cinq compositions écrites comptant pour l'admissibilité un total de point égal ou supérieur à 405 :

Aubry (Michel), Bellouard (Patrick), Buchoud (Jean-Pierre), Charpentier (Philippe), Cornand (Jean-Pierre), d'Annunzio (Dario), Diou (Jean-Paul), Duée (Claude), Ganne (Jean-Pierre), Huet (Alain), Lemaître (Pierre), Noël (Renaud), Seguineau (Jean-Marc), Simon (Bernard), Unternaehrer (Gérard), Vandamme (Marc-Noël).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la série d'admission qui sera fait le mercredi 19 juillet 1972, à 8 heures, lors de la séance de dessin et arts plastiques, dans les locaux réservés aux examens du premier degré, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris (5^e).

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGE DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret portant nomination d'un administrateur de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie.

Par décret en date du 22 juin 1972, M. Eyrin (Jean), inspecteur du travail et des lois sociales de la Nouvelle-Calédonie, est nommé, en qualité de représentant du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, administrateur de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie, en remplacement de M. Costa (Joseph).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret portant nomination de magistrats.

Par décret du Président de la République en date du 30 juin 1972, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature :

Sont nommés :

Président de chambre à la cour d'appel de Dijon (poste créé) : M. Robert Besson, conseiller à ladite cour.

Président de chambre à la cour d'appel de Grenoble : M. Adolphe Croizé, conseiller à ladite cour, en remplacement de M. Charignon, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Pierre Brossier, conseiller à la suite de la cour d'appel de Colmar, détaché auprès du ministère des affaires étrangères afin d'exercer les fonctions d'assistant technique au Maroc, est nommé conseiller à la suite de la cour d'appel de Bordeaux et maintenu en position de détachement.

M. Claude Germain, conseiller à la cour d'appel de Nancy, est désigné en qualité de délégué à la protection de l'enfance, pour une nouvelle période de trois ans à compter du 11 avril 1972.

Sont désignés en qualité de délégué à la protection de l'enfance, pour une période de trois ans :

M. Charles Rontein, conseiller à la cour d'appel de Pau ;
M. Camille Marty, conseiller à la cour d'appel de Grenoble.

Sont nommés :

Conseiller à la cour d'appel de Pau (poste créé) : M. Robert Minvielle, vice-président au tribunal de grande instance de Pau.

Conseiller à la cour d'appel de Douai (poste créé) : M. Marcel Ransac, président du tribunal de grande instance de Saint-Malo.

Conseiller à la cour d'appel de Douai : M. René Deman, premier juge au tribunal de grande instance de Lille, en remplacement de M. Bancal, décédé.

Vice-président au tribunal de grande instance de Marseille (poste créé) : M. André Beau, premier juge d'instruction audit tribunal.

Vice-président au tribunal de grande instance de Blois : M. Michel Garapin, premier juge audit tribunal, en remplacement de M. Les-telle, qui a été nommé conseiller à la cour d'appel de Bourges.

Premier juge au tribunal de grande instance de Lille : M. Robert Anache, premier juge au tribunal de grande instance de Saint-Omer, en remplacement de M. Petitjean, qui a été nommé vice-président au tribunal de grande instance de Lille.

Premier juge au tribunal de grande instance de Bastia (poste créé) : Mme Madeleine Guilbault, épouse Cristiani, juge audit tribunal.

Premier juge au tribunal de grande instance de Blois : M. Michel Letard, juge audit tribunal, en remplacement de M. Garapin.

Premier juge au tribunal de grande instance de Chartres (poste créé) : M. Léandre Leonetti, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bastia.

Premier juge au tribunal de grande instance de Marseille : Mlle Ilda di Marino, juge à la suite du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, en remplacement de M. Beau.

Premier juge au tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône : Mme Yvette Hugué, épouse Philipps, juge au tribunal de grande instance de Lyon, en remplacement de M. Piquois, qui a été nommé premier juge au tribunal de grande instance de Marseille.

Vice-président au tribunal de grande instance de Brest : M. Yan Lucas, juge au tribunal de grande instance de Morlaix, en remplacement de M. Rameau, qui a été nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Rennes.

Premier juge au tribunal de grande instance de Limoges (poste créé) : M. Maurice Sindou, juge audit tribunal, chargé du service du tribunal d'instance de Limoges.

Premier juge au tribunal de grande instance de Caen (poste créé) : Mlle Paulette Faige, juge audit tribunal, chargée du service du tribunal d'instance de Caen.

Sont chargés, pour trois ans, des fonctions de l'instruction aux tribunaux de grande instance ci-après désignés :

Chartres (poste créé) : M. Léandre Léonetti, premier juge audit tribunal.

Marseille : Mlle Ilda di Marino, premier juge audit tribunal, en remplacement de M. Beau.

M. Maurice Sindou, premier juge au tribunal de grande instance de Limoges, est chargé, pour trois ans, du service du tribunal d'instance de Limoges.

Sont nommés :

Juge au tribunal de grande instance de Morlaix (poste créé) : M. Patrick Frain de la Gaulayrie, juge au tribunal de grande instance de Quimper, chargé du service du tribunal d'instance de Châteaulin.

Juge au tribunal de grande instance de Montargis (poste créé) : Mme Germaine Ducoudray, épouse Deruelle, juge à la suite dudit tribunal, chargée provisoirement du service du tribunal d'instance de Montargis.

Juge au tribunal de grande instance de Lille (poste créé) : M. Alain Thery, substitut du procureur de la République près ledit tribunal.

Juge au tribunal de grande instance de Brest (poste créé) : Mme Henriette Vincent, épouse Lucas, juge à la suite du tribunal de grande instance de Morlaix, chargée provisoirement du service du tribunal d'instance de Morlaix.

Juge au tribunal de grande instance de Caen : M. Jules Racine, juge au tribunal de grande instance de Lisieux, chargé du service du tribunal d'instance de Lisieux, en remplacement de Mlle Faige.

Juge au tribunal de grande instance de Mulhouse : M. Jean-Renaud Simonin, juge au tribunal de grande instance de Sarreguemines, chargé du service du tribunal d'instance de Sarreguemines, en remplacement de Mme Beaufret, épouse Croze, qui a été nommée juge au tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil.

Juge au tribunal de grande instance de Lisieux (poste créé) : Mme Marie-Claire Pinelli, épouse Reybel, juge au tribunal de grande instance de Coutances, chargée du service du tribunal d'instance de Saint-Lô.

Juge au tribunal de grande instance de Sarreguemines : Mme Catherine Prouvost, épouse Faliech, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Thionville, en remplacement de M. Simonin.

Sont chargés, pour trois ans, du service des tribunaux d'instance ci-après désignés :

Morlaix : M. Patrick Frain de la Gaulayrie, juge au tribunal de grande instance de Morlaix.

Montargis : Mme Germaine Ducoudray, épouse Deruelle, juge au tribunal de grande instance de Montargis.

Caen : M. Jules Racine, juge au tribunal de grande instance de Caen.

Mulhouse : M. Jean-Renaud Simonin, juge au tribunal de grande instance de Mulhouse.

Lisieux : Mme Marie-Claire Pinelli, épouse Reybel, juge au tribunal de grande instance de Lisieux.

Sarreguemines : Mme Catherine Prouvost, épouse Faliech, juge au tribunal de grande instance de Sarreguemines.

Mlle Solange Constant, juge des enfants au tribunal de grande instance de Versailles, est déchargée, sur sa demande, des fonctions de juge des enfants et reprend ses fonctions de juge au siège.

Décret du 30 juin 1972 accordant la dispense prévue à l'article 13 du décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958.

Par décret du Président de la République en date du 30 juin 1972, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, la dispense prévue à l'article 13 du décret n° 58-1281 du 22 décembre 1958 en cas de parenté ou d'alliance entre membres d'une même cour ou d'un même tribunal est accordée :

A M. Gérard Thery, premier vice-président au tribunal de grande instance de Lille, et à M. Alain Thery, juge audit tribunal.

A M. Yan Lucas, vice-président au tribunal de grande instance de Brest, et à Mme Henriette Vincent, épouse Lucas, juge audit tribunal.

A M. Serge Faliech, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Sarreguemines, et à Mme Catherine Prouvost, épouse Faliech, juge audit tribunal, chargée du service du tribunal d'instance de Sarreguemines.

Décret portant nomination d'un magistrat.

Par décret du Président de la République en date du 30 juin 1972, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, M. Beautier (Pierre-Paul-Raoul), avocat, docteur en droit, est nommé juge au tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil, en remplacement de Mlle Targowla, qui a été nommée juge au tribunal de grande instance de Paris.

Conditions de désignation des représentants des magistrats de l'ordre judiciaire aux comités médicaux siégeant en formation de commission de réforme.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 11 juillet 1969 relatif aux conditions de désignation des représentants des magistrats de l'ordre judiciaire aux comités médicaux siégeant en formation de commission de réforme,

Arrête :

Article unique. — L'arrêté du 11 juillet 1969 susvisé est modifié comme suit :

Article 6-1.

Lorsque, par suite de l'insuffisance du nombre des représentants des magistrats de l'ordre judiciaire, le comité médical siégeant en formation de commission de réforme ne peut se constituer ou ne peut fonctionner, il est fait appel, en attendant, s'il y a lieu, le résultat des élections partielles complémentaires :

1. En ce qui concerne le comité médical siégeant en formation de commission de réforme près l'administration centrale du ministère de la justice :

A un ou deux représentants du personnel au sein d'un collège autre que celui dont relève l'intéressé, désignés par le garde des sceaux, ministre de la justice.

2. En ce qui concerne le comité médical siégeant en formation de commission de réforme d'un département :

A un ou deux représentants du personnel au sein du comité médical siégeant en formation de commission de réforme d'un autre département du ressort de la cour d'appel, désignés par le premier président ou par le procureur général, selon qu'il s'agit d'examiner le cas d'un magistrat du siège ou celui d'un magistrat du parquet.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des services judiciaires,
P.-A. SADON.

Conditions de désignation des représentants de certains personnels relevant du ministère de la justice à la commission de réforme instituée par l'article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'arrêté du 4 juin 1971 relatif aux conditions de désignation des représentants de certains personnels relevant du ministère de la justice à la commission de réforme instituée par l'article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite,

Arrête :

Article unique. — L'arrêté du 4 juin 1971 susvisé est complété par un article 6-1 rédigé comme suit :

Article 6-1.

Lorsque, par suite de l'insuffisance du nombre de représentants du personnel, la commission de réforme ne peut se constituer ou ne peut fonctionner, il est fait appel, en attendant, s'il y a lieu, le résultat des élections partielles complémentaires :

1. En ce qui concerne la commission de réforme près l'administration centrale du ministère de la justice compétente pour les trois collèges dont relèvent les magistrats de l'ordre judiciaire :

A un ou deux représentants du personnel au sein d'un collège autre que celui dont relève l'intéressé, désignés par le garde des sceaux, ministre de la justice.

2. En ce qui concerne la commission de réforme d'un département :

A un ou deux représentants du personnel au sein de la commission d'un autre département du ressort de la cour d'appel, désignés par le premier président ou par le procureur général, selon qu'il s'agit d'examiner le cas d'un magistrat du siège ou celui d'un magistrat du parquet.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des services judiciaires,
P.-A. SADON.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Agents diplomatiques et consulaires.

LISTE COMPLÉMENTAIRE D'APTITUDE AU GRADE DE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE 2^e CLASSE AU TITRE DE L'ANNÉE 1968

Est inscrit sur la liste d'aptitude au grade de ministre plénipotentiaire de 2^e classe : M. Viot (Jacques).

DÉCRET PORTANT NOMINATION D'UN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE 2^e CLASSE ET PROMOTION A LA 1^{re} CLASSE

Par décret du Président de la République en date du 30 juin 1972, M. Jacques Viot, conseiller des affaires étrangères (cadre général) de 1^{re} classe, 2^e échelon, est nommé à compter du 1^{er} septembre 1968 ministre plénipotentiaire de 2^e classe, 1^{er} échelon, et promu à compter du 1^{er} septembre 1971 au grade de ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe.

Est rapporté, en ce qui le concerne, le décret du 28 juillet 1971 portant promotion de M. Viot au grade de ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe.

LISTE COMPLÉMENTAIRE D'APTITUDE AU GRADE DE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE 2^e CLASSE ÉTABLIE AU TITRE DE L'ANNÉE 1969

Est inscrit sur la liste complémentaire d'aptitude au grade de ministre plénipotentiaire de 2^e classe : M. Jacques Senard, conseiller des affaires étrangères de 1^{re} classe.

DÉCRET PORTANT NOMINATION D'UN MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE 2^e CLASSE

Par décret du Président de la République en date du 30 juin 1972, M. Jacques Senard, conseiller des affaires étrangères de 1^{re} classe, 2^e échelon, est nommé à compter du 1^{er} avril 1969, ministre plénipotentiaire de 2^e classe, 1^{er} échelon.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décrets portant admission à la retraite (personnels de la ville de Paris).

Par décret du Président de la République en date du 22 juin 1972, M. Auribault (Jean), inspecteur général des services de la préfecture de Paris, en congé spécial depuis le 19 août 1968, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 19 août 1972.

Par décret du Président de la République en date du 22 juin 1972, M. Lehnert (Adolphe), inspecteur général des services de la préfecture de Paris, en congé spécial depuis le 19 août 1968, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 19 août 1972.

Par décret du Président de la République en date du 22 juin 1972, Mlle Moriondo (Arlette), secrétaire chef des assemblées parisiennes, en congé spécial depuis le 19 août 1968, est admise à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 19 août 1972.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Décret n° 72-547 du 30 juin 1972 relatif à certaines interventions de la Banque de France sur le marché monétaire.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,
Vu le décret du 31 décembre 1966 portant codification de textes concernant la Banque de France ;
Vu le décret du 17 juin 1938 relatif à l'extension des attributions de la Banque de France ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le décret n° 66-891 du 2 décembre 1966 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La faculté donnée à la Banque de France par l'article 1^{er} du décret du 17 juin 1938 susvisé d'acheter et de vendre des effets est étendue aux obligations admises à la cote officielle des bourses de valeurs figurant sur une liste arrêtée par le conseil général de la Banque de France, ainsi qu'aux bons et obligations à moyen terme émis par les organismes de crédit à statut légal spécial avec l'autorisation du ministre de l'économie et des finances. »

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Décret n° 72-548 du 30 juin 1972 pris pour l'application de l'article 243 du code général des impôts relatif à la publicité des impositions.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,
Vu l'article 4 de la loi n° 71-1061 du 29 décembre 1971 ;
Vu le code général des impôts, et notamment l'article 243,

Décète :

Art. 1^{er}. — Pour l'application de l'article 243 modifié du code général des impôts, il est confectionné une liste annuelle comprenant les impositions mises en recouvrement au 30 avril de l'année suivant celle de la production des déclarations de revenus.

Art. 2. — L'impôt mis à la charge de chaque contribuable s'entend du montant des droits en principal déterminés par application au revenu imposable des barèmes en vigueur.

Il est tenu compte, le cas échéant, en augmentation, des impositions supplémentaires ou afférentes aux plus-values de cession taxables à un taux proportionnel, en diminution, des dégrèvements contentieux auxquels les impositions ont donné lieu.

Art. 3. — La liste des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu comporte, pour chacun d'eux, les indications suivantes :

- Ses nom, prénoms et adresse ;
- Le nombre de parts correspondant à sa situation et à ses charges de famille ;
- Le montant de l'impôt mis à sa charge, tel qu'il est défini à l'article 2.

Art. 4. — La liste peut être consultée au siège de la direction des services fiscaux. Le contribuable qui en demande la communication doit justifier qu'il relève, en matière d'impôt sur le revenu, de la compétence territoriale de cette direction.

Art. 5. — Les listes sont conservées par l'administration jusqu'à expiration de la quatrième année suivant celle au titre de laquelle les impositions publiées ont été établies.

Art. 6. — Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,
JEAN TAITTINGER.

Ouverture de crédits.

Le ministre de l'économie et des finances,
Vu l'article 25 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les évaluations de recette des comptes spéciaux du Trésor pour 1972 sont augmentées d'une somme de 17.149.166 F applicable au compte d'affectation spéciale et à la ligne mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Sont ouverts sur 1972 une autorisation de programme et un crédit de paiement de 17.149.166 F applicables au compte d'affectation spéciale et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
MAURICE CARADET.

TABLEAU A

COMPTE	LIGNE	MAJORA-TION de recettes.
		Francs.
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		
FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER		
Recettes provenant de fonds de concours....	3	17.149.166

TABLEAU B

	CHAPITRE	AUTORISA-TION de programme accordée.	CRÉDIT de paiement ouvert.
			Francs.
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
FONDS SPÉCIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER			
Exécution du plan national d'amélioration du réseau routier.....	1 ^{er}	17.149.166	17.149.166

Transfert de crédits.

Le ministre de l'économie et des finances,
Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est annulé sur 1972 un crédit de 214.612.000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1972 un crédit de 214.612.000 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
MICHEL MAY.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ANNULÉ
Francs.		
ECONOMIE ET FINANCES		
I. — CHARGES COMMUNES		
TITRE IV		
Prise en charge et garanties de retraites d'anciens agents français des établissements publics, offices et sociétés concessionnaires des services publics d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et des anciens territoires d'outre-mer.....	46-98	214.612.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRES	CRÉDIT OUVERT
Francs.		
TRANSPORTS		
II. — TRANSPORTS TERRESTRES		
TITRE IV		
Garantie des retraites des agents français des établissements publics, offices et sociétés concessionnaires du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et d'outre-mer.....	47-42	214.410.000
Prise en charge d'agents en provenance des services de transports publics du Maroc, de Tunisie, d'Algérie et d'outre-mer	47-43	202.000
Total pour le tableau B.....		214.612.000

Le ministre de l'économie et des finances,
Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est annulé sur 1972 un crédit de 121.374 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1972 un crédit de 121.374 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
MAURICE CARADET.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRES	CRÉDIT ANNULÉ.
Francs.		
AGRICULTURE		
TITRE III		
Services extérieurs. — Rémunérations principales	31-12	93.326
Services extérieurs. — Indemnités et allocations diverses.....	31-13	8.512
Indemnités résidentielles.....	31-91	15.655
Prestations sociales versées par l'Etat.....	33-91	3.881
Total pour le tableau A.....		121.374

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRES	CRÉDIT OUVERT.
Francs.		
ECONOMIE ET FINANCES		
II. — SERVICES FINANCIERS		
TITRE III		
Institut national de la statistique et des études économiques. — Rémunérations principales.	31-73	93.326
Institut national de la statistique et des études économiques. — Indemnités et allocations diverses	31-74	8.512
Indemnités résidentielles.....	31-91	15.655
Prestations sociales versées par l'Etat.....	33-91	3.881
Total pour le tableau B.....		121.374

Elections à une commission administrative paritaire (commerce intérieur et prix).

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances en date du 30 juin 1972, la date de l'élection pour la désignation des représentants du personnel auprès de la commission administrative paritaire n° 4 (Agents d'administration principaux et adjoints de contrôle) des services extérieurs de la direction générale du commerce intérieur et des prix est fixée au 26 septembre 1972.

Circulaire du 27 juin 1972 relative aux achats de fournitures étrangères.

Le ministre de l'économie et des finances à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat.

Certaines des dispositions contractuelles habituellement utilisées pour leurs achats de fournitures par les administrations et collectivités publiques peuvent s'avérer insuffisantes ou inappropriées lorsqu'il s'agit d'approvisionner des fournitures d'origine étrangère. La nécessité de prévoir, dans ce cas, des solutions adaptées ou de prendre des précautions particulières peut apparaître soit à l'occasion d'un marché passé avec un importateur, hypothèse la plus courante, soit lors d'une négociation avec un fournisseur établi dans un pays étranger, soit encore à propos d'une commande adressée à un fabricant français dès lors que le produit final de ce dernier incorpore une part importante de prestations exécutées à l'étranger.

En vue de faire figurer dans leurs contrats les dispositions spécifiques à ces marchés, les acheteurs doivent tenir compte des règles et conseils pratiques suivants pour ce qui concerne la détermination du prix, les sûretés pécuniaires, les prestations relatives à l'utilisation et à la maintenance du matériel et les modalités de paiement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux missions d'achat à l'étranger.

En cas d'appel d'offres, il convient de ne pas omettre d'annoncer les solutions choisies dans le dossier de consultation.

Les acheteurs trouveront, par ailleurs, en annexe de la présente circulaire, un ensemble de clauses types destinées à faciliter la rédaction des documents contractuels sur ces différents points.

Pour la définition des stipulations courantes du marché, il leur est rappelé qu'ils peuvent utilement se reporter au recueil de formulaires normalisés établis pour les marchés de l'Etat (1).

I. — DÉTERMINATION DU PRIX

Dans la mesure du possible, les acheteurs publics doivent s'efforcer de traiter à prix ferme, même pour les marchés de longue durée. Lorsqu'il est nécessaire de déroger à ce principe, le choix des solutions doit être notamment guidé par le souci de permettre une comparaison valable des offres de produits nationaux et étrangers et de maintenir l'égalité entre les candidats.

A. — Modification du prix en raison d'une variation du change.

1° Aucune clause de change ne peut être insérée dans les marchés publics passés en France avec des fournisseurs établis à l'étranger.

En cas d'impossibilité de libeller le marché en francs et tout en respectant le principe ci-dessus, il sera possible à l'acheteur d'admettre une monnaie étrangère comme monnaie de compte.

2° Lorsque le titulaire du marché est établi en France, la monnaie de compte du marché doit être le franc dans tous les cas.

Cette règle peut, dans des cas limités, conduire l'acheteur à inclure dans certains marchés une clause offrant à chaque partie la possibilité de demander un réajustement des conditions de règlement stipulées au marché dans le cas d'une variation de change.

Les dispositions suivantes précisent dans quelles conditions de telles clauses peuvent être adoptées ainsi que leurs modalités. Elles s'appliquent aux marchés passés soit avec des importateurs, soit avec des industriels ou des prestataires de service obligés de s'approvisionner à l'étranger pour l'exécution de leur marché, lorsque les uns ou les autres n'ont, pour ce faire, pu éviter de contracter en devises avec leur fournisseur étranger.

En cas d'appel d'offres susceptible d'intéresser de tels fournisseurs, il convient de faire connaître aux candidats la solution qui aura été retenue sur ce point en l'indiquant dans le dossier de consultation.

a) Cas d'application d'une clause de change :

La solution à retenir dépend essentiellement du caractère plus ou moins concurrentiel du marché auquel s'adresse l'acheteur :

— en situation largement concurrentielle, aucune clause de change ne doit, en principe, être insérée dans le marché. Le respect de cette règle met l'acheteur à l'abri des aléas d'ordre monétaire ; elle lui permet, en outre, de comparer les offres nationales et étrangères sur une base homogène ;

— ce n'est qu'en situation de monopole ou de concurrence restreinte que l'insertion d'une clause de change qui doit, en tout état de cause, rester exceptionnelle, peut s'avérer indispensable ou opportune. En cas de concurrence restreinte, l'acheteur pourra adopter cette solution s'il estime impossible de stipuler en francs pour un montant *ne varietur* et si l'insertion d'une telle clause lui paraît conditionner un élargissement de la concurrence sur le plan international qui lui est nécessaire pour compléter une offre nationale limitée ou pour accentuer une compétition insuffisante. En outre, il est vivement conseillé à l'acheteur de s'assurer, avant d'admettre une telle clause de change, que l'importateur n'a pu éviter de libeller son contrat en devises.

b) Modalités pratiques de l'application d'une clause de change :

Toute répercussion automatique d'une variation de change sur le prix doit, en principe, être exclue de la formule choisie qui doit se borner à permettre une renégociation du prix à la demande de l'une des parties. En outre, l'acheteur ne doit admettre la possibilité d'une telle renégociation qu'au-delà d'un seuil de variation (exprimé en pourcentage du prix initial du marché) qu'il convient de fixer en principe à 2,50 p. 100, aucune renégociation ne devant être admise en deçà du seuil qui aura ainsi été prévu. Cette disposition est tout spécialement recommandée dans un souci de simplification dans les cas exceptionnels où il est nécessaire de se référer au cours du jour qui peut ne plus être rattaché à une parité fixe.

Si, à la requête du demandeur, l'autre partie accepte de répercuter intégralement sur le prix l'incidence de la variation du change telle qu'elle aura été calculée selon les modalités ci-dessous, le marché ne pourra bien évidemment pas être dénoncé à l'occasion de la renégociation ainsi engagée.

(1) Ce recueil a été publié par l'Imprimerie nationale en janvier 1970. Il fait l'objet de mises à jour périodiques.

— monnaie de référence.

La monnaie de référence dont le cours est susceptible de conduire à un réajustement du prix doit être celle du pays d'où proviennent les fournitures ou celle résultant des usages commerciaux pour la transaction, objet du marché.

— choix du type de cotation.

Sauf inconvénient majeur ou impossibilité pratique, il est recommandé de se référer au cours de parité (1) de la monnaie étrangère plutôt qu'à son cours officiel du jour à la Bourse de Paris (1).

Le cours de parité correspond au rapport du franc et de la monnaie étrangère dans leurs définitions officielles telles qu'elles ont été déclarées au fonds monétaire international.

— évaluation de l'incidence d'une variation du change.

Les cours à considérer en vue de déterminer l'incidence d'une variation du change sont, d'une part, le cours au jour de l'établissement de l'offre et, d'autre part, le cours en vigueur soit au jour du dédouanement de la fourniture, soit au jour de l'exigibilité de l'acompte dû par le titulaire à son fournisseur étranger.

Lorsque la date du dédouanement doit être retenue et que celle-ci est postérieure au dernier jour du délai de livraison, l'administration se réserve le droit de choisir le plus avantageux des deux cours correspondant à ces dates.

L'acheteur calculera le montant maximum à accorder (ou à réclamer), le cas échéant, à son fournisseur en appliquant :

— à la partie du prix, payée en devises (2), des marchandises livrées ;

— ou au montant des acomptes payés par le titulaire à son fournisseur étranger,

le rapport suivant :

$$\frac{\text{Cours de parité (ou cours du jour)} \\ \text{à la date du dédouanement (ou de l'exigibilité de l'acompte} \\ \text{dû par le titulaire à son fournisseur étranger)}}{\text{Cours de parité (ou cours du jour)} \\ \text{à la date de l'établissement de l'offre}}$$

Si les fournitures destinées à l'exécution du marché sont difficilement individualisables, l'acheteur pourra, par mesure de simplification, se baser sur le cours moyen constaté pendant le mois précédant la livraison si le type de cotation utilisé est le cours du jour et que la date de référence est celle du dédouanement.

c) Justifications :

Pour l'application des présentes dispositions, les parties se référeront aux justifications suivantes :

— un devis faisant apparaître la partie du prix payée en devises et s'inspirant du modèle annexé à la présente circulaire. S'il n'a pas été joint à l'origine à l'acte d'engagement ou au marché, ce document devra être réclamé au titulaire ;

— l'échéancier contractuel de ses règlements lorsque ce sont les acomptes dus par le titulaire à son fournisseur étranger qui servent de référence pour l'application de la clause de change. Cette pièce sera fournie en même temps que l'acte d'engagement ou dès que les rapports contractuels du titulaire avec son fournisseur auront été définis sur ce point ;

— les factures du fournisseur étranger correspondant aux fournitures pour lesquelles un réajustement du prix est demandé ;

— les pièces faisant foi des règlements effectués en devises par le titulaire.

B. — Revision du prix en fonction des éléments économiques.

Lorsque le C. P. S. contient une clause de revision de prix, la structure de la formule fixée par l'administration ainsi que le mode de lecture des indices s'imposent à l'ensemble des candidats tant étrangers que nationaux. Toutefois, les soumissionnaires étrangers doivent utiliser des indices de leur pays.

Le jeu de la formule de variation de prix avec indices étrangers ne doit pas entraîner un prix final supérieur à celui qui résulterait du jeu de la formule avec indices français.

Les acheteurs doivent avertir les fournisseurs qu'ils consultent qu'ils auront à indiquer avec précision dans l'acte d'engagement les indices à utiliser et les publications qui permettent de procéder à leur lecture.

(1) Ces deux cours sont régulièrement publiés au *Journal officiel*.

(2) Cet élément du prix correspond au total A + B du devis annexé à la présente circulaire.

C. — Détermination du prix par référence au prix de catalogue.

Pour certains produits de grande diffusion dont les prix résultent du jeu d'une concurrence normale, il est recommandé à l'administration de conclure des marchés en se référant aux prix des catalogues établis pour la vente en France, tout en obtenant à la signature du contrat un rabais forfaitaire substantiel. Dans la mesure où les conditions visées ci-dessus sont réunies, il convient de procéder de la sorte dans le cadre des marchés passés avec des importateurs ou des fournisseurs étrangers.

Cette solution doit être précisée dans le dossier de consultation et les candidats doivent être invités à indiquer dans leur acte d'engagement le prix de catalogue à la date de leur offre auquel s'applique le rabais forfaitaire qu'ils proposent.

Lorsque le prix n'est pas ferme mais qu'il est prévu de l'aligner sur le tarif en vigueur du fournisseur, la possibilité d'introduire dans le marché une clause de change ou une clause de révision de prix se trouve exclue. En outre, si l'application des nouveaux tarifs n'est pas subordonnée à leur acceptation préalable par la personne responsable du marché, celle-ci devra, pour se prémunir contre une hausse excessive des prix de catalogue, introduire dans le marché une clause de sauvegarde lui ménageant la possibilité de dénoncer le contrat au-delà d'un certain seuil de variation du prix.

Lorsque la concurrence est insuffisante ou si l'administration constitue le principal client du fournisseur, la détermination du prix par référence au catalogue du fournisseur doit être évitée. L'acheteur négociera le prix en s'appuyant sur tous les éléments d'information dont il dispose, et notamment sur ceux résultant du devis établi en vertu des dispositions ci-dessous.

II. — PRÉCAUTIONS SPÉCIALES À PRENDRE POUR CERTAINS ACHATS DE MATÉRIELS ÉTRANGERS

Les acheteurs éprouvent souvent des difficultés pour apprécier le niveau des prix des matériels lorsqu'ils traitent avec des fournisseurs en situation de monopole ou de concurrence restreinte. Dès lors qu'ils se trouvent dans une telle situation, il leur est vivement recommandé d'apprécier la marge brute de l'importateur, exprimée en valeur absolue, compte tenu des prestations que cette marge est réputée rémunérer.

L'expérience montre, d'autre part, que les services ne prennent pas toujours les précautions nécessaires pour assurer la maintenance du matériel dans des conditions satisfaisantes.

Enfin, en ce qui concerne les moyens de contrainte dont disposent les acheteurs vis-à-vis de leurs fournisseurs défaillants, il importe de rappeler que les entreprises étrangères qui ne possèdent aucun bien en France ne sont pas soumises aux mêmes moyens de coercition que leurs concurrentes françaises; de plus, les décisions des juridictions administratives françaises peuvent difficilement être rendues exécutoires à leur encontre.

Pour remédier à ces inconvénients, les services acheteurs auront le souci de prévoir les mesures adéquates:

A. — Devis justificatif des éléments du prix de revient.

Ce devis, dont le modèle est joint en annexe, doit être produit par le titulaire lorsqu'il convient d'appliquer une clause de change qui a été prévue au marché. Dans les autres cas, son exigence éventuelle est soumise aux conditions suivantes:

— cas où la fourniture d'un devis doit être demandée:

Un devis conforme au modèle qui figure en annexe doit obligatoirement être remis, à l'appui de leur offre, par les importateurs, lorsque la commande porte sur des matériels dont la valeur unitaire dépasse le seuil au-delà duquel la passation d'un marché est obligatoire (1) et que l'acheteur est en présence soit d'un fournisseur qui détient un monopole, soit d'un marché sur lequel la concurrence s'exerce insuffisamment pour pouvoir lui garantir des prix normaux. Dans cette hypothèse, l'administration demandera à l'importateur de lui présenter, à l'appui de son offre, une facture réelle ou, à défaut, une facture *pro forma* faisant apparaître le prix d'achat à l'étranger (ou une estimation de ce prix) du matériel qu'il propose. À titre exceptionnel, l'importateur pourra être dispensé de produire le devis si l'acheteur dispose d'éléments très sûrs pour apprécier les frais réels supportés par l'importateur.

— cas où un devis ne doit pas être exigé:

Ce devis ne sera pas exigé si l'acheteur s'adresse à un marché largement concurrentiel ou si ses achats concernent des matériels standards figurant sur les catalogues établis par l'importateur pour

la vente en France, pouvant normalement être stockés dans ses magasins et dont la valeur unitaire ne dépasse pas le seuil au-delà duquel la passation d'un marché est obligatoire (1).

— cas où l'exigence d'un devis est laissée à l'appréciation du service:

Le devis peut être demandé à l'importateur lorsque le marché porte sur les matériels ci-dessus mais constitue une commande homogène globalement importante. L'utilisation du devis est également laissée à l'appréciation du service acheteur lorsque le prix est déterminé par référence à un catalogue et que le montant du marché excède sensiblement le seuil au-delà duquel la passation d'un marché est obligatoire (1).

B. — Maintenance.

Le marché doit faire obligation au fournisseur de mettre à la disposition de l'acheteur la documentation technique nécessaire au bon fonctionnement et à l'entretien du matériel, transcrite en français, et ce, sans supplément de prix, sauf stipulation expresse du marché.

En cas d'appel d'offres, il convient de veiller à mentionner expressément cette obligation dans le dossier de consultation qui doit, en outre, inviter les soumissionnaires à préciser si le prix qu'ils proposent inclut la fourniture de cette documentation et, dans le cas contraire, la documentation qui s'en trouve exclue et le supplément de prix auquel donnerait lieu sa fourniture.

Lorsque le matériel nécessite un entretien pour la période postérieure à la fin du délai de garantie, il est très conseillé à l'acheteur d'obtenir la signature d'un contrat d'entretien en même temps que celle du marché. Pour comparer les offres des soumissionnaires, il est indispensable de tenir compte du coût du service après-vente.

C. — Sûretés.

Les moyens dont dispose l'administration pour procéder au recouvrement de ses créances ou pour obtenir l'exécution des décisions du juge administratif étant inapplicables à l'encontre des personnes qui ne possèdent pas de biens saisissables en France, il convient d'exiger un cautionnement des titulaires de marchés se trouvant dans ce cas. Le cautionnement peut être remplacé au gré du fournisseur par une caution personnelle et solidaire.

Le service acheteur peut toutefois ne pas exiger de cautionnement lorsqu'il connaît bien les entreprises étrangères qu'il consulte et qu'il a pu vérifier leurs capacités techniques et financières ainsi que la loyauté de leur comportement.

D. — Ouverture d'un compte postal ou bancaire en France.

Il est rappelé aux acheteurs que pour les paiements à l'étranger il y a lieu de passer par l'intermédiaire des comptables principaux du Trésor, compétents pour effectuer des opérations à l'étranger (2). En particulier, si le fournisseur établi à l'étranger est titulaire, en France, d'un compte bancaire en francs transférables (compte étranger) chez un intermédiaire agréé dans notre pays, le règlement s'effectue par les soins du trésorier-payeur général pour l'étranger.

En revanche, l'administration des postes et télécommunications n'étant pas en mesure de tenir de comptes au nom de non-résidents au regard de la réglementation des changes, il y a lieu d'exclure toute ouverture de comptes postaux au nom de fournisseurs établis à l'étranger.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter à la connaissance de vos services et des collectivités ou organismes placés sous votre tutelle les présentes dispositions qui se substituent à ma circulaire du 26 juin 1967 relative aux achats de matériels importés.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

(1) A la date de publication de la présente circulaire, ce seuil correspond au prix de 30.000 F T. T. C.

(2) La liste de ces comptables et la procédure de paiement des dépenses publiques à l'étranger sont fixées par la circulaire n° CD 4045 L/C 113 M du 4 novembre 1969 du ministre de l'économie et des finances.

ANNEXE I

MODÈLE DE DEVIS DONNANT LES ÉLÉMENTS DU PRIX

Nota. — Le prix principal figurant à l'engagement est un prix forfaitaire établi à partir du prix d'achat.

	TAUX des éléments.	ÉLÉMENTS de calcul.	ÉLÉMENTS du prix.
	P. 100		
I. — Prix de revient de l'importateur.			
A. — Prix net d'achat (en monnaie étrangère)			
B. — Frais d'approche (en monnaie étrangère)			
Total A + B (en monnaie étrangère)			
C. — Contre-valeur de A + B en monnaie française			
D. — Réajustement de la valeur en douane			
E. — Total C + D soumis aux droits			
F. — Droits de douane sur E			
G. — Timbre administratif sur F			
H. — T. V. A. sur (E + F + G)			
J. — Taxes et frais divers :			
J. 1. Redevance douanière sur E			
J. 2. Crédits d'enlèvement ou crédit de droit sur F + H + G + J. 1.			
J. 3. Honoraires du transitaire			
J. 4. Présentation et manutention en douane			
J. 5. Eventuellement, frais divers et transport postérieur au dédouanement jusqu'au magasin de l'importateur			
Total de J.			
K. — Prix de revient de l'importateur hors T. V. A.			
II. — Prix de vente.			
L. — Marge de l'importateur			
M. — Eventuellement, coût de l'emballage et du transport du magasin de l'importateur au lieu d'utilisation			
N. — Prix de vente hors T. V. A.			
O. — T. V. A. sur N.			
P. — Prix de vente T. T. C.			

ANNEXE II

CLAUSES TYPES À INSÉRER DANS LE MODÈLE DE C. P. S. CONTENU DANS LE RECUEIL DE FORMULAIRES

Documentation technique.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Prix du matériel approvisionné par l'intermédiaire d'un importateur (1).

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont forfaitaires. La proposition de l'importateur est appuyée sur un devis conforme au modèle envoyé par l'administration (2).

Les prix du marché sont établis en francs français.

La marge de l'importateur rémunère son intervention ; elle couvre tous ses frais tels que les frais généraux et administratifs, les frais financiers, la garantie, le bénéfice et, sauf dispositions contraires, les frais de montage et de mise en service.

Prix des prestations accessoires.

Réajustement du prix à la suite d'une variation du change.

1. Le franc est la monnaie de compte du marché. Le prix, libellé en francs, restera inchangé en cas de variation du change.

2. L (e) (monnaie étrangère retenue) est la monnaie de compte du marché. Le prix du marché, exprimé en cette monnaie, restera inchangé en cas de variation du change.

3. Le franc est la monnaie de compte du marché. Le prix, libellé en francs, restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le titulaire pour régler son fournisseur étranger.

4. Le franc est la monnaie de compte du marché. Si, entre le jour de l'engagement du titulaire (et le jour du dédouanement d'un ou de plusieurs lots de fournitures) (et la date d'exigibilité des acomptes dus par le titulaire à son fournisseur étranger), (le cours de parité au franc du ... *) (le cours du jour du ... *) s'est modifié, les conditions de règlement du marché pourront être renégociées à la demande de l'une des parties sous réserve que l'incidence de la variation du change sur le prix de revient du titulaire soit au moins égale à ... p. 100 du prix stipulé au marché.

Les nouvelles conditions de règlement applicables (aux marchandises livrées) (aux acomptes dus au titulaire) seront consacrées par un avenant. En cas de désaccord, le marché pourra être dénoncé par le demandeur sauf si, à la requête de ce dernier, l'autre partie accepte de répercuter en totalité pour la fraction du marché concernée l'incidence des nouvelles conditions du change sur le prix de revient du titulaire.

Si le jour du dédouanement est postérieur au dernier jour du délai de livraison, l'administration se réserve le droit de choisir le plus avantageux des deux cours correspondant à ces dates.

Le cours du jour du ... * s'appréciera par référence au cours extrême inférieur constaté à Bourse de Paris).

Revision du prix en fonction des éléments économiques.

Les entreprises étrangères et les importateurs devront remplacer les indices de la formule ci-dessus par des indices des pays d'où proviennent leurs produits. Ils auront soin de préciser dans l'acte d'engagement les indices qu'ils substituent aux indices français et d'indiquer les publications qui permettent de procéder à leur lecture. Si le jeu de la formule avec indices étrangers aboutit à un prix supérieur à celui résultant du jeu de la formule avec indices français, c'est ce dernier prix qui sera retenu.

Contrôle de prix de revient chez l'importateur.

Le titulaire s'engage à fournir au service contractant toutes justifications qui lui seraient réclamées sur les prix pratiqués, ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

Il s'engage également à accepter le contrôle sur place effectué à la demande et pour le compte du service contractant par tout agent ou fonctionnaire astreint au secret professionnel et habilité en matière de contrôle de prix de revient par un texte législatif ou réglementaire. Il accepte que ces agents ou fonctionnaires procédant au contrôle fournissent au service contractant les résultats de leur vérification.

Ces résultats conservent leur caractère confidentiel.

Résiliation

Sera notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 58 du C. C. A. G. F. C. ou 61 du C. C. A. G. M. I., l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français, les dispositions de l'article 57 du C. C. A. G. F. C. ou de l'article 60 du C. C. A. G. M. I. sont applicables.

(1) Clause non applicable si le candidat retenu n'est pas un importateur.

(2) Ne faire figurer cette phrase que dans les cas prévus par la circulaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 72-549 du 30 juin 1972 fixant les conditions d'application sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, modifiée par la loi n° 71-400 du 1^{er} juin 1971, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 60-385 du 22 avril 1960 relatif aux demandes introduites par les établissements d'enseignement privés ;

Vu le décret n° 60-386 du 22 avril 1960 relatif aux titres de capacité dont doivent justifier les directeurs et maîtres des établissements d'enseignement privés placés sous contrat ;

Vu le décret n° 60-388 du 22 avril 1960 relatif à l'intégration d'établissements d'enseignement privés dans l'enseignement public ;

Vu le décret n° 60-389 du 22 avril 1960 relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés, modifié par le décret n° 70-793 du 9 septembre 1970 ;

Vu le décret n° 60-390 du 22 avril 1960 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements d'enseignement privés, modifié par le décret n° 70-794 du 9 septembre 1970 ;

Vu le décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association, modifié par le décret n° 70-795 du 9 septembre 1970 ;

Vu le décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel) des classes sous contrat simple, modifié par les décrets n° 64-217 du 10 mars 1964 et n° 70-796 du 9 septembre 1970 ;

Vu le décret n° 61-246 du 15 mars 1961 relatif au contrôle financier et administratif des établissements d'enseignement privés ;

Vu le décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, modifié par les décrets n° 65-274 du 12 avril 1965, n° 66-664 du 3 septembre 1966 et n° 70-797 du 9 septembre 1970 ;

Vu le décret n° 66-665 du 3 septembre 1966 relatif à la situation des maîtres de l'enseignement privé qui auraient exercé hors du territoire métropolitain et des départements d'outre-mer ;

Vu le décret n° 72-23 du 10 janvier 1972 relatif aux comités de conciliation ;

Vu le décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre et Miquelon, modifié par le décret n° 57-815 du 22 juillet 1957 ;

Vu le vœu n° 8-68 du 28 novembre 1968 émis par le conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont rendus applicables sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon dans les conditions précisées aux articles suivants :

La loi susvisée n° 59-1557 du 31 décembre 1959, modifiée par la loi n° 71-400 du 1^{er} juin 1971, à l'exception de son article 8 ;

Les décrets susvisés n° 60-385 du 22 avril 1960, n° 60-386 du 22 avril 1960, n° 60-388 du 22 avril 1960, modifié par le décret n° 70-793 du 9 septembre 1970, n° 60-390 du 22 avril 1960, modifié par le décret n° 70-794 du 9 septembre 1970, n° 60-745 du 28 juillet 1960, modifié par le décret n° 70-795 du 9 septembre 1970, à l'exception de ses articles 8 et 9, n° 60-746 du 28 juillet 1960, modifié par les décrets n° 64-217 du 10 mars 1964 et n° 70-796 du 9 septembre 1970, n° 61-246 du 15 mars 1961, à l'exception de son article 6, n° 64-217 du 10 mars 1964, modifié par les décrets n° 65-274 du 12 avril 1965, n° 66-664 du 3 septembre 1966 et n° 70-797 du 9 septembre 1970, n° 72-23 du 10 janvier 1972.

Art. 2. — Les compétences attribuées au préfet ou au préfet de région sont exercées sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon par l'administrateur chef du territoire.

Art. 3. — Les compétences attribuées au recteur d'académie, à l'inspecteur d'académie ou aux services académiques sont exercées sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon par le chef du service de l'enseignement.

Art. 4. — Les compétences attribuées aux comités régionaux ou départementaux de conciliation sont exercées sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon par un comité de conciliation composé de quatre membres choisis parmi les personnes qualifiées par l'administrateur chef du territoire.

Art. 5. — Les compétences attribuées au trésorier-payeur général sont exercées sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon par le comptable principal du territoire.

Art. 6. — Nul ne peut diriger sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon un établissement d'enseignement privé ayant passé l'un des contrats prévus à la loi susvisée du 31 décembre 1959 ni enseigner dans les classes placées sous contrat s'il ne possède les titres de capacité exigés pour exercer dans le territoire un enseignement de même niveau dans l'enseignement public ou des titres reconnus équivalents par la législation en vigueur, ou s'il n'est titulaire du certificat d'exercice qui sera délivré par le chef du service de l'enseignement du territoire aux directeurs et aux maîtres en fonctions à la date d'entrée en vigueur du présent décret ou qui aura été délivré dans les conditions définies à l'article 2 du décret n° 60-386 du 22 avril 1960 et au décret n° 66-665 du 3 septembre 1966.

La référence faite dans les décrets mentionnés à l'article 1^{er} aux titres prévus au décret n° 60-386 du 22 avril 1960 est étendue, pour ce qui est du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon, aux titres prévus au présent article.

Art. 7. — Par dérogation aux dispositions du décret susvisé n° 60-388 du 22 avril 1960, le ministre de l'éducation nationale apprécie le besoin scolaire auquel doivent répondre les établissements d'enseignement privés du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon sans être tenu de prendre au préalable l'avis d'aucune commission.

Art. 8. — Il n'est pas créé sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon de commissions consultatives mixtes.

Les décisions concernant la résiliation des contrats ou le retrait d'agrément des maîtres contractuels et agréés de l'enseignement privé sont prises par le ministre de l'éducation nationale, après avis de l'administrateur chef du territoire.

Les décisions concernant le classement, la rémunération et l'avancement des maîtres contractuels et agréés de l'enseignement privé sont prises par l'administrateur chef du territoire, après avis du chef du service de l'enseignement.

Art. 9. — A titre transitoire et par dérogation aux dispositions des articles 2 et 14 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, les maîtres en fonctions dans des classes sous contrat de l'enseignement du premier degré qui, à la date du 1^{er} octobre 1972, justifieront avoir accompli trois années de services complets d'enseignement dans ces classes pourront être maintenus en qualité de maître contractuel et agréé.

Leur rémunération sera fixée dans les conditions définies au dernier alinéa de l'article 14 dudit décret.

Art. 10. — Toutes les références faites dans les décrets susvisés rendus applicables sur le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon à la date d'entrée en vigueur d'édits décrets doivent s'entendre, en ce qui concerne leur application dans le territoire, de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 11. — Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1972.

Fait à Paris, le 30 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
OLIVIER GUICHARD.

Le ministre d'Etat
chargé des départements et territoires d'outre-mer,
PIERRE MESSMER.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,
JEAN TAITTINGER.

Le secrétaire d'Etat
auprès du ministre de l'éducation nationale,
PIERRE BILLECOQ.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Matériel électrique utilisable dans les atmosphères explosives.

Par arrêté A E 89/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 200 °C, le « moteur asynchrone type DN 1321 Sa et b », construit par la Société Constructions électriques - Nancy, 1, rue Pierre-Villard, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Par arrêté A E 90/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 200 °C, le « moteur asynchrone type DN 1001 L », construit par la Société Constructions électriques - Nancy, 1, rue Pierre-Villard, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Par arrêté A E 91/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 110 °C, le « moteur asynchrone type DN 90 L 1 c et d », construit par la Société Constructions électriques - Nancy, 1, rue Pierre-Villard, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Par arrêté A E 92/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 80 °C, le « coffret de disjoncteur type 82 850 BP », construit par les Etablissements Martin et Lunel, 29, avenue de Bobigny, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Par arrêté A E 93/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 200 °C, le « moteur type FAG 160 », construit par la Société Unelec, dont le siège social est 14, rue de la Baume, à Paris (8^e).

Par arrêté A E 94/72 en date du 19 juin 1972, est agréé dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 90 °C, le « boîtier électrique d'alarme de niveau type NA 6 », construit par la Société Marine-Industrie-Pétrole, zone industrielle, R. N. 1, à Domont (Val-d'Oise).

Par arrêté A E 95/72 en date du 19 juin 1972, est agréée dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 80 °C, la « tête détectrice à distance type 07 210 140 », construite par la Société MSA de France, 8, rue du Guide, à Asnières (Hauts-de-Seine).

Par arrêté A E 96/72 en date du 19 juin 1972, est agréée, dans le groupe III et la classe A pour utilisation dans les atmosphères explosives autres que les mines grisouteuses, avec température marquée 80 °C, la « boîte ronde à coupe-circuit type RDPF-4 », construite par la Société Electro-Sécurité-Industrielle, 51, rue Chevreul, à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne).

Autorisation à des chambres de commerce et d'industrie d'émettre des emprunts.

ALENÇON

Le ministre du développement industriel et scientifique,
Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;
Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation ;
Vu les décrets n^{os} 66-826 du 7 novembre 1966 et 71-1119 du 30 décembre 1971 relatifs à la participation des employeurs à l'effort de construction ;
Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie d'Alençon en date du 22 février 1972 ;
Vu l'avis du préfet de l'Orne en date du 28 mars 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie d'Alençon est autorisée à contracter un emprunt de 1.175.000 F destiné à financer la construction par le comité interprofessionnel du logement de l'Orne de programmes de logements à Alençon, Tourouvres, Le Theil-sur-Huisne, Aube.

Cet emprunt pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit directement notamment auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Le taux réel de l'emprunt, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne pourra être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission, des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre de l'économie et des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen des sommes qui seront versées à cet effet à la compagnie consulaire par le comité interprofessionnel du logement de l'Orne, sur le produit des loyers des logements construits.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat
à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
GILBERT RASTOIN.

AMIENS

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce et d'industrie d'Amiens en date des 21 septembre 1971 et 9 novembre 1971 ;

Vu l'avis du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, en date du 4 mai 1972 ;

Vu l'avis du préfet de la Somme en date du 26 janvier 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie d'Amiens est autorisée à contracter les emprunts suivants en vue d'assurer le financement de la construction de bâtiments industriels-relais :

Un emprunt de 1.800.000 F en vue d'une implantation sur la zone industrielle de Doullens (Somme) ;

Un emprunt de 1.000.000 F en vue d'une implantation sur la zone industrielle de Montdidier (Somme).

Ces emprunts pourront être réalisés et conclus, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit notamment directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de ces emprunts, qui pourront être remboursés par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de quinze ans.

Le taux réel des emprunts, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne pourra être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission, des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre de l'économie et des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement desdits emprunts au moyen du produit de la location des usines-relais à des industriels.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat
à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
GILBERT RASTOIN.

AVESNES

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu les délibérations de la chambre de commerce et d'industrie d'Avesnes en date des 5 octobre 1971 et 7 décembre 1971 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1971 créant la zone d'aménagement concerté à usage dominant d'activités industrielles de Grevaux-les-Guides ;

Vu l'arrêté préfectoral déclaratif d'utilité publique de l'opération en date du 10 avril 1972 ;

Vu l'avis du préfet de la région Nord, préfet du Nord, en date du 12 mai 1971,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie d'Avesnes est autorisée à contracter un emprunt de 1.500.000 F destiné à financer l'acquisition et l'équipement des terrains d'une superficie de 28 hectares nécessaires à l'extension de la zone industrielle de Grevaux-les-Guides (Nord).

Cet emprunt pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit directement auprès notamment de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de six ans.

Le taux réel de l'emprunt, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne pourra être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre de l'économie et des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen du produit de la rétrocession des terrains aux industriels.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire d'Etat
à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
GILBERT RASTOIN.*

BEAUVAIS

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 10 septembre 1970 autorisant la chambre de commerce et d'industrie de Beauvais à contracter un emprunt ;

Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie de Beauvais en date du 22 novembre 1971,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie de Beauvais est autorisée à contracter un emprunt de 500.000 F destiné à financer la création à Compiègne d'un entrepôt privé banal, d'un magasin et d'une aire de dédouanement.

Cet emprunt pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit directement auprès notamment de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen des recettes d'exploitation des entrepôts et magasins généraux.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire d'Etat
à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
GILBERT RASTOIN.*

NEVERS

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la loi du 20 juin 1933 comprenant les aéroports parmi les établissements que les chambres de commerce et d'industrie sont autorisées à fonder et à administrer ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret du 4 septembre 1935 portant concession de l'aérodrome de Nevers-Fourchambault à la chambre de commerce et d'industrie de Nevers ;

Vu l'arrêté ministériel autorisant la chambre de commerce et d'industrie de Nevers à contracter un emprunt ;

Vu les délibérations de cette compagnie des 11 octobre 1971 et 17 janvier 1972 ;

Vu l'avis du ministre des transports en date du 15 mai 1972 ;

Vu l'avis du conseil de direction du fonds de développement économique et social en date du 29 septembre 1971 ;

Vu l'avis du préfet de la région Bourgogne en date du 20 mars 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie de Nevers est autorisée à contracter un emprunt de 1.200.000 F destiné à financer, sur l'aérodrome de Nevers-Fourchambault, la construction d'une nouvelle piste d'envol et d'un dortoir pour parachutistes.

Cet emprunt pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit directement auprès notamment de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de vingt ans.

Le taux réel de l'emprunt, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne pourra être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission, des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre de l'économie et des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen du produit des recettes d'exploitation de l'aéroport, complétées par les participations financières du conseil général de la Nièvre, de la ville de Nevers et de la compagnie consulaire.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire d'Etat
à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
GILBERT RASTOIN.*

ROANNE

Le ministre du développement industriel et scientifique,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie de Roanne en date du 23 février 1972 ;

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances en date du 9 août 1971 ;

Vu l'avis du préfet de la Loire en date du 8 mai 1972,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie de Roanne est autorisée à contracter un emprunt de 1.000.000 F destiné à financer la construction, sur la zone industrielle de l'arsenal, de bâtiments destinés à l'implantation du centre régional de dédouanement et à l'entreposage des marchandises.

Cet emprunt pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi du 23 décembre 1946, soit directement auprès notamment de la caisse des dépôts et consignations, de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de prévoyance.

L'amortissement de cet emprunt, qui pourra être remboursé par anticipation, s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Le taux réel de l'emprunt, compte tenu du prix d'émission et de tous avantages accessoires, ne pourra être supérieur à celui des emprunts prévus par les décrets des 9 août 1953 et 20 mai 1955, tel qu'il ressort, au moment de l'émission, des conditions fixées pour ces emprunts par le ministre de l'économie et des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement dudit emprunt au moyen des recettes d'exploitation du centre régional de dédouanement et de l'entrepôt privé banal.

Art. 2. — Le directeur de la technologie, de l'environnement industriel et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat

à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

GILBERT RASTOIN.

Travaux d'extension et d'aménagement de l'aérodrome de Quimper-Pluguffan (Finistère) (déclaration d'utilité publique).

Par arrêté en date du 20 juin 1972, sont déclarés d'utilité publique les travaux d'extension et d'aménagement de l'aérodrome de Quimper-Pluguffan, à réaliser sur le territoire de la commune de Pluguffan (Finistère) par la chambre de commerce et d'industrie de Quimper concessionnaire, en vue de la création d'une piste d'envol C « AMV » orientée 10/28, limitée dans un premier temps à 1.700 mètres de longueur et accessoirement de la construction d'une déviation du chemin départemental 56, conformément aux dispositions des plans au 1/10.000 et au 1/1.000 extraits du dossier d'enquête d'utilité publique lesquels demeureront annexés au présent arrêté (1).

Les expropriations nécessaires aux travaux visés à l'article 1^{er} devront être accomplies dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

La chambre de commerce et d'industrie de Quimper, maître d'ouvrage, sera tenue de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée du 8 août 1962.

(1) Le plan peut être consulté à la chambre de commerce et d'industrie de Quimper, boulevard de Kerguelen, à Quimper.

Emploi de matériel dans les mines et les carrières.

Par arrêté M S 50/72 en date du 19 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « coffret type 7269 », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 51/72 en date du 19 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « coffret type 7733 », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 52/72 en date du 19 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « coffret type 7272 », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 53/72 en date du 19 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « coffret type 7301 », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 54/72 en date du 19 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « contrôleur d'activité cardiaque type Vitatest », construit par la société L'Electronique appliquée, 98-100, rue Maurice-Arnoux, à Montrouge (Hauts-de-Seine).

Par arrêté MS 55/72 en date du 19 juin 1972, est complété l'article 1^{er} de l'arrêté MS 25/65 portant agrément du « circuit de télétransmission type CT 60 A », construit par la Société française des Procédés Oldham (anciennement Compagnie auxiliaire des mines), 286, rue du Polygone, à Douai (Nord).

Par arrêté MS 56/72 en date du 20 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « coffret d'appareillage type F 11 P », construit par les Etablissements Merlin et Gerin, rue Henri-Tarze, à Grenoble (Isère).

Par arrêté MS 57/72 en date du 21 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « dispositif pour alimentation de jauges de contraintes type NL 400 », construit par la Société alsacienne d'installations techniques, 10, rue du Zornhoff, à Saverne (Bas-Rhin).

Par arrêté MS 58/72 en date du 21 juin 1972, est agréé pour emploi dans les mines grisouteuses le « carter pour alternateur type GL 151 », construit par les Houillères du bassin de Lorraine, à Freyming-Merlebach (Moselle).

MINISTRE DELEGUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe interministériel d'évaluation de l'environnement.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, en date du 19 juin 1972, M. Claude Gruson, inspecteur général des finances honoraire, est nommé président du groupe interministériel d'évaluation de l'environnement.

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT

Décret n° 72-550 du 23 juin 1972 modifiant et complétant, en ce qui concerne les zones d'aménagement différé, le décret n° 62-1300 du 7 novembre 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement et du logement,

Vu la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 relative au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé, à la juridiction de l'expropriation et au mode de calcul des indemnités d'expropriation, modifiée notamment par la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971 portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière, et en particulier ses articles 7 à 12 et 16 ;

Vu le code de l'administration communale ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant organisation de la région parisienne ;

Vu la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 modifiée relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction ;

Vu le décret du 19 mai 1959 fixant, en application de l'article 78-1 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les modalités de constitution et de fonctionnement des sociétés d'économie mixte et des établissements publics chargés de réaliser des opérations d'aménagement urbain ;

Vu le décret n° 62-1300 du 7 novembre 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions du titre I^{er} de la loi susvisée du 26 juillet 1962 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le titre II du décret susvisé du 7 novembre 1962 est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE II

Zones d'aménagement différé et périmètres provisoires.

Article 13.

Les établissements publics pouvant être titulaires du droit de préemption dans les zones d'aménagement différé sont :

1° Les communautés urbaines, les districts, les syndicats de communes et les syndicats mixtes ;

2° Le district de la région parisienne ;

3° Les établissements publics prévus à l'article 78-1 du code de l'urbanisme et de l'habitation y compris ceux qui sont visés par l'article 22 du décret susvisé du 19 mai 1959 ;

- 4° Les chambres de commerce et d'industrie ;
- 5° Les ports autonomes maritimes et fluviaux ;
- 6° Les aéroports érigés en établissements publics.

Article 13-1.

Sont considérés comme groupements de communes intéressées au sens de l'article 7 de la loi susvisée du 26 juillet 1962 les établissements publics ayant compétence en matière d'urbanisme groupant les communes intéressées.

Les zones d'aménagement différé sont créées :

1° Par arrêté du préfet sur proposition ou sur avis favorable des communes ou groupements de communes intéressées ;

2° Par arrêté du ministre de l'équipement et du logement si le titulaire du droit de préemption est l'Etat ou un établissement public visé au 5° ou au 6° de l'article 13 ci-dessus ou si la zone est située sur le territoire de plusieurs départements ; toutefois, les pouvoirs dévolus au ministre sont exercés par le préfet de la région parisienne lorsque la zone est tout entière située sur le territoire de cette région telle qu'elle est définie par l'article 1^{er} de la loi susvisée du 10 juillet 1964 ;

3° Par décret en Conseil d'Etat dans tous les cas d'avis défavorable d'une commune ou d'un groupement de communes intéressées.

Faute de la transmission d'un avis au préfet dans le délai de deux mois à compter du jour où le maire ou le président de l'organe délibérant du groupement a reçu communication du projet, la création de la zone d'aménagement différé peut être décidée par décret en Conseil d'Etat.

La décision créant la zone d'aménagement différé désigne le titulaire du droit de préemption.

Article 13-2.

Le périmètre d'une zone d'aménagement différé peut, quelle que soit la nature de la décision qui a créé ladite zone, être modifié par arrêté du préfet pris après consultation des communes ou groupements de communes intéressées lorsqu'il s'agit uniquement d'en exclure :

1° Des terrains sur lesquels des constructions ont été édifiées à la suite de permis de construire délivrés ou de déclarations préalables souscrites postérieurement à la publication de l'acte créant la zone ou, le cas échéant, définissant son périmètre provisoire ;

2° Des terrains dont les propriétaires se sont engagés à ce qu'ils fassent l'objet d'un contrat de vente d'immeuble à construire dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1967 susvisée ; si les propriétaires demandent à être relevés de leur engagement, ces terrains doivent être réincorporés dans le périmètre de la zone d'aménagement différé par arrêté du préfet ; en cas de violation par les propriétaires de leur engagement, les dispositions de l'article 12 du présent décret sont applicables ;

3° Des terrains bâtis ou non, inclus dans une zone d'aménagement concerté dont la réalisation est poursuivie directement par la personne morale qui a pris l'initiative de sa création, dès que le plan d'aménagement de ladite zone est approuvé ;

4° Des terrains bâtis ou non, inclus dans une zone d'aménagement concerté dont la réalisation est poursuivie par voie de concession ou de convention dès que le traité de concession ou la convention est approuvé.

Si la zone d'aménagement différé s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté prévu au premier alinéa ci-dessus est pris par le préfet du département dans lequel se trouvent les terrains à exclure, après accord des autres préfets intéressés.

Article 13-3.

Le décret ou l'arrêté ministériel créant une zone d'aménagement différé est publié au *Journal officiel* de la République française.

L'arrêté du préfet de la région parisienne créant une zone d'aménagement différé est publié au recueil des actes administratifs du ou des départements intéressés ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région parisienne.

L'arrêté préfectoral créant une zone d'aménagement différé modifiant son périmètre dans les conditions prévues à l'article 13-2 ci-dessus ou délimitant le périmètre provisoire d'une zone d'aménagement différé est publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie de la décision créant la zone d'aménagement différé délimitant son périmètre provisoire ou modifiant son périmètre et un plan précisant le périmètre de cette zone sont déposés à la mairie de chacune des communes intéressées. Avis de ce dépôt est donné par affichage à la mairie et par insertion, en caractères apparents, dans un des journaux publiés dans le département.

Copie de la même décision est adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre nationale des avoués près la cour d'appel et aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est créée la zone d'aménagement différé.

Article 13-4.

A compter de la publication de l'arrêté délimitant le périmètre provisoire d'une zone d'aménagement différé sont applicables, dans ce périmètre provisoire, les dispositions du titre I^{er} du présent décret, à l'exception des articles 1^{er}, 2, 5 et 11, le préfet exerçant au nom de l'Etat le droit de préemption.

A compter de la publication de la décision créant la zone d'aménagement différé sont applicables, dans le périmètre définitif de cette zone, les dispositions du titre I^{er} du présent décret, à l'exception des articles 1^{er} et 2.

Article 14.

Toute demande formulée en application du premier alinéa de l'article 9 de la loi susvisée du 26 juillet 1962 est établie dans les formes prescrites par un arrêté conjoint du ministre de l'équipement et du logement et du garde des sceaux, ministre de la justice. Elle est adressée au préfet qui en délivre récépissé et la transmet, le cas échéant, au titulaire du droit de préemption.

Les demandes comportent obligatoirement l'indication du prix demandé.

Dans les six mois de la date du récépissé, le titulaire du droit de préemption notifie au propriétaire soit sa décision d'acquiescer au prix proposé, soit son offre d'acquiescer au prix qu'il indique dans sa réponse, soit sa décision de renoncer à l'acquisition.

A compter de la notification de l'offre prévue à l'alinéa précédent, le propriétaire dispose d'un délai d'un mois pour faire connaître au titulaire du droit de préemption ou au préfet son accord sur le prix proposé. En cas de refus ou à défaut de réponse dans le délai imparti, le prix est fixé comme en matière d'expropriation.

Dans les cas prévus au dernier alinéa de l'article 9 de la loi susvisée du 26 juillet 1962, le préfet est tenu, sur simple requête du propriétaire, d'attester dans le délai de quinze jours de ladite requête que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.

Article 15.

Toute demande de rétrocession formulée en application du premier alinéa de l'article 11 de la loi susvisée du 26 juillet 1962, du cinquième alinéa de l'article 11 bis ou du deuxième alinéa de l'article 11 ter de la même loi doit contenir l'offre d'un prix. Elle est notifiée au préfet qui en délivre récépissé et la transmet, le cas échéant, au titulaire du droit de préemption.

A défaut d'accord sur le prix ou à défaut de réponse dans les six mois de la date du récépissé, il est procédé comme en matière d'expropriation dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi susvisée du 26 juillet 1962.

Les indices du coût de la construction à retenir pour la détermination de la variation prévue à l'article 11, 2^e alinéa, de la loi susvisée du 26 juillet 1962 sont les derniers indices publiés respectivement à la date de l'acte constatant le transfert de propriété et à la date de la demande de rétrocession.

Le demandeur qui renonce à reprendre son bien à la suite de l'évaluation qui en est faite dans les conditions ci-dessus doit notifier sa renonciation au préfet avant l'expiration du délai de deux mois prévu à l'article 11, dernier alinéa, de la loi susvisée du 26 juillet 1962. Passé ce délai, l'acte portant rétrocession du bien doit être signé, au plus tard un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception émanant du préfet, faute de quoi la demande de rétrocession est réputée caduque.

Article 15-1.

Les cessions de biens au titulaire du droit de préemption prévues par l'article 11 bis, 5^e alinéa, de la loi susvisée du 26 juillet 1962 sont faites dans les conditions prévues à l'article 11 du présent décret.

Lorsque, dans le délai d'un an à compter de la publication de la décision administrative créant la zone d'aménagement différé, le titulaire du droit de préemption n'a pas demandé la cession à son profit des biens immobiliers visés à l'alinéa ci-dessus, l'Etat, sauf dans le cas où il décide d'affecter lesdits biens à des fins d'intérêt général, offre à leurs anciens propriétaires ou à leurs ayants cause universels ou à titre universel de les leur rétrocéder.

A l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'offre de rétrocession qui leur est adressée par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le défaut de réponse des intéressés vaut refus de leur part. Les biens peuvent alors être mis en vente.

En cas d'acceptation il est, à défaut d'accord amiable sur le prix, procédé comme en matière d'expropriation dans les conditions prévues à l'article 11 de la loi susvisée du 26 juillet 1962.

Art. 2. — Jusqu'au 16 septembre 1972, date d'entrée en vigueur de la loi n° 71-1130 du 21 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, la chambre nationale des avoués près les tribunaux de grande instance recevra copie des actes prévus à l'article 13-3 du décret n° 62-1300 du 7 novembre 1962.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'équipement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'équipement et du logement,
ALBIN CHALANDON.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Décret n° 72-551 du 23 juin 1972 fixant les formes et conditions de délimitation des périmètres à l'intérieur desquels les immeubles appartenant à certaines collectivités publiques ne peuvent faire l'objet que de cessions entre ces collectivités ou de concessions temporaires d'usage.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'équipement et du logement,

Vu la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967, dite Loi d'orientation foncière, et notamment son article 14, modifié et complété par l'article 13 de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971, portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'action foncière ;

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation ;

Vu le code de l'administration communale ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les périmètres à l'intérieur desquels est réglementée la cession ou la concession de certains immeubles en application de l'article 14 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967 sont institués dans les conditions fixées par le présent décret.

Art. 2. — Le préfet du département dans le ressort duquel se trouve le périmètre envisagé en adresse le projet, avec un plan qui en précise les limites, au maire de la commune ou de chacune des communes dont tout ou partie du territoire s'y trouve inclus.

Huit jours au plus tard après avoir été saisi, le maire fait procéder à l'affichage du projet et du plan, pendant un mois au moins.

Dans le cas où un groupement de communes exerce, en matière d'urbanisme, les compétences des communes mentionnées à l'alinéa 1^{er}, le préfet lui adresse également pour avis le projet de périmètre et le plan y annexé.

A Paris, la procédure est engagée par le préfet de Paris qui consulte le conseil de Paris.

Art. 3. — Lorsque le délai d'un mois prescrit pour l'affichage par l'article 2 (2^e alinéa) ci-dessus est expiré, la commune ou, dans le cas prévu à l'alinéa 3 dudit article, le groupement de communes ou le conseil de Paris adresse au préfet son avis sur le projet.

Art. 4. — Lorsque l'avis des collectivités mentionnées à l'article 2 est favorable au projet, le périmètre est fixé par arrêté du préfet ou, si le périmètre excède les limites de sa compétence territoriale, par arrêté du ministre.

En cas d'avis défavorable, le périmètre est fixé par décret en Conseil d'Etat.

Sont réputées avoir donné un avis favorable au projet, les collectivités qui n'ont pas fait parvenir leur avis au préfet dans le délai de trois mois à dater du jour où elles ont été saisies.

Art. 5. — Le décret ou l'arrêté ministériel instituant un périmètre est publié au *Journal officiel* de la République française.

L'arrêté préfectoral instituant un périmètre est publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie du décret ou de l'arrêté instituant le périmètre et un plan en précisant les limites sont déposés à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles sont compris des immeubles inclus dans le périmètre. Avis de ce dépôt est donné par affichage à la mairie de ces mêmes communes et par insertion, en caractères apparents, dans un des journaux publiés dans le département.

Copie du décret ou de l'arrêté est adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre nationale des avoués près la cour d'appel et aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels tout ou partie du périmètre est situé.

Jusqu'au 16 septembre 1972, date d'entrée en vigueur de la loi n° 71-1130 du 21 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, la chambre nationale des avoués près les tribunaux de grande instance recevra copie des décrets ou arrêtés instituant un périmètre.

Art. 6. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'équipement et du logement et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'équipement et du logement,
ALBIN CHALANDON.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
RENÉ PLEVEN.

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur,
ANDRÉ BORD.

Commissions administratives paritaires.

Le ministre de l'équipement et du logement,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 59-307 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 août 1959 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel des phares et balises ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 décembre 1968 portant création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires du corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire central,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est prorogé pour une durée maximum de six mois le mandat des membres des commissions administratives paritaires centrales mises en place à la suite des élections du 16 juin 1969 et respectivement compétentes à l'égard des personnels du ministère de l'équipement et du logement désignés ci-après :

Personnel des phares et balises (commission n° 28) ;

Corps des conducteurs des travaux publics de l'Etat.

Art. 2. — Est prorogé, pour une durée maximum de six mois, le mandat des membres de la commission administrative paritaire locale mise en place à l'administration centrale à la suite des élections du 16 juin 1969 et compétente à l'égard des conducteurs des travaux publics de l'Etat des spécialités Voies navigables, ports maritimes, et Mécaniciens électriciens.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du personnel et de l'organisation des services,
JEAN COSTET.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les exploitations forestières du département de l'Oise.

Le ministre de l'agriculture,

Sur le rapport du directeur des affaires sociales,

Vu les articles 31 f et suivants du livre 1^{er} du code du travail, et notamment les articles 31 j et 31 k;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1966 portant extension de la convention collective de travail du 20 janvier 1965 concernant les exploitations forestières du département de l'Oise, ensemble les arrêtés portant extension des avenants à ladite convention collective;

Vu les enquêtes effectuées dans les conditions prévues à l'article 31 k susvisé du livre 1^{er} du code du travail;

Vu l'avis de la section agricole spécialisée de la commission supérieure des conventions collectives;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, de l'emploi et de la population,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective de travail en date du 20 janvier 1965 concernant les exploitations forestières du département de l'Oise les dispositions suivantes ci-annexées :

1^o L'avenant n^o 11 en date du 23 septembre 1971;

2^o L'avenant n^o 15 en date du 11 décembre 1971.

Art. 2. — L'extension des avenants susvisés est prononcée sous réserve de l'application des dispositions légales concernant le salaire minimum de croissance.

Art. 3. — L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée du 20 janvier 1965.

Art. 4. — Le directeur des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires sociales,
GILBERT CONSTANT.

AVENANT N^o 11 DU 23 SEPTEMBRE 1971

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 20 JANVIER 1965 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES DU DÉPARTEMENT DE L'OISE

Entre :

L'union syndicale des marchands de bois de l'Oise;
Le syndicat des propriétaires forestiers de l'Oise,

D'une part, et

L'union départementale et le syndicat des bûcherons C. G. T.;
L'union départementale C. F. T. C.;
La fédération nationale Force ouvrière de l'agriculture et secteurs connexes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ANNEXE I

A compter du 1^{er} octobre 1971, les salaires minima sont fixés comme suit :

Grumes.

Premier cas :

Abattage avec ébranchage des cimes, le façonnage des branches étant payé au stère, aux prix prévus pour les bois de chauffage :

Essence dure (le mètre cube) : 7,14 F;
Essence tendre (le mètre cube) : 6,50 F;
Essence peuplier (le mètre cube) : 5,41 F;
Essence résineux (le mètre cube) : 6,46 F;
Essence épicéa (le mètre cube) : 8,57 F.

Deuxième cas :

Abattage avec ébranchage sans leur façonnage, celles-ci étant rangées dans toute leur longueur et laissées sur place :

Essence dure (le mètre cube) : 8,57 F;
Essence tendre (le mètre cube) : 7,85 F;
Essence peuplier (le mètre cube) : 5,65 F;
Essence résineux (le mètre cube) : 7,14 F;
Essence épicéa (le mètre cube) : 8,57 F.

Lorsque le brûlage des branches sera obligatoire, ce travail sera payé à raison de 1,25 F le mètre cube grume.

Pour le brûlage des branches, lorsqu'il n'est pas fait de chauffage, le travail sera payé à raison de 4 F le mètre cube grume.

Bois de chauffage et de papeterie.

Les bois de feu devront avoir un diamètre fin bout supérieur à 0,04 mètre pour la charbonnette; 0,08 mètre pour le bois de chauffage. Les rondins de 0,12 mètre à 0,18 mètre de diamètre seront fendus en deux, les rondins de 0,19 mètre et plus fendus en quatre.

Longueur 1 mètre, 1,14 mètre et 1,20 mètre (le stère) : 9,85 F.
Longueur 0,76 mètre (le stère) : 10,73 F.
Longueur 0,66 mètre (le stère) : de gré à gré.
Bois de papeterie écorcé forestièrement (le stère) : 17,25 F.
Bois de papeterie écorcé blanc blanc (le stère) : 20,23 F.

Ces bois devront être droits, les fourches seront éliminées; ils seront sciés d'équerre aux deux extrémités, les nœuds bien arasés.

Il y a lieu à versement d'une prime de triage de 2,04 F du stère lorsque l'exploitant oblige le bûcheron à abattre toutes les grumes avant le façonnage du chauffage.

Dans le cas où une coupe comporte un pourcentage important d'une essence, la prime n'est due que pour le triage de l'essence la moins dominante.

Bois de mines.

Feuillus rainés (le mètre cube) : 20,23 F.
Feuillus non rainés (le mètre cube) : 18,08 F.
Résineux écorcés forestièrement (le mètre cube) : 22,36 F.
Billons de 0,45 mètre à 0,69 mètre de circonférence (le mètre cube) : 14,28 F.

Taillis et brins.

Pour l'exploitation du taillis et des brins, une indemnité forfaitaire à l'hectare est à déterminer d'un commun accord avant le commencement des travaux.

Traits de scie.

Les traits effectués au moment de l'abattage seront payés aux prix suivants :

Diamètre moins de 30 : 0,86 F.
Diamètre 32/40 : 1,01 F.
Diamètre 42/50 : 1,43 F.
Diamètre 52/60 : 2,14 F.
Diamètre 62/80 : 2,86 F.
Diamètre 82/100 : 3,57 F.
Diamètre 102 et plus : 4,35 F.
Fourches moyennes : 4,28 F.
Fourches grosses : 5,77 F.

Travail au temps (pour 7 h 30 de travail par jour).

Journée de bûcheron sans machine : 42,84 F.
Journée de bûcheron avec tronçonneuse : 71,40 F.
Journée de botteur sans machine : 85,68 F.
Journée de botteur avec tronçonneuse : 115,36 F.

Bottage.

Circonférence 130/158 : 5,06 F.
Circonférence 160/198 : 7,90 F.
Circonférence 200/248 : 15,12 F.
Circonférence 250/298 : 18,74 F.
Circonférence 300 et plus : 24,51 F.
Circonférence exceptionnelle : 46,16 F.
Bottage au mètre cube : 3,57 F du mètre cube botté.
Recoupe jusqu'à 0,55 mètre de diamètre : 6,66 F.
Recoupe au-dessus : 13,68 F.
Décrochage : 8,63 F.
Montage de câble : à la journée.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Compiègne, le 23 septembre 1971.

(Suivent les signatures.)

AVENANT N^o 15 DU 11 DÉCEMBRE 1971

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 20 JANVIER 1965 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES DU DÉPARTEMENT DE L'OISE

Entre le syndicat des propriétaires forestiers de l'Oise,

D'une part, et

L'union départementale C. G. T.;
L'union départementale C. F. T. C.;
La fédération nationale Force ouvrière de l'agriculture et secteurs connexes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ANNEXE III

Salaires horaires minima applicables à compter du 1^{er} décembre 1971.

Ouvrier première catégorie : 3,94 F.
Ouvrier deuxième catégorie : 4,14 F.
Ouvrier troisième catégorie : 4,33 F.
Ouvrier quatrième catégorie : 4,73 F.
Ouvrier cinquième catégorie : 5,12 F.
Ouvrier sixième catégorie : 5,91 F.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Compiègne, le 11 décembre 1971.

(Suivent les signatures.)

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

Décret n° 72-552 du 22 juin 1972 modifiant et complétant le décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 relatif à l'application de l'article L. 863 du livre IX du code de la santé publique.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

Vu le livre IX du code de la santé publique, et notamment son article L. 792, modifié par les lois n° 70-1319 du 31 décembre 1970 et n° 70-1318 du même jour ;

Vu la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 relatif à l'application de l'article L. 863 du livre IX du code de la santé publique ;

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment ses articles 16 et 37 ;

Vu le décret n° 59-310 du 14 février 1959 portant règlement d'administration publique et relatif aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics, à l'organisation des comités médicaux et au régime des congés des fonctionnaires, modifié par le décret n° 68-1046 du 29 novembre 1968 ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 1959 relatif aux examens médicaux effectués en vue du dépistage chez les candidats aux emplois publics des maladies ouvrant droit à congé de longue durée et de l'octroi aux fonctionnaires des congés de longue durée ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction hospitalière du 12 novembre 1971,

Décrète :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est ainsi modifié :

Article 1^{er}.

Les dispositions du présent décret sont applicables aux agents des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics visés à l'article L. 792 modifié du livre IX du code de la santé publique, en position d'activité ou de détachement.

Art. 2. — L'article 2 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2.

Dans chaque département, le comité médical constitué auprès du préfet dans les conditions prévues à l'article 5 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 peut être appelé à donner son avis, selon les modalités fixées par le présent décret, sur l'admission de certains candidats aux emplois permanents relevant des établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus et situés dans le département, sur les demandes de congés de maladie et de congés de longue durée des agents de ces établissements, sur le renouvellement de ces congés et sur la réintégration de ces agents après congés de longue durée.

Toutefois, le comité médical institué auprès de l'administration centrale du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale demeure compétent pour les agents des établissements visés à l'article 1^{er} ci-dessus sis dans le département de Paris.

Art. 3. — L'article 3 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est ainsi modifié :

Article 3.

Les agents placés en position de détachement dans les conditions prévues à l'article L. 864 du code de la santé publique relèvent du comité médical compétent à l'égard du personnel de l'établissement d'origine. Toutefois, dans le cas où les intéressés sont détachés auprès d'un autre établissement d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, en application du paragraphe 1^{er} de l'article L. 864 précité, ils relèvent du comité médical compétent à l'égard du personnel de l'établissement auprès duquel ils sont détachés.

Art. 4. — L'article 4 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'article suivant :

Article 4.

Le comité médical supérieur prévu à l'article 7 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 peut être appelé, à la demande de l'autorité investie du pouvoir de nomination, à donner son avis en matière de congés de longue durée sur les cas litigieux déjà examinés par les comités médicaux visés aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Il est obligatoirement consulté dans tous les cas où un agent demande le bénéfice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 856 du code de la santé publique.

Art. 5. — L'article 5 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 5.

Les médecins assermentés compétents à l'égard des personnels visés à l'article 1^{er} du présent décret sont ceux qui figurent sur la liste établie dans chaque département dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 14 février 1959.

Chaque établissement visé à l'article L. 792 modifié du code de la santé publique doit en outre s'attacher un ou plusieurs médecins agréés spécialisés dans les affections ouvrant droit à congés de longue durée et inscrits sur les listes prévues à l'article 10, alinéa 2, du décret du 14 février 1959 modifié.

Art. 6. — L'article 6 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Article 6.

Les dispositions des articles 13 et 14 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 et celles des articles 1^{er} à 4 de l'arrêté du 3 décembre 1959, concernant l'admission aux emplois publics de l'Etat, sont applicables à tout candidat à un emploi permanent des établissements visés à l'article L. 792 modifié du code de la santé publique.

Toutefois, sur décision de l'assemblée gestionnaire de l'établissement, et après avis le cas échéant, de la commission de surveillance, les certificats médicaux prévus aux 1^{er} et 2^o de l'article 13 susvisé du décret du 14 février 1959 pourront être délivrés respectivement par un praticien de médecine générale et par un médecin phthisiologue attachés à l'établissement.

Par ailleurs, un examen médico-psycho-technique d'aptitude pourra être exigé pour l'admission à certains emplois qui seront désignés par les textes prévus à l'article L. 893 du code de la santé publique.

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 7 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article précédent, les anciens tuberculeux candidats à un emploi permanent des sanatoriums publics pour tuberculeux sont dispensés de la production du certificat médical prévu au 2^o de l'article 13 du décret n° 59-310 du 14 février 1959. »

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 8 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le bénéfice des dispositions de l'article L. 855 du code de la santé publique ne peut être consenti que sur l'avis de la commission départementale de réforme des agents des collectivités locales. »

Art. 9. — Les alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'article 9 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Pour obtenir le congé de longue durée prévu à l'article L. 856 du code de la santé publique, les agents visés à l'article 1^{er} du présent décret ainsi que ceux qui se trouvent déjà en congé de maladie ou leurs représentants légaux doivent adresser à l'autorité investie du pouvoir de nomination une demande appuyée d'un certificat de leur médecin traitant spécifiant qu'ils sont susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article L. 856 précité.

« D'autre part, le médecin traitant communique directement au directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ou au président du comité médical visé à l'article 2 (2^o alinéa) ci-dessus, un résumé succinct de ses observations et les pièces justificatives prévues aux articles 5, 8, 11 et 14 de l'arrêté du 3 décembre 1959.

« Saisi de ces pièces, le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ou le président du comité médical central fait procéder à la contre-visite du demandeur par celui des médecins agréés attachés à l'établissement intéressé qui est compétent pour l'affection en cause.

« Les dispositions des articles 6, 7, 9, 10, 12, 13 et 15 de l'arrêté du 3 décembre 1959 sont applicables aux personnels visés par le présent décret. »

Art. 10. — L'article 10 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'article suivant :

Article 10.

Lorsque l'autorité investie du pouvoir de nomination estime, sur le vu d'une attestation médicale, ou sur le rapport des supérieurs d'un agent, que celui-ci se trouve dans la situation visée à l'article L. 856 du code de la santé publique, elle peut provoquer l'examen médical de l'intéressé dans les conditions prévues aux alinéas 3 et suivants de l'article précédent.

Art. 11. — Les premier et troisième alinéas de l'article 11 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Lorsque la demande de congé est présentée dans les conditions fixées aux articles 9 et 10 ci-dessus ou dans les six mois qui suivent l'octroi du congé initial en vue de l'obtention des avantages prévus à l'alinéa 2 de l'article L. 856 du code de la santé publique, le comité médical visé à l'article 2 du présent décret examine la demande de congé, puis la commission départementale de réforme (qui reçoit communication de l'avis du comité médical) se prononce sur l'imputabilité au service de la maladie.

« Les conclusions du comité médical et de la commission départementale de réforme, accompagnées des rapports d'enquête et d'expertise ainsi que des observations de l'autorité investie du pouvoir de nomination seront obligatoirement soumises, pour avis avant décision, au comité médical supérieur institué par l'article 7 du décret n° 59-310 du 14 février 1959. »

Art. 12. — Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 12 du décret du 14 décembre 1956 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les congés de longue durée peuvent être renouvelés dans les mêmes conditions et les mêmes limites de durée à concurrence d'un total de cinq années sous réserve des dispositions de l'article 11 ci-dessus. Le renouvellement est accordé dans les conditions fixées à l'article 9 du présent décret. Toutefois, la commission départementale de réforme des agents des collectivités locales n'est pas saisie des demandes de renouvellement des congés de longue durée accordés au titre du deuxième alinéa de l'article L. 856 du code de la santé publique.

« Les demandes de renouvellement de congés de longue durée doivent être adressées par les intéressés ou leur représentant légal à l'autorité investie du pouvoir de nomination un mois avant l'expiration du congé. L'article 17 de l'arrêté du 3 décembre 1959 est applicable en l'espèce.

« Si la demande de congé est présentée au cours d'un congé antérieurement accordé dans les conditions prévues par l'article L. 852 du code de la santé publique et les articles 8 et 9 du présent décret, la première période de congé de longue durée part du jour de la décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou, si cette décision est postérieure de moins de trois mois à la date à laquelle l'agent a cessé de percevoir un traitement entier, de cette dernière date. »

Art. 13. — L'article 14 de l'arrêté n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

Article 14.

Les dispositions des articles 12, 27 et 29 du décret n° 59-310 de 14 février 1959 ainsi que l'article 18 de l'arrêté du 3 décembre 1959 sont applicables aux agents visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 14. — Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 16 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les conditions exigées pour que la réintégration puisse être prononcée sont celles fixées par les articles 19 à 22 de l'arrêté du 3 décembre 1959.

« L'article 23 dudit arrêté est applicable en l'espèce. »

Art. 15. — Le deuxième alinéa de l'article 18 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, l'administration de l'établissement d'origine doit allouer à l'intéressé les indemnités pour changement de résidence dans les conditions prévues aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 33 du décret n° 59-310 du 14 février 1959. Ladite administration doit également verser à l'agent son traitement au taux plein jusqu'à la date de son affectation dans un autre établissement dans les conditions prévues au précédent alinéa. »

Art. 16. — L'article 20 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 20.

Lorsqu'un agent qui, avant d'avoir bénéficié de la totalité des congés prévus, suivant le cas, à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 de l'article L. 856 du code de la santé publique a interrompu son congé et repris ses fonctions, se trouve de nouveau en état de bénéficier des dispositions de cet article, il peut lui être accordé de nouveaux congés. Ceux-ci s'ajoutent aux congés antérieurs sans que l'ensemble puisse excéder les limites fixées par l'article L. 856 précité.

Art. 17. — Le premier alinéa de l'article 21 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout agent qui a bénéficié d'un congé de longue durée dans les conditions prévues aux articles 10 à 15 ci-dessus doit, pendant la période qui lui sera prescrite par le comité médical, se soumettre à des visites de contrôle dans les conditions fixées par les articles 25 et 26 de l'arrêté du 3 décembre 1959. »

Art. 18. — L'article 22 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

Article 22.

La mise en disponibilité prévue aux articles L. 854 et L. 858 du code de la santé publique ainsi que son renouvellement dans les conditions fixées à l'article L. 872 dudit code sont prononcés après avis du comité médical sur l'inaptitude de l'agent à reprendre ses fonctions.

Ce dernier peut faire entendre par le comité médical le médecin de son choix.

Art. 19. — L'article 23 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Article 23.

Lorsque l'agent, après avoir bénéficié de la totalité des congés prévus selon le cas à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 de l'article L. 856 du code de la santé publique, n'est pas reconnu apte à reprendre ses fonctions, ou lorsque, ayant repris ses fonctions, après avoir épuisé la totalité de ses congés, l'agent est contraint de les cesser, la mise en disponibilité prévue par les articles L. 854 et L. 858 ainsi que son renouvellement dans les conditions fixées à l'article L. 872 dudit code sont prononcés après avis du comité médical sur l'inaptitude de l'agent à reprendre ses fonctions.

L'agent peut faire entendre par le comité le médecin de son choix.

Dans le cas où le congé antérieur a été accordé en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 856 du code de la santé publique, la commission départementale de réforme des agents des collectivités locales est également consultée.

Art. 20. — L'article 24 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Article 24.

Lorsqu'un agent sera en mesure d'invoquer à la fois l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 et l'article L. 856 du code de la santé publique, il pourra demander l'application de celle des deux législations qui lui paraîtra la plus favorable.

L'allocation de traitement ou demi-traitement est exclusive de l'indemnité de soins prévue à l'article 198 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

Art. 21. — Le deuxième alinéa de l'article 25 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les tarifs d'honoraires des médecins assermentés et des médecins agréés et les conditions de rémunération et l'indemnité des membres des comités médicaux sont ceux fixés par l'arrêté prévu à l'article 42 du décret n° 59-310 du 14 février 1959. »

Art. 22. — L'article 26 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par l'article suivant :

Article 26.

L'intervention des comités médicaux ne fait aucun obstacle à la consultation des commissions administratives paritaires prévues aux articles L. 804 et L. 805 du code de la santé publique.

Art. 23. — L'article 27 du décret n° 56-1294 du 14 décembre 1956 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 27.

Sont applicables aux personnels visés à l'article 1^{er} du présent décret les dispositions des articles 27 et 28 de l'arrêté du 3 décembre 1959.

Art. 24. — Le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

ROBERT BOULIN.

Le ministre d'Etat

chargé des départements et territoires d'outre-mer,
PIERRE MESSMER.

Le ministre de l'intérieur,

RAYMOND MARCELLIN.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur,

ANDRÉ BORD.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie
et des finances, chargé du budget,
JEAN TAITTINGER.

Répartition des postes vacants de spécialistes du second grade du cadre hospitalier temporaire d'anesthésiologie et conditions de dépôt de candidatures à ces postes.

Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 66-402 du 14 juin 1966, modifié et complété par le décret n° 70-279 du 26 mars 1970, autorisant la création dans les centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire de cadres hospitaliers temporaires d'anesthésiologie et d'hémobiologie ;

Vu l'arrêté du 31 mars 1967 fixant les effectifs du cadre hospitalier temporaire d'anesthésiologie des centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 1967, modifié par l'arrêté du 27 mars 1970, relatif aux concours spéciaux pour le recrutement de spécialistes du second grade des cadres hospitaliers temporaires d'anesthésiologie et d'hémobiologie ;

Vu l'arrêté du 28 août 1970 relatif au recrutement complémentaire de spécialistes du second grade des cadres hospitaliers temporaires d'anesthésiologie et d'hémobiologie ;

Sur proposition du directeur des hôpitaux,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La liste des postes de spécialistes du second grade du cadre hospitalier temporaire d'anesthésiologie vacants ou susceptibles de le devenir dans le courant de l'année 1972 s'établit de la façon suivante :

- Centre hospitalier régional d'Amiens : deux postes ;
- Centre hospitalier régional d'Angers : un poste ;
- Centre hospitalier régional de Besançon : un poste ;
- Centre hospitalier régional de Bordeaux : un poste ;
- Centre hospitalier régional de Brest : un poste ;
- Centre hospitalier régional de Nantes : deux postes ;
- Centre hospitalier régional de Poitiers : un poste ;
- Centre hospitalier régional de Reims : deux postes ;
- Centre hospitalier régional de Strasbourg : un poste.

Art. 2. — Dans le délai de rigueur de deux mois (le cachet de la poste faisant foi) à compter de la publication du présent arrêté, les praticiens inscrits sur les listes d'aptitude aux fonctions de maître de conférences agrégé d'anesthésiologie, anesthésiologistes des hôpitaux et candidats aux postes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté doivent adresser leur demande, par lettre recommandée, au ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (bureau des concours médicaux), 2, rue de la Faisanderie, Paris (16^e). (Téléphone : 704-37-42.)

Cette demande sera accompagnée d'un dossier comportant :

Une déclaration de candidature pour le poste choisi (ou les postes classés par ordre décroissant de préférence) ;

Un *curriculum vitae* ;

Un certificat médical d'un médecin des hôpitaux attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude à l'exercice de la médecine hospitalière ;

Un engagement sur l'honneur de résider dans la ville ou à proximité immédiate de la ville siège du centre hospitalier régional pour lequel la candidature est déposée.

Art. 3. — Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,
PIERRE CHARBONNEAU.

Agrément d'experts pour les essais des spécialités pharmaceutiques.

Par arrêté du 12 juin 1972 :

Sont nommés experts pour vérifier les propriétés prévues à l'article L. 601 du code de la santé publique en ce qui concerne le visa des spécialités pharmaceutiques :

Experts analystes.

(16^e liste.)

M. R. Aquaron, chef de travaux à la faculté de médecine de Marseille.

Mlle C. Briand, professeur agrégé à la faculté de pharmacie de Marseille.

M. A. Crevat, professeur à la faculté de pharmacie de Marseille (radio-analyse).

M. J. Saint-Blancard, docteur en pharmacie à Clamart (biochimie).

M. J.-J. Vallon, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon.

M. C. Vigneron, maître-assistant à la faculté de pharmacie de Nancy (hématologie).

Experts pharmacologues-toxicologues.

(16^e liste.)

M. J.-J. Adnet, professeur agrégé à la faculté de médecine de Reims (anatomie-pathologie).

Mme M.-C. Auclair, docteur vétérinaire à Bourg-la-Reine.

Mlle S. Besson, professeur à la faculté de pharmacie de Nancy. M. P. Cayeux, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie d'Angers (bactériologie, immunologie, virologie).

M. J.-C. Czyba, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (histologie, embryologie, cytologie).

M. J. Dangoumau, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

M. B. Devulder, professeur agrégé à la faculté de médecine de Lille (bactériologie, immunologie, virologie).

M. E. Eben Moussi, professeur agrégé à la faculté de médecine de Rennes.

M. P. Eymard, docteur en pharmacie à Grenoble.

M. R. Fauve, docteur en médecine à l'institut Pasteur de Paris (bactériologie, immunologie, virologie).

M. B. Flouvat, docteur en pharmacie à Paris.

M. P. Fournier, pharmacien à Paris.

M. J.-C. Friedmann, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (virologie, hématologie).

Mme J. Ghaye, docteur en pharmacie à Paris.

M. J.-P. Giroud, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.

M. J.-F. Giudicelli, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.

M. M. Klein, docteur en médecine à Strasbourg.

M. J.-C. Le Douarec, docteur en pharmacie à Clermont-Ferrand.

M. G. Lelord, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (psycho-pharmacologie).

M. J.-C. Levy, docteur en pharmacie à Vincennes.

M. J. Messerschmitt, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie d'Amiens (hématologie).

M. B. Nicod, docteur en médecine à Besançon.

Mlle J. Orfila, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie d'Amiens (bactériologie, immunologie, virologie).

M. A. Orsetti, professeur agrégé à la faculté de médecine de Montpellier.

M. le docteur H.-M. Peck, docteur en médecine, directeur général du département de toxicologie à l'institut Merck, à West-Point, Pennsylvania (U. S. A.).

M. Y. Piton, docteur vétérinaire à Pithiviers.

M. H. Reinert, docteur en médecine à Amboise.

M. J. Rosner, docteur en médecine à Dijon.

M. J. Roubertou, docteur vétérinaire à Eaubonne.

Mme J. Schmitt, maître de recherche à l'Inserm à Paris (microbiologie, sérologie, virologie).

M. G. Streichenberger, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.

M. J.-D. Vincent, professeur agrégé à la faculté de médecine de Bordeaux.

M. J. Vindel, docteur vétérinaire à Paris (microbiologie, immunologie, virologie).

M. R. Thevenot, docteur vétérinaire à Nice.

Experts cliniciens.

(15^e liste.)

M. A. Barrillon, docteur en médecine à Paris (cardiologie).

M. C. Isabellon, docteur en médecine à Toulon (gynécologie, obstétrique).

M. L. Scebat, docteur en médecine à Paris (cardiologie).

Les experts ci-dessus désignés sont nommés pour une période de trois ans.

Par arrêté du 12 juin 1972 :

Sont nommés experts, pour une nouvelle période de trois ans, pour vérifier les propriétés prévues à l'article L. 601 du code de la santé publique en ce qui concerne le visa des spécialités pharmaceutiques :

1^o Experts analystes.

Mlle Bardet (L.), professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.

M. Cartier (P.), professeur à la faculté de médecine de Paris.

M. Charbonnier (A.), docteur en médecine à Paris.

M. Douris (R.-G.), professeur à la faculté de pharmacie de Paris.

M. Fabre (A.), docteur ès sciences à Paris.

M. Guillot (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille.

M. Manet (L.), assistant à la faculté de pharmacie de Paris.

M. Mestres (R.), professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.

M. Rangier (J.-M.), docteur en médecine à Paris.

M. Robba (M.), professeur à la faculté de pharmacie de Caen.

M. Roux (J.), professeur à la faculté de médecine de Montpellier.

M. Sylla (O.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar.

2^o Experts pharmacologues toxicologues.

M. Barres (G.), professeur à la faculté de médecine de Paris.

M. Boucard (M.), professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.

M. Bourillet (F.), docteur en pharmacie à Neuilly-sur-Seine.

M. Buser (P.), professeur à la faculté des sciences de Paris.

M. Delaby (P.-A.), pharmacien à Paris.

M. Derache (R.), professeur à l'université Paul-Sabatier, à Toulouse.

M. Duteil (J.), pharmacien à Saint-Mandé.

M. Fontaine (L.), pharmacien à Lyon.

M. Gargouil (Y.-M.), professeur à la faculté des sciences de Poitiers.

M. Glono Barber (H.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar.

M. Guichard (C.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Limoges.

M. Labie (C.), professeur à l'école nationale vétérinaire de Toulouse (anatomo-pathologie).

M. Lalaurie (M.), professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier (anatomo-pathologie).

M. Maillot (M.), professeur à la faculté de médecine de Paris.

Mme Mandel (L.), chef de travaux à la faculté de médecine de Strasbourg.

M. Mayer (G.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

M. Pilet (C.), professeur à l'école nationale vétérinaire d'Alfort.

M. Rudali (G.), directeur de recherches au C. N. R. S. à Paris.

M. Salle (J.), docteur vétérinaire à Paris.

M. Sentein (P.), professeur à la faculté de médecine de Montpellier (histologie).

M. Stahl (A.), professeur à la faculté de médecine de Marseille (histologie et embryologie).

M. Sterne (J.), docteur en médecine à Paris.

M. Van Den Driessche (J.), professeur à la faculté de médecine de Rennes.

3^o Experts cliniciens.

M. Albahary (C.), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).

M. Appaix (A.), professeur à la faculté de médecine de Marseille (O. R. L.).

M. Armengaud (M.), professeur à la faculté de médecine de Toulouse (médecine interne).

M. Aubert (P.), médecin des hôpitaux de Paris (médecine interne).

M. Auvert (J.), professeur à la faculté de médecine de Paris (chirurgie).

Mme Bernard (I.), docteur en médecine à Bordeaux (gynécologie obstétrique).

M. Bertrand (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Boulard (P.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (pédiatrie).

M. Castaing (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Coldefy (J.-M.), professeur à la faculté de médecine de Paris (chirurgie).

M. Collomb (H.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (neuropsychiatrie).

M. Colson (J.-A.), médecin des hôpitaux des armées à Toulouse (médecine interne).

M. Contamin (R.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Grenoble (gynécologie obstétrique).

M. Courjon (J.), professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (neuropsychiatrie).

M. Dubrisay (J.), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).

M. Duhamel (J.), médecin des hôpitaux de Paris (gastro-entérologie).

M. Eliachar (E.), docteur en médecine à Paris (pédiatrie).

M. Felix (H.), professeur agrégé du Val de Grâce à Paris (médecine interne).

M. Flottes (L.), professeur agrégé du service de santé des armées à Toulon (O. R. L.).

M. Gautier (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Genevriev (R.), docteur en médecine à Paris (pneumophthiologie).

M. Grenier (B.), professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Job (J.-C.), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (pédiatrie).

M. Lagrot (F.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse (chirurgie).

M. Le Beau (J.), professeur à la faculté de médecine de Paris (neurochirurgie).

M. Lestradet (H.), professeur à la faculté de médecine de Paris (pédiatrie).

M. Leveque (B.), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (pédiatrie).

M. Manigand (G.), professeur à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).

M. Neel (J.-L.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Poumailloux (M.), professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris (cardiologie).

M. Riu (R.), professeur à l'école d'application du service de santé de la marine à Toulon (O. R. L.).

M. Rouzard, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. Sankale (M.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (médecine interne).

M. See (G.), docteur en médecine à Paris (pédiatrie).

M. Vandooren (M.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (chirurgie).

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 5 avril 1972.

Par arrêté du 12 juin 1972 :

Sont nommés experts, pour une nouvelle période de trois ans, pour vérifier les propriétés prévues à l'article L. 601 du code de la santé publique en ce qui concerne le visa des spécialités pharmaceutiques :

1^o Experts analystes.

Mme G. Bailly, pharmacien à Paris.

M. Biget (P.-L.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Rennes.

M. Borel (J.-P.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims.

M. Deviller (B.), pharmacien à Louviers.

M. Gay (L.), pharmacien à Nice.

M. Gayrel (P.), professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse.

Mme Genetet (F.), chef de travaux à la faculté de médecine de Nancy

M. Godon (M.), pharmacien à Melun.

M. Gras (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon.

M. Guitard (H.), pharmacien à Villejuif.

M. Lefevre (G.), pharmacien à Tours.

M. Mallet (R.), pharmacien à Saint-Maur.

M. Michaud (J.), maître-assistant à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

M. Neudorffer (J.), pharmacien à Paris.

M. Nivière (P.), professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours.

M. Orillard (G.-A.), docteur en pharmacie à Vanves.

M. Potier (P.), pharmacien à Bois-d'Arcy.

M. Thieulin (G.), professeur à l'école nationale vétérinaire d'Alfort.

M. Viejo (J.), docteur en pharmacie à Antony.

M. Vogel (C.), pharmacien à Dijon.

M. Willemot (J.), pharmacien à Gif-sur-Yvette.

2° Experts pharmacologues toxicologues.

M. Aschkenasy (A.), directeur de recherches au C. N. R. S., à Paris.

M. Beerens (H.), pharmacien à l'institut Pasteur de Lille.

M. Boulu (R.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Rouen.

M. Cabannes (R.), professeur au centre hospitalier et universitaire d'Abidjan.

M. Courtieu (A.-L.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Nantes.

M. Fruteau de Lacos (C.), chef de travaux à la faculté de médecine de Montpellier.

M. Golvan (Y.), professeur à la faculté de médecine de Paris.

M. Gros (P.), docteur ès sciences à Paris.

M. Guilaine (J.), médecin assistant des hôpitaux de Paris (anatomopathologie).

M. Lafille (C.), docteur en pharmacie à Bretteville-sur-Odon.

M. Lamy (L.), chef de service à l'institut Pasteur de Paris.

M. Lapierre (J.), professeur à la faculté de médecine de Paris.

M. Larriba (J.), professeur agrégé du Val-de-Grâce, à Paris (bactériologie).

M. Laudat (P.), maître de recherches à l'I. N. S. E. R. M., à Paris

M. Magnin (P.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand.

Mlle Mariani (M.-M.), professeur à la faculté de médecine de Montpellier.

M. Nabet (P.), professeur à la faculté de médecine de Nancy.

M. Oudar (J.), professeur à l'école nationale vétérinaire de Lyon.

M. Roquebert (J.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

M. Roux (M.), docteur en pharmacie à Melun.

M. Wepierre (J.), professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Dijon.

3° Experts cliniciens.

M. Akoun (G.), professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (pneumo-physiologie).

M. Auban (H.), docteur en médecine à Toulouse (pédiatrie).

M. Bernasconi (P.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie d'Amiens (cardiologie).

M. Berthelot (J.), docteur en médecine à Paris (médecine interne).

M. Boucher (M.), docteur en médecine à Lyon (neuropsychiatrie).

M. Bureau (Y.), professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Nantes (dermatologie syphiligraphie).

M. Calvet (J.-P.), chirurgien des hôpitaux de Paris (chirurgie).

M. Cara (M.), professeur à la faculté de médecine de Paris (anesthésiologie).

M. Cazaban (R.), docteur en médecine à Montpellier (ophtalmologie).

M. H. Chimenes, docteur en médecine à Paris (endocrinologie nutrition).

M. R. Colin, professeur agrégé à la faculté de médecine de Montpellier (chirurgie).

M. R. Courbier, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (chirurgie).

M. M. Delecour, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (gynécologie-obstétrique).

M. J. Desruelles, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (cardiologie).

M. P. Detrie, chirurgien des hôpitaux de Paris (chirurgie).

M. H. Diriar, docteur en médecine à Paris (pédiatrie).

M. M. Dupas, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (cancérologie).

M. G. Farnier, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (ophtalmologie).

M. J.-L. de Gennes, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (endocrinologie, nutrition).

M. M. Gentilini, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).

M. R. Gilly, professeur agrégé à l'école d'application du service de santé de la marine à Toulon (médecine interne).

M. C. Helenon, radiologiste des hôpitaux de Paris (électroradiologie).

M. G. Hirtz, docteur en médecine à Bordeaux (endocrinologie, nutrition).

M. P. Houlne, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Nantes (gynécologie-obstétrique).

M. A. Huguenin, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Rennes (médecine interne).

M. L. Israel, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (pneumophtisiologie).

Mme P. Jouve, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (électroradiologie).

M. P. Lambert, médecin assistant des hôpitaux de Paris (médecine interne).

M. M. Lanvin, professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris (gynécologie-obstétrique).

M. L. Lareng, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse (anesthésiologie).

M. M. Larivière, professeur à la faculté de médecine de Paris (maladies infectieuses).

M. R. Lebeaupin, docteur en médecine à Nantes (anesthésiologie).

M. R. Le Den, professeur agrégé du service de santé des armées à Toulon (O. R. L.).

M. P. Marland, médecin des hôpitaux de Paris (pneumophtisiologie).

M. P. Massias, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).

M. Y. Memin, professeur agrégé du Val-de-Grâce à Paris (médecine interne).

M. J. Oules, médecin des hôpitaux psychiatriques à Montauban (neuropsychiatrie).

M. J. Paris, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (gastro-entérologie).

M. J.-C. Patel, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (chirurgie).

M. F. Paycha, docteur en médecine à Paris (ophtalmologie).

M. P. Payrau, professeur agrégé du Val-de-Grâce à Paris (ophtalmologie).

M. L.-F. Perrin, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (pneumophtisiologie).

M. M. Porot, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand (neuro-psychiatrie).

M. A. Portal, professeur du Val-de-Grâce à Paris (médecine interne).

M. P. Puech, professeur à la faculté de médecine de Montpellier (cardiologie).

M. M. Rey, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand (maladies infectieuses).

M. G. Senechal, professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris (O. R. L.).

M. A. Siboulet, docteur en médecine à Paris (dermatologie syphiligraphie).

M. R. Stoppa, professeur au centre hospitalier et universitaire d'Amiens (chirurgie).

M. A. Thenot, médecin assistant des hôpitaux de Paris (médecine interne).

M. R. Touraine, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (pneumophtisiologie).

M. R. Trevoux, docteur en médecine à Paris (gynécologie-obstétrique).

M. M. Tutin, docteur en médecine à Paris (médecine interne).

M. C. Vialatel, docteur en médecine à Paris (stomatologie).

M. P. Viallet, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand (électroradiologie).

M. M. Wayoff, professeur agrégé à la faculté de médecine de Nancy (O. R. L.).

M. L. Wemeau, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (urologie).

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 9 mai 1972.

Par arrêté du 12 juin 1972 :

Sont nommés experts, pour une nouvelle période de trois ans, pour vérifier les propriétés prévues à l'article L. 601 du code de la santé publique en ce qui concerne le visa des spécialités pharmaceutiques :

1° *Experts analystes.*

M. J. Agneray, pharmacien à Paris.
 M. A. Benacerraf, pharmacien à Paris.
 M. G.-A. Boffa, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims.
 Mlle M. Carrion, pharmacien à Paris.
 M. J. Clement, docteur en médecine à Sceaux.
 Mlle A. Cremieux, chef de travaux à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille.
 M. Duval, pharmacien à Carrières-sur-Seine.
 M. C. Egnell, maître-assistant à la faculté des sciences d'Orléans.
 M. P.-E. Fouche, pharmacien à Houdan.
 M. J. Gregoire, pharmacien à Paris.
 M. C. Guyot Jeannin, pharmacien à Boulogne-sur-Seine.
 M. L. Jung, professeur à la faculté de pharmacie de Strasbourg.
 M. J.-G. Kiger, pharmacien à Paris.
 M. H. Kornowski, pharmacien à Paris.
 M. J. Lavillaureix, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg.
 G. Ledouble, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims.
 M. F. Le Goffic, docteur ès sciences physiques à Clamart.
 Mme L. Le Men, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims.
 M. J. Mardiguian, ingénieur E. P. C. I. à Paris.
 M. H. Orzalesi, professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.
 M. G. Payen de la Garanderie, pharmacien à Montreuil.
 Mme J. Petit, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand.
 M. Sy, maître de recherche au C. N. R. S. à Maisons-Alfort.
 M. J. Vernin, pharmacien au Mée-sur-Seine.

2° *Experts pharmacologues toxicologues.*

Mlle O. Albert, chef de travaux à la faculté de pharmacie de Reims.
 M. J.-M. Bastide, professeur à la faculté de pharmacie de Montpellier.
 M. J.-M. Benoist, docteur en médecine à Paris.
 Mme E. Bergogne, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.
 M. J. Billon, docteur vétérinaire à Paris.
 M. J. Chatonnet, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon.
 M. H. Choisy, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims.
 M. B. Delbarre, docteur en médecine à Saint-Avertin (37).
 M. P. R. Dick, docteur vétérinaire à Nice.
 Mme Ch. Dupont, chef de travaux à la faculté de pharmacie de Paris.
 M. P. Dusserre, chef de travaux à la faculté de médecine et de pharmacie de Dijon.
 M. A. Fave, docteur vétérinaire à Pocé-sur-Cisse.
 M. B. Festy, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Caen.
 M. J. C. Guillon, docteur vétérinaire à l'institut Pasteur de Paris.
 Mme H. Guy Loe, docteur en médecine à Sucy-en-Brie.
 M. P. Harichaux, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie d'Amiens.
 M. P. Laffargue, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (anatomie-pathologie).
 M. J. Laparra, chef de travaux à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux.
 M. G. Loiseau, pharmacien à Sceaux.
 M. B. Majoie, pharmacien à Dijon.
 M. G. Manoussos, docteur vétérinaire à Paris.
 M. G. Peres, professeur à la faculté des sciences de Lyon.
 M. A. Rico, professeur à l'école nationale vétérinaire de Toulouse.
 M. R. Roudier, docteur en médecine à Paris.
 M. J. Roujeau, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.
 M. M. Saint-Paul, docteur en médecine à Paris.
 M. G. Siest, professeur agrégé à la faculté de pharmacie de Nancy.
 M. G. Siou, docteur ès sciences à Massy.
 M. J. C. Stoclet, professeur à la faculté de pharmacie de Strasbourg.

M. M. Tommasi, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon.

M. L. Trebault, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Rennes.

Mme M. Vagne, docteur en médecine à Caluire et Cuire.

3. — *Experts cliniciens.*

M. L. J. Andre, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (médecine interne).
 M. M. Apfelbaum, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (nutrition et maladies métaboliques).
 M. R. Azat Thierree, professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris (électroradiologie).
 M. R. Baran, docteur en médecine à Cannes (dermatologie, syphiligraphie).
 M. J. Barcat, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (chirurgie).
 M. G. Bastide, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse (cardiologie).
 M. J. Battin, professeur agrégé à la faculté de médecine de Bordeaux (pédiatrie).
 M. J. Belaisch, docteur en médecine à Paris (gynécologie-obstétrique).
 M. P. Bernades, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (gastro-entérologie).
 M. J. Boisson, médecin assistant des hôpitaux de Paris (gastro-entérologie).
 M. R. Bollinelli, docteur en médecine à Toulouse (médecine interne).
 M. A. Bories Azeau, professeur à la faculté de médecine de Montpellier (chirurgie).
 Mme J. Bourgeois Spinasse, docteur en médecine à Paris (dermatologie, syphiligraphie).
 M. P. Broussolle, docteur en médecine à Bron (neuropsychiatrie).
 M. G. Cabanieu, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (allergologie).
 M. J. Chalut, professeur à la faculté de médecine de Paris (électroradiologie).
 M. J. M. Cheynier, docteur en médecine à Paris (gynécologie obstétrique).
 M. F. Commandre, docteur en médecine à Nice (rhumatologie).
 M. Y. Commissionat, stomatologiste des hôpitaux de Paris (stomatologie).
 M. P. Corone, médecin des hôpitaux de Paris (cardiologie).
 M. A. Creff, docteur en médecine à Paris (endocrinologie, nutrition).
 M. R. Darmaillacq, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (chirurgie et gynécologie obstétrique).
 M. G. Daumezon, docteur en médecine à Paris (neuropsychiatrie).
 M. J. F. Dereux, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (neuropsychiatrie).
 M. C. Descrozailles, stomatologiste des hôpitaux de Paris (stomatologie).
 M. L. P. Dautre, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (chirurgie).
 M. C. Dufourmental, chirurgien des hôpitaux de Paris (chirurgie).
 M. M. Fandre, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Reims (pédiatrie).
 M. H. Faure, médecin chef à l'hôpital psychiatrique de Bonneval (neuropsychiatrie).
 M. J. P. Ferrier, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (médecine interne).
 M. R. Gandar, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg (gynécologie obstétrique).
 M. H. Gisselbrecht, professeur à la faculté de médecine de Besançon (gastro-entérologie).
 M. M. Goudemand, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (hématologie).
 M. P. Grandmottet, professeur à la faculté de médecine de Besançon (médecine interne).
 M. Y. Grosogeat, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (cardiologie).
 M. A. Guillard, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (neurologie).
 M. E. Guillet, docteur en médecine à Nantes (gynécologie obstétrique).
 M. P. Guinet, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (endocrinologie nutrition).
 M. F. Heitz, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (électroradiologie).
 M. R. Henrion, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (gynécologie obstétrique).
 M. N. Herne, professeur agrégé à l'école d'application du service de la santé de la marine à Toulon (médecine interne).

M. J.-C. Hess, professeur à l'U. E. R. d'odontologie de l'université René-Descartes, Paris (5^e) (odontologie).

M. A. P. Jarniou, professeur du Val-de-Grâce à Paris (médecine interne).

M. F. Kahn, médecin des hôpitaux de Paris (rhumatologie).

M. T. Kammerer, professeur à la faculté de médecine de Strasbourg (neuropsychiatrie).

M. C. Kohler, docteur en médecine à Saint-Genis-Laval (neuropsychiatrie).

Mme L. Laget Corsin, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lille (anesthésiologie).

M. R. Lambert, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (gastro-entérologie).

M. P. Lamy, professeur à la faculté de médecine de Nancy (pneumophysiologie).

M. J. Lanfranchi, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (médecine interne).

M. J. Laufer, stomatologiste des hôpitaux de Paris (stomatologie).

M. C. Laverdant, professeur agrégé du Val-de-Grâce, à Paris (médecine interne).

M. J. Lecuire, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (neurochirurgie).

M. J. Lepine, docteur en médecine à Paris (dermatologie syphiligraphie).

M. M.-E. Leroux, professeur à la faculté de médecine de Tours (hématologie).

M. M. Levrier, docteur en médecine à Bordeaux (gynécologie obstétrique).

M. Y. Mafart, professeur à l'école d'application du service de santé de la marine à Marseille (médecine interne).

M. P. Many, professeur agrégé du Val-de-Grâce, à Paris (dermatologie syphiligraphie).

M. J.-M. Maupin, professeur agrégé du service de santé des armées à Toulon (chirurgie).

M. J.-P. Maurat, professeur agrégé à la faculté de médecine de Besançon (cardiologie).

M. R. Milochévitch, médecin assistant des hôpitaux de Paris (pneumophysiologie).

M. J. Mine, professeur agrégé du Val-de-Grâce à Paris, chirurgie.

M. J.-P. Mizon, professeur à la faculté de médecine d'Amiens (médecine interne).

M. P. Morand, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Tours (cardiologie).

M. J. Moulinier, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (hématologie).

M. H. Muler, oto-rhino-laryngologiste des hôpitaux de Paris (O. R. L.).

M. Y. Najean, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (hématologie).

M. A. Notter, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (gynécologie obstétrique).

M. G. Pagniez, docteur en médecine à Senlis (médecine interne).

M. J. Paolaggi, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (gastro-entérologie).

M. P. Paris, docteur en médecine à Rouen (cardiologie).

M. G. Patoir, docteur en médecine à Roubaix (urologie).

M. M. Pauchant, professeur agrégé à la faculté de médecine de Lille (médecine interne).

M. J. Paupe, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris (pédiatrie).

M. P. Pazat, docteur en médecine à Saint-Brieuc (O. R. L.).

M. G. Perdu, professeur à la faculté de médecine d'Amiens (chirurgie).

M. J. Perrin, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (urologie).

M. A. Piard, professeur agrégé à la faculté de médecine de Dijon (gastro-entérologie).

M. R. Poire, médecin des hôpitaux psychiatriques à Saint-Nicolas-de-Port près Nancy (neuropsychiatrie).

M. M. Pont, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (médecine interne).

M. J. Poulhes, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse (gynécologie-obstétrique).

M. J. C. Renier, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie d'Angers (rhumatologie).

M. A. Ribet, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse (gastro-entérologie).

M. R. Ropert, médecin des hôpitaux psychiatriques de la Seine à Paris (neuropsychiatrie).

M. M. Rostant, docteur en médecine à Pointe-Noire (Guadeloupe) (maladies exotiques).

M. Sabathié, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (anesthésiologie).

M. J. Saracco, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (ophtalmologie).

M. P. Simon, docteur en médecine à Paris (gynécologie-obstétrique).

M. J. M. Spitalier, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Marseille (cancérologie).

M. Y. Sudre, professeur au centre hospitalier et universitaire de Poitiers (médecine interne).

M. L. Texier, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (dermatologie syphiligraphie).

M. A. Trillat, professeur à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon (chirurgie).

M. A. Valla, professeur à la faculté de médecine de Caen (gastro-entérologie).

M. P. Verin, professeur agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Bordeaux (ophtalmologie).

M. R. P. Vigouroux, docteur en médecine à Marseille (neurochirurgie).

M. R. Voisin, docteur en médecine à Toulouse (gastro-entérologie).

M. P. Warot, professeur à la faculté de médecine de Lille (neuropsychiatrie).

M. R. Weissenbach, docteur en médecine à Paris (rhumatologie).

M. T. A. Wurch, docteur en médecine à Sélestat (gynécologie-obstétrique).

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 23 mai 1972.

Par arrêté du 12 juin 1972 :

Les arrêtés susvisés portant nomination d'experts pour les essais des spécialités pharmaceutiques sont modifiés comme suit à la demande des experts :

M. M. Grellet, professeur agrégé au centre hospitalier et universitaire Henri-Mondor, à Créteil, nommé expert en stomatologie par arrêté du 21 novembre 1960, est nommé également expert pour la chirurgie plastique.

Mme le docteur R. Grumbach, à Paris, nommée expert pour la pédiatrie par arrêté du 16 juillet 1971, est nommée également expert pour la médecine interne.

M. P.-R. Illartain, docteur vétérinaire à La Chapelle-Saint-Mesmin, nommé expert pharmacologue toxicologue pour la bactériologie par arrêté du 5 mars 1971, est nommé également expert pharmacologue toxicologue pour la virologie et l'immunologie.

Les experts ci-dessus désignés sont nommés pour une période de trois ans.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION

Extension d'avenants aux conventions collectives de travail intéressant le commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent de la ville de Nantes.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la population,

Sur la proposition du directeur général du travail et de l'emploi, Vu les articles 31 f et suivants du livre I^{er} du code du travail, et notamment les articles 31 j, 31 k et 31 v modifié ;

Vu les arrêtés des 28 août 1969, 14 mai 1970, 31 juillet 1970, 3 juin 1971, 20 décembre 1971 et 21 février 1972 portant extension des conventions collectives de travail intéressant le commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent de la ville de Nantes et des textes qui les ont modifiées ou complétées ;

Vu les trois avenants du 1^{er} janvier 1972 à la convention collective de travail des employés du 28 juillet 1967 ;

Vu l'avenant du 11 février 1972 à la convention collective susvisée ;

Vu l'additif du 11 février 1972 à l'avenant du 15 mars 1968 à la convention collective susvisée ;

Vu les deux avenants du 1^{er} janvier 1972 à la convention collective de travail des cadres et agents de maîtrise du 3 novembre 1967 ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 19 avril 1972 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la commission supérieure des conventions collectives (section spécialisée),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions des avenants ci-après à la convention collective de travail du 28 juillet 1967 concernant les employés du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent de la ville de Nantes :

L'avenant du 1^{er} janvier 1972 fixant le barème des salaires mensuels minima applicables aux retoucheurs et retoucheuses de confection ;

L'avenant du 1^{er} janvier 1972 fixant le barème des salaires mensuels minima applicables aux employés ;

L'avenant du 1^{er} janvier 1972 fixant le tableau des primes mensuelles d'ancienneté applicables aux employés et aux retoucheurs et retoucheuses de confection ;

L'avenant du 11 février 1972 aux clauses générales de la convention susvisée ;

L'additif du 11 février 1972 à l'avenant du 15 mars 1968 portant statut du personnel auxiliaire à la convention susvisée.

ainsi que les dispositions des avenants ci-après à la convention collective de travail du 3 novembre 1967 concernant les cadres et agents de maîtrise du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent de la ville de Nantes :

L'avenant du 1^{er} janvier 1972 fixant le barème des salaires mensuels minima applicables aux cadres et agents de maîtrise ;

L'avenant du 1^{er} janvier 1972 fixant le tableau des primes mensuelles d'ancienneté applicables aux cadres et agents de maîtrise,

sont rendues obligatoires dans la ville de Nantes pour tous les employeurs et tous les salariés des professions comprises dans le champ d'application desdites conventions.

Art. 2. — L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par les conventions collectives des 28 juillet 1967 et 3 novembre 1967.

Art. 3. — Le directeur général du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi que les avenants dont l'extension est réalisée en application de l'article 1^{er}.

Fait à Paris, le 9 juin 1972.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail
et de l'emploi,
JACQUES LEGRAND.*

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 1972

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT, DE LA VILLE DE NANTES, DU 28 JUILLET 1967 FIXANT LE BARÈME DES SALAIRES MENSUELS MINIMA APPLICABLES AUX RETOUCHEURS ET RETOUCHEUSES DE CONFECTION

EMPLOYÉS	SALAIRES MENSUELS MINIMA
	Francs.
Retouches hommes.	
Retoucheur, retoucheuse débutant (sortant d'apprentissage et pendant douze mois)	(1) 754 (4,35 de l'heure)
Retoucheur, retoucheuse pantalon (retouches simples)	(1) 772 (4,45 de l'heure)
Retoucheur, retoucheuse qualifié pantalon	808 (4,66 de l'heure)
Retoucheur, retoucheuse grande pièce (retouches simples)	
Retoucheur, retoucheuse particulièrement qualifié grande pièce	851 (4,90 de l'heure)
Retouches dames.	
Retoucheur, retoucheuse débutant (sortant d'apprentissage et pendant douze mois)	(1) 754 (4,35 de l'heure)
Retoucheur, retoucheuse (retouches simples)	(1) 772 (4,45 de l'heure)
Retoucheur, retoucheuse particulièrement qualifié	808 (4,66 de l'heure)

(1) Aucune feuille de paie ne pourra être inférieure à 775 F brut, soit 4,47 F de l'heure, (primes d'ancienneté et autres avantages compris) pour tout employé âgé de dix-huit ans et plus, et pour une durée de travail de 173 h 33 par mois.

Fait à Nantes, le 1^{er} janvier 1972.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent.
Syndicat C. F. D. T. des employés du commerce.
Syndicat C. F. T. C. des employés de Nantes et région.
Chambre syndicale des employés de commerce C. G. T. de la région nantaise.
Chambre syndicale des employés Force ouvrière.

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 1972

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 28 JUILLET 1967 FIXANT LE BARÈME DES SALAIRES MENSUELS MINIMA APPLICABLES AUX EMPLOYÉS

EMPLOIS	SALAIRES minima.
	Francs.
Femme de ménage, veilleur de nuit	(*) 754
Vendeur débutant (sans C. A. P.), pendant trois ans	4,35 de l'heure (*) 754
Vendeur débutant (avec C. A. P.) :	
1 ^{re} et 2 ^e année de pratique professionnelle	(*) 763
3 ^e année de pratique professionnelle	(*) 772
Vendeur (4 ^e et 5 ^e année de pratique professionnelle)	789
Vendeur (après cinq ans de pratique professionnelle)	820
Vendeur (avec C. A. P.) ayant atteint vingt et un ans	820
Démonstratrice	820
Manutentionnaire réserve, réceptionnaire, entretien, marqueur	(*) 772
Livreur, liftier	789
Chauffeur	820
Caissière	
Responsable de réserve	842
Caissière tenant un livre de comptes	
Chauffeur livreur	881
Vendeur technique	
Vendeur étalagiste	881
Vendeur de confection hommes ou dames (1)	
Caissier de caisse centrale, caissière de sortie de libre-service (après un stage de six mois)	881
Essayeur retoucheur	
Secrétaire vendeuse tenant les écritures du rayon	(*) 754
Jeune employé aux écritures (pendant trois ans)	
Dactylographe débutante	(*) 772
Dactylographe confirmée (après deux ans de pratique professionnelle)	
Sténodactylographe débutante	(*) 754
Sténodactylographe (après deux ans de pratique professionnelle)	789
Sténodactylographe correspondanciériste	797
Aide-comptable (1 ^{er} échelon, après trois ans)	820
Mécanographe, dactylographe facturière sur machine comptable	
Aide-comptable (2 ^e échelon, après cinq ans de pratique professionnelle)	820
Mécanographe	
Dactylographe facturière sur machine comptable	Après sept ans de pratique. 881
Sténodactylographe	
Aide-comptable (3 ^e échelon)	797
Standardiste	

(1) Capable de faire les essayages, d'épingler les retouches et de les faire exécuter.

(*) Aucune feuille de paie ne pourra être inférieure à 775 F brut (soit 4,47 F de l'heure), primes d'ancienneté et autres avantages compris, pour tout employé âgé de dix-huit ans et plus et pour une durée de travail de 173 h 33 par mois.

Fait à Nantes, le 1^{er} janvier 1972.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Syndicat nantais du commerce et de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent.
Syndicat C. F. D. T. des employés du commerce.
Syndicat C. F. T. C. des employés de Nantes et région.
Chambre syndicale des employés de commerce C. G. T. de la région nantaise.
Chambre syndicale des employés Force ouvrière.

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 1972

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 28 JUILLET 1967 FIXANT LE TABLEAU DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ APPLICABLES AUX EMPLOYÉS ET AUX RETOUCHEURS ET RETOUCHEUSES DE CONFECTION

Primes mensuelles.	Francs.
Après trois ans	24,60
Après six ans	49,20
Après neuf ans	73,80
Après douze ans	98,40
Après quinze ans	123

Fait à Nantes, le 1^{er} janvier 1972.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent.
 Syndicat C. F. D. T. des employés du commerce.
 Syndicat C. F. T. C. des employés de Nantes et région.
 Chambre syndicale des employés de commerce C. G. T. de la région nantaise.
 Chambre syndicale des employés Force ouvrière.

AVENANT DU 11 FEVRIER 1972

AUX CLAUSES GÉNÉRALES DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 28 JUILLET 1967

Entre le syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent,

D'une part, et

Le syndicat des employés de la nouveauté C. F. D. T. ;
 Le syndicat chrétien des employés C. F. T. C. de Nantes et région ;
 La chambre syndicale des employés du commerce C. G. T. de la région nantaise ;
 La chambre syndicale des employés Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vote par correspondance.

Article 5 bis.

En cas de maladie, de congé de maternité, de congés reconnus par la convention collective, de congés payés, ou de déplacements pour raison de service, le personnel, répondant aux conditions d'électorat définies par la loi du 16 avril 1946, pourra, sur sa demande, lors des élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprises, voter par correspondance.

Ce vote sera effectué sous le contrôle de la direction, suivant des modalités à étudier au sein de chaque entreprise.

Absences, maladies et accidents.

Le 3^o de l'article 14 figurant à l'avenant du 28 octobre 1970 est ainsi modifié :

« Après un an de présence continue dans l'établissement, en cas de maladie ou d'accident dûment constaté par certificat médical et, s'il y a lieu, contre-visite par un médecin désigné par l'employeur, les appointements mensuels sont obligatoirement maintenus sur la base du salaire minimum garanti à l'employé, y compris son ancienneté éventuelle, mais seulement à partir du vingt-deuxième jour de maladie ininterrompue, et à partir du huitième jour dans le cas d'accident du travail constaté par certificat médical et reconnu par la sécurité sociale, dans les limites suivantes : »

(Le reste sans changement.)

Adoption d'un enfant de moins de deux ans.

Article 15 bis.

Compte tenu des difficultés particulières de l'adoption, l'employée qui adoptera un enfant de moins de deux ans pourra obtenir un congé sans solde d'une durée maximum d'un an, à condition d'en avertir son employeur trois mois avant ce congé. Elle pourra être mise en disponibilité sur sa demande au moment de l'adoption jusqu'à ce que l'adopté ait deux ans, mais sans que ce congé puisse excéder douze mois et, ce, à condition de l'élever elle-même.

Les avantages obtenus au moment de cette absence lui resteront acquis si elle demande alors à reprendre son travail : elle sera, dans ce cas, réintégrée avec les mêmes avantages.

L'employée doit faire connaître à son employeur sa décision de reprendre son emploi six semaines avant la date de reprise du travail, ou signifier sa démission.

Congés spéciaux.

Article 19.

Le deuxième paragraphe du 8^o est ainsi modifié et complété :
 « Un congé maximum de six jours sans solde sera accordé, dans une période de douze mois consécutifs, aux employées qui en feront la demande pour soigner un enfant atteint de maladie infantile, sur

présentation d'un bulletin médical. Ce congé ne saurait, en aucun cas, dépasser trois jours par maladie.

« Pour l'employée qui en fera la demande, il sera accordé un jour rémunéré en cas d'intervention chirurgicale avec hospitalisation, concernant un enfant de moins de seize ans. »

Fait à Nantes, le 11 février 1972.

(Suivent les signatures.)

ADDITIF DU 11 FEVRIER 1972

A L'AVENANT DU 15 MARS 1968 PORTANT STATUT DU PERSONNEL AUXILIAIRE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DU COMMERCE, DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 28 JUILLET 1967

Entre le syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent,

D'une part, et

Le syndicat des employés de la nouveauté C. F. D. T. ;
 Le syndicat chrétien des employés C. F. T. C. de Nantes et région ;
 La chambre syndicale des employés du commerce C. G. T. de la région nantaise ;
 La chambre syndicale des employés Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Définition du personnel auxiliaire.

Le paragraphe A, dans sa première ligne, est complété par les mots : « ou à temps partiel », à la suite du mot : « complet ».

Contrat à durée déterminée.

Il y a lieu d'ajouter à la suite du chapitre A « Contrat à durée déterminée », les termes suivants :

« Dans le cas d'un contrat à durée déterminée et à temps partiel, ce contrat devra obligatoirement mentionner le ou les jours durant lesquels l'employé sera habituellement convoqué. »

Vote par correspondance.

Le personnel auxiliaire travaillant avec régularité dans la même entreprise et répondant aux conditions d'électorat définies par la loi du 16 avril 1946 pourra, sur sa demande, lors des élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprises, voter par correspondance.

Le vote par correspondance ne sera toutefois admis que dans les cas de maladie, de congés, ou de déplacements pour raison de service.

Ce vote sera effectué sous le contrôle de la direction, suivant des modalités à étudier au sein de chaque entreprise.

Fait à Nantes, le 11 février 1972.

(Suivent les signatures.)

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 1972

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES CADRES ET AGENTS DE MAITRISE DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 3 NOVEMBRE 1967 FIXANT LE BARÈME DES SALAIRES MENSUELS MINIMA APPLICABLES AUX CADRES ET AGENTS DE MAITRISE

Salaires mensuels minima.

Cadres de commandement.

1^{re} catégorie :

	Francs.
Chef de services divers	1.104
Chef de services administratifs ou précomptables	1.245
Sous-chef de rayon	1.245

Chef de rayon ou de groupe de rayons :

1 ^{er} échelon	1.245
2 ^e échelon	1.487
Chef de groupe acheteur des magasins populaires	1.342
Sous-directeur	1.387
Directeur	1.487

2^e catégorie :

Chef de services divers	1.606
Chef de services administratifs ou précomptables	1.915
Chef de rayon ou chef de groupe :	
1 ^{er} échelon	1.915
1 ^{er} échelon (s'il procède occasionnellement aux achats chez les fournisseurs)	2.087
2 ^e échelon	2.254
Sous-directeur	1.915
Directeur	2.041

	Francs.
3 ^e catégorie :	
Chef de rayon ou de groupe de rayons :	
1 ^{er} échelon	2.154
2 ^e échelon	2.494
Sous-directeur	2.394
Directeur	2.632
Cadres techniques.	
Inspecteur (assume la surveillance générale)	1.056
Inspecteur (assume la police des magasins)	1.222
Étalagistes.	
Maquettiste spécialisé	1.201
Décorateur d'étalages	1.245
Chef étalagiste	2.041
Comptables.	
Chef comptable de succursale	1.245
Chef comptable	1.535
Chef des services comptables	2.254

Nota. — Pour la désignation complète des diverses catégories professionnelles, se reporter à la convention collective de novembre 1967.

Les avantages individuels acquis restent acquis.

Les cadres et agents de maîtrise des entreprises nantaises ont souvent des fonctions très diverses suivant les établissements, ce qui ne permet pas toujours un classement très précis dans les catégories ci-dessus.

A l'embauchage ou à la promotion, la direction confirmera par une lettre la fonction offerte au cadre et la rémunération prévue. Le cadre sera affecté d'après son salaire à l'une des catégories ci-dessus.

Les employeurs s'emploieront à conserver à ce tableau la hiérarchie par rapport à celui de la convention collective des employés signée le 28 juillet 1967.

Fait à Nantes, le 1^{er} janvier 1972.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

- Syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent.
- Syndicat C. F. D. T. des cadres et agents de maîtrise du commerce.
- Syndicat C. F. T. C. des cadres et agents de maîtrise de Nantes et région.
- Confédération générale des cadres (section Commerce).
- Chambre syndicale des cadres et agents de maîtrise du commerce C. G. T. de la région nantaise.

AVENANT DU 1^{er} JANVIER 1972

A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DES CADRES ET AGENTS DE MAÎTRISE DU COMMERCE DE LA NOUVEAUTÉ ET DES SPÉCIALITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE LA VILLE DE NANTES DU 3 NOVEMBRE 1967, FIXANT LE TABLEAU DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ APPLICABLES AUX CADRES ET AGENTS DE MAÎTRISE

SALAIRES minima.	APRÈS 3 ans.	APRÈS 6 ans.	APRÈS 9 ans.	APRÈS 12 ans.	APRÈS 15 ans.
Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
1.056	31,70	63,35	95,05	126,70	158,40
1.104	33,10	66,25	99,35	132,50	165,60
1.153	34,60	69,20	103,80	138,35	172,95
1.201	36	72,05	108,10	144,10	180,15
1.222	36,65	73,30	110	146,65	183,30
1.245	37,35	74,70	112,05	149,40	186,75
1.342	40,25	80,50	120,80	161,05	201,30
1.387	41,60	83,20	124,85	166,45	206,05
1.487	44,60	89,20	133,85	178,45	223,05
1.535	46,05	92,10	138,15	184,20	230,25
1.606	48,20	96,35	144,55	192,70	240,90
1.915	57,45	114,90	172,35	229,80	287,25

Fait à Nantes, le 1^{er} janvier 1972.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

- Syndicat nantais du commerce de la nouveauté et des spécialités qui s'y rattachent.
- Syndicat C. F. D. T. des cadres et agents de maîtrise du commerce.
- Syndicat C. F. T. C. des cadres et agents de maîtrise de Nantes et région.
- Confédération générale des cadres (section Commerce).
- Chambre syndicale des cadres et agents de maîtrise du commerce C. G. T. de la région nantaise.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision du 28 juin 1972

Le Conseil constitutionnel,

Saisi le 22 juin 1972 par le président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 61 de la Constitution, d'une résolution tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 31 (1^{er} alinéa) et 61 ;
Vu l'ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, et notamment ses articles 17 (alinéa 2), 19 et 20 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, et notamment son article 6 ;

Où il le rapporteur en son rapport ;

Considérant que les dispositions des articles 9, 30, 53, 54 et 82 du règlement du Sénat, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution susmentionnée en date du 21 juin 1972, ne sont contraires à aucune disposition de la Constitution ;

Considérant que les dispositions de l'article 16 du règlement du Sénat, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution susvisée, doivent également être regardées comme conformes à la Constitution, sous réserve toutefois qu'elles ne sauraient être interprétées comme s'appliquant aux commissions d'enquête et aux commissions de contrôle prévues à l'article 6 de l'ordonnance susvisée du 17 novembre 1958 ;

Considérant que les dispositions de l'article 55, dans la rédaction qui leur a été donnée par la résolution susmentionnée en date du 21 juin 1972, doivent être également regardées comme conformes à la Constitution, sous réserve toutefois qu'elles ne sauraient faire obstacle à l'application des dispositions de l'article 31 (1^{er} alinéa) de la Constitution, aux termes desquelles les membres du Gouvernement sont entendus par les assemblées quand ils le demandent,

Décide :

Art. 1^{er}. — Sont déclarées conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans les motifs de la présente décision, les dispositions du règlement du Sénat soumises à l'examen du Conseil constitutionnel telles qu'elles résultent de la résolution en date du 21 juin 1972.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée au président du Sénat et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré par le Conseil constitutionnel dans sa séance du 28 juin 1972.

NATURALISATIONS ET RÉINTÉGRATIONS

Décret du 20 juin 1972 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms, libération de l'allégeance française et autorisation de se faire naturaliser à l'étranger.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la francisation des noms des naturalisés,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

ABBOU (Victor), Casablanca (Maroc), 13-12-34, NAT (1), 12486×68—13, Dt. 23, 72 11 348.

ABBOU, née BITTON (Juliette), Casablanca (Maroc), 04-01-45, NAT, 12486×68—13, Dt. 23, 72 11 349.

ABBOU (Harry), Casablanca (Maroc), 30-05-67, EFF, 12486×68—13, Dt. 23, 72 11 350.

(1) Les indicatifs figurant à la suite des intéressés signifient : NAT, naturalisé français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française ; AUT, autorisé à se faire naturaliser à l'étranger.

- AGUILAR (Nieves), Puebla Larga (Espagne), 04-04-53, NAT, 5210×72-95, Dt. 23, 72 11 351.
- AIT-YATTA (Saïd), Akbou (Algérie), 10-11-10, REI (1), 5227×72-63, Dt. 23, 72 11 352.
- ALARCON (Francisco), Cieza (Espagne), 05-02-27, NAT, 5387×72-84, Dt. 23, 72 11 353.
- ALARCON, née RODRIGUEZ (Francisca), Cieza (Espagne), 21-05-27, NAT, 5387×72-84, Dt. 23, 72 11 354.
- ALARCON (Antonio), Cieza (Espagne), 06-07-56, EFF, 5387×72-84, Dt. 23, 72 11 355.
- ALARCON (Plácido), Cieza (Espagne), 10-05-60, EFF, 5387×72-84, Dt. 23, 72 11 356.
- ALARCON (Consuela), Avignon (Vaucluse), 27-09-62, EFF, 5387×72-84, Dt. 23.
- AMBROSCZAK (Ladislas), Libercourt (Pas-de-Calais), 03-06-25, NAT, 12963×64-59, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement AMBROZAC (Ladislas), Libercourt (Pas-de-Calais), 03-06-25, 12963×64-59, Dt. 23.
- AMBROSCZAK, née MUDZIN (Wanda), Ignalino (Pologne), 03-09-23, NAT, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 357, autorisée à s'appeler légalement AMBROZAC (Wanda), Ignalino (Pologne), 03-09-23, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 357.
- AMBROSCZAK (Maria-Anna), Walbrzych (Pologne), 05-05-55, EFF, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 358, autorisée à s'appeler légalement AMBROZAC (Marie-Anne), Walbrzych (Pologne), 05-05-55, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 358.
- AMBROSCZAK (Antonina), Walbrzych (Pologne), 03-12-56, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 359, autorisée à s'appeler légalement AMBROZAC (Antoinette), Walbrzych (Pologne), 03-12-56, 12963×64-59, Dt. 23, 72 11 359.
- AMING CHONG TSEN CHONG (Sou Kong), Arue (Polynésie française), 12-04-44, NAT, 11379×67-98, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement CHAMP (Joseph), Arue (Polynésie française), 12-04-44, 11379×67-98, Dt. 23.
- ANEDDA (Giovanni), Terralba (Italie), 01-09-25, NAT, 12862×67-57, Dt. 23, 72 11 360, autorisé à s'appeler légalement ANEDDA (Jean), Terralba (Italie), 01-09-25, 12862×67-57, Dt. 23, 72 11 360.
- ARBUES (Silvano), Santa Eulalia de Gallego (Espagne), 20-04-35, NAT, 1093×72-40, Dt. 23, 72 11 361.
- ARBUES (Nathalie), Pissos (Landes), 27-09-65, EFF, 1093×72-40, Dt. 23.
- ARNAU (Miguel), Teresa (Espagne), 16-11-26, NAT, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 362, autorisé à s'appeler légalement ARNAU (Michel), Teresa (Espagne), 16-11-26, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 362.
- ARNAU, née VAZQUEZ (Clara), San Vicente de Ulloa Palas de Rey (Espagne), 01-07-32, NAT, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 363, autorisée à s'appeler légalement ARNAU (Claire), San Vicente de Ulloa Palas de Rey (Espagne), 01-07-32, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 363.
- ARNAU (Clara), Barcelona (Espagne), 12-07-57, EFF, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 364, autorisée à s'appeler légalement ARNAU (Claire), Barcelona (Espagne), 12-07-57, 5319×72-11, Dt. 23, 72 11 364.
- AROSA-LOPEZ, née FERREIRO (Reina), Aldige-Abadin (Espagne), 14-03-41, NAT, 17047×71-74, Dt. 23, 72 11 365.
- BAEZ (Baltasar), Campillos (Espagne), 26-03-40, NAT, 5322×72-71, Dt. 23, 72 11 366.
- BAGGERI (Michel), La Soukra (Tunisie), 12-02-23, NAT, 5707×72-06, Dt. 23, 72 11 367.
- BAGGERI, née POLIZZI (Rosalie), La Goulette (Tunisie), 28-01-38, NAT, 5707×72-06, Dt. 23, 72 11 368.
- BARCELLINI (Remo), Cureggio (Italie), 30-10-26, NAT, 4841×72-74, Dt. 23, 72 11 369, autorisé à s'appeler légalement BARCELLINI (Raymond), Cureggio (Italie), 30-10-26, 4841×72-74, Dt. 23, 72 11 369.
- BARTOSZEK (Maria), Pawloslow (Pologne), 14-06-53, NAT, 5231×72-02, Dt. 23, 72 11 370.
- BASSA (Radzislav), Westerfeld (Allemagne), 31-08-19, NAT, 5232×72-49, Dt. 23, 72 11 371.
- BASSAK (Jozsef Gabor), Sokoropatka (Hongrie), 20-12-35, NAT, 2527×72-59, Dt. 23, 72 11 372, autorisé à s'appeler légalement BASSAK (Joseph-Gabriel), Sokoropatka (Hongrie), 20-12-35, 2527×72-59, Dt. 23, 72 11 372.
- BASSAK, née SIPOS (Erzsebet), Nagyoroszi (Hongrie), 21-06-36, NAT, 2527×72-59, Dt. 23, 72 11 373, autorisée à s'appeler légalement BASSAK (Elisabeth), Nagyoroszi (Hongrie), 21-06-36, 2527×72-59, Dt. 23, 72 11 373.
- BASSAK (Gabor Ferec), Valenciennes (Nord), 23-10-59, EFF, 2527×72-59, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement BASSAK (Gabriel-François), Valenciennes (Nord), 23-10-59, 2527×72-59, Dt. 23.
- BASSAK (Caroline), Valenciennes (Nord), 20-02-61, EFF, 2527×72-59, Dt. 23.
- BATTAGLIA (Vittorio), Massafra (Italie), 27-05-15, NAT, 5483×72-75, Dt. 23, 72 11 374, autorisé à s'appeler légalement BATTAGLIA (Victor), Massafra (Italie), 27-05-15, 5483×72-75, Dt. 23, 72 11 374.
- BEINAT, née CANDUSSO (Odilla Lucilla), Colloredo di Monte Albano (Italie), 31-12-19, NAT, 4347×72-69, Dt. 23, 72 11 375, autorisée à s'appeler légalement BEINAT (Odile-Lucie), Colloredo di Monte Albano (Italie), 31-12-19, 4347×72-69, Dt. 23, 72 11 375.
- BELMONTE (Juan), Cervia de Ter (Espagne), 27-11-30, NAT, 4531×72-78, Dt. 23, 72 11 376, autorisé à s'appeler légalement BELMONTE (Jean), Cervia de Ter (Espagne), 27-11-30, 4531×72-78, Dt. 23, 72 11 376.
- BELMONTE, née GOMEZ (Maria), Alicante (Espagne), 12-06-34, NAT, 4531×72-78, Dt. 23, 72 11 377, autorisée à s'appeler légalement BELMONTE (Marie), Alicante (Espagne), 12-06-34, 4531×72-78, Dt. 23, 72 11 377.
- BELMONTE (Berthe), Poissy (Yvelines), 29-04-58, EFF, 4531×72-78, Dt. 23.
- BELMONTE (Elisabeth), Poissy (Yvelines), 06-05-59, EFF, 4531×72-78, Dt. 23.
- BELMONTE (Jacqueline), Poissy (Yvelines), 04-04-61, EFF, 4531×72-78, Dt. 23.
- BELMONTE (Richard), Poissy (Yvelines), 26-05-65, EFF, 4531×72-78, Dt. 23.
- BELLAICHE (Juda), Tunis (Tunisie), 23-02-13, NAT, 4722×72-75, Dt. 23, 72 11 378.
- BELLAICHE, née NAIM (Georgette), Tunis (Tunisie), 04-02-12, NAT, 4722×72-75, Dt. 23, 72 11 379.
- BELOGI (Emile), Marrakech (Maroc), 02-02-45, NAT, 16549×71-13, Dt. 23, 72 11 380.
- BENMOUFFOK (Mohammed), Gouraya (Algérie), 03-01-07, REI, 5233×72-76, Dt. 23, 72 11 381.
- BENYACOUB (Bounouar), Beni-Khellad (Algérie), 18-01-42, REI, 11410×69-48, Dt. 23, 72 11 382.
- BERAZA (José Ignacio), Miranda de Ebro (Espagne), 02-08-52, NAT, 3588×72-66, Dt. 23, 72 11 383, autorisé à s'appeler légalement BERAZA (Joseph-Ignace), Miranda de Ebro (Espagne), 02-08-52, 3588×72-66, Dt. 23, 72 11 383.
- BERAUD, née MARTIN (Esperance), Carbonera (Italie), 29-01-18, NAT, 5484×72-81, Dt. 23, 72 11 384.
- BERNA (Juan Santiago), Albaterra (Espagne), 14-02-53, NAT, 5535×72-42, Dt. 23, 72 11 385, autorisé à s'appeler légalement BERNA (Jean-Jacques), Albaterra (Espagne), 14-02-53, 5535×72-42, Dt. 23, 72 11 385.
- BLANCHI (Marcel), Casablanca (Maroc), 17-01-50, NAT, 2529×72-13, Dt. 23, 72 11 386.
- BLECH (Abel), Ostende (Belgique), 17-04-29, NAT, 17318×71-60, Dt. 23, 72 11 387.
- BOSSA (Chiaffredo), Barge (Italie), 16-06-31, NAT, 2531×72-39, Dt. 23, 72 11 388.
- BOSSA, née MATTIO (Anna), Paesana (Italie), 06-11-35, NAT, 2531×72-39, Dt. 23, 72 11 389.
- BOSSA (Nicole), Saint-Claude (Jura), 18-06-60, EFF, 2531×72-39, Dt. 23.
- BOSSA (Daniel), Saint-Claude (Jura), 29-06-65, EFF, 2531×72-39, Dt. 23.
- BOUACHERIA (Laïd), Aïn Abessa (Algérie), 02-06-47, REI, 2388×72-04, Dt. 23, 72 11 390.
- BOUKOBZA (Fradji), Sousse (Tunisie), 01-07-17, NAT, 5220×72-75, Dt. 23, 72 11 391, autorisé à s'appeler légalement BOUKOBZA (François), Sousse (Tunisie), 01-07-17, 5220×72-75, Dt. 23, 72 11 391.
- BOUKOBZA, née GOZLAN (Laure), Tunis (Tunisie), 17-01-16, NAT, 5220×72-75, Dt. 23, 72 11 392.
- BOUKOBZA (Patrick), Tunis (Tunisie), 20-02-52, EFF, 5220×72-75, Dt. 23, 72 11 393.
- BRACCI (Virgilio Michele Luigi), Santa Maria Monte (Italie), 23-07-26, NAT, 13150×60-30, Dt. 23, 72 11 394, autorisé à s'appeler légalement BRACCI (Virgile-Michel-Louis), Santa Maria Monte (Italie), 23-07-26, 13150×60-30, Dt. 23, 72 11 394.
- BRAMI (Claudette), Tunis (Tunisie), 13-04-46, NAT, 5221×72-75, Dt. 23, 72 11 395.
- BRITO (Joao), Vila Verde (Portugal), 16-02-40, NAT, 3658×72-66, Dt. 23, 72 11 396, autorisé à s'appeler légalement BRITO (Jean), Vila Verde (Portugal), 16-02-40, 3658×72-66, Dt. 23, 72 11 396.
- CABAU (Federico), Las Bordas (Espagne), 06-10-21, NAT, 2536×72-47, Dt. 23, 72 11 397, autorisé à s'appeler légalement CABAU (Frédéric), Las Bordas (Espagne), 06-10-21, 2536×72-47, Dt. 23, 72 11 397.
- CALA (Emilio), Ecija (Espagne), 13-07-28, NAT, 4451×72-81, Dt. 23, 72 11 398.
- CALA, née RODRIGUEZ (Maria del Valle), Ecija (Espagne), 06-12-30, NAT, 4451×72-81, Dt. 23, 72 11 399, autorisée à s'appeler légalement CALA (Marie-Valérie), Ecija (Espagne), 06-12-30, 4451×72-81, Dt. 23, 72 11 399.
- CALA (Antonia), Ecija (Espagne), 03-04-54, EFF, 4451×72-81, Dt. 23, 72 11 400.
- CALA (Jean-Pierre), Carmaux (Tarn), 15-07-61, EFF, 4451×72-81, Dt. 23.
- CALA (Patrick), Carmaux (Tarn), 04-03-71, EFF, 4451×72-81, Dt. 23.
- CAMAZZOLA (Giovanni), Aoste (Italie), 22-07-39, NAT, 5537×72-74, Dt. 23, 72 11 401.

- CAMAZZOLA, née MAZZOCCHIN (Valeria), Bassano del Grappa (Italie), 11-06-36, NAT, 5537×72-74, Dt. 23, 72 11 402.
- CAMAZZOLA (Georges), Bonneville (Haute-Savoie), 10-08-62, EFF, 5537×72-74, Dt. 23.
- CAMAZZOLA (Eddie), Bonneville (Haute-Savoie), 21-07-64, EFF, 5537×72-74, Dt. 23.
- CAMAZZOLA (Hélène), Bonneville (Haute-Savoie), 10-05-67, EFF, 5537×72-74, Dt. 23.
- CAMAZZOLA (David), Bonneville (Haute-Savoie), 25-03-69, EFF, 5537×72-74, Dt. 23.
- CAPOMACCIC (Salvatore), Perugia (Italie), 11-12-38, NAT, 5237×72-14, Dt. 23, 72 11 403.
- CARRASCO (Federico), Cornella (Espagne), 04-04-45, NAT, 4319×72-92, Dt. 23, 72 11 404, autorisé à s'appeler légalement CARRASCO (Frédéric), Cornella (Espagne), 04-04-45, 4319×72-92, Dt. 23, 72 11 404.
- CASCALES (José), Callosa de Segura (Espagne), 29-07-50, NAT, 5732×72-30, Dt. 23, 72 11 405.
- CASTILLO (Joaquin), Deusto (Espagne), 29-08-33, NAT, 5397×72-31, Dt. 23, 72 11 406, autorisé à s'appeler légalement CASTILLO (Joaquin), Deusto (Espagne), 29-08-33, 5397×72-31, Dt. 23, 72 11 406.
- CAVAGNA (Giovanni), Piazze Alto (Italie), 10-04-13, NAT, 4668×72-38, Dt. 23, 72 11 407.
- CAVAGNA, née MICHELI (Maria), Piazze Alto (Italie), 27-07-14, NAT, 4668×72-38, Dt. 23, 72 11 408.
- CECCHINEL (Giovanni), Cison di Valmarino (Italie), 07-10-19, NAT, 4781×72-08, Dt. 23, 72 11 409.
- CECCHINEL, née POSSAMAI (Lina), Cison di Valmarino (Italie), 23-07-23, NAT, 4781×72-08, Dt. 23, 72 11 410.
- CELIN (Franc), Koseze (Yougoslavie), 28-02-36, NAT, 5339×72-95, Dt. 23, 72 11 411.
- CHALEM (Estherine), Le Caire (Egypte), 08-05-21, NAT, 2644×72-92, Dt. 23, 72 11 412.
- CHAOUAT (Salomon), Nabeul (Tunisie), 19-10-16, NAT, 3881×72-75, Dt. 23, 72 11 413.
- CHAOUAT, née CHICHE (Couca), Nabeul (Tunisie), 20-09-20, NAT, 3881×72-75, Dt. 23, 72 11 414, autorisée à s'appeler légalement CHAOUAT (Madeleine), Nabeul (Tunisie), 20-09-20, 3881×72-75, Dt. 23, 72 11 414.
- CHAOUAT (Fabienne), Nabeul (Tunisie), 10-08-52, EFF, 3881×72-75, Dt. 23, 72 11 415.
- CHAOUAT (Marc), Nabeul (Tunisie), 03-02-55, EFF, 3881×72-75, Dt. 23, 72 11 416.
- CHORAO (Maria Augusta), Capinah Fundao (Portugal), 31-12-53, NAT, 4634×72-63, Dt. 23, 72 11 417, autorisée à s'appeler légalement CHORAO (Marie-Augustine), Capinah Fundao (Portugal), 31-12-53, 4634×72-63, Dt. 23, 72 11 417.
- CICILIOT (Fridrick), Pakrac (Yougoslavie), 15-07-37, NAT, 4151×72-83, Dt. 23, 72 11 418, autorisé à s'appeler légalement CICILIOT (Frédéric), Pakrac (Yougoslavie), 15-07-37, 4151×72-83, Dt. 23, 72 11 418.
- CID (Antonio), Carrascalejo (Espagne), 04-05-33, NAT, 16373×71-66, Dt. 23, 72 11 419, autorisé à s'appeler légalement CID (Antoine), Carrascalejo (Espagne), 04-05-33, 16373×71-66, Dt. 23, 72 11 419.
- CID, née GOMEZ (Josefa), La Union (Espagne), 02-10-43, NAT, 16373×71-66, Dt. 23, 72 11 420, autorisée à s'appeler légalement CID (Joséphine), La Union (Espagne), 02-10-43, 16373×71-66, Dt. 23, 72 11 420.
- CIFARELLI (Paolo), Toritto (Italie), 02-01-42, NAT, 13805×71-78, Dt. 23, 72 11 421.
- COHEN (Abraham, dit Albert), Boujad (Maroc), 27-03-26, NAT, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 422, autorisé à s'appeler légalement COHEN (Albert), Boujad (Maroc), 27-03-26, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 422.
- COHEN, née ABECASSIS (Chaba), Casablanca (Maroc), 15-04-31, NAT, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 423.
- COHEN (Maurice), Casablanca (Maroc), 27-11-55, EFF, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 424.
- COHEN (Jacques), Casablanca (Maroc), 07-12-57, EFF, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 425.
- COHEN (Haim, dit Alain), Casablanca (Maroc), 28-04-61, EFF, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 426, autorisé à s'appeler légalement COHEN (Alain), Casablanca (Maroc), 28-04-61, 3880×72-93, Dt. 23, 72 11 426.
- CONDE (Oscar), Santa Marina (Espagne), 04-11-31, NAT, 5446×70-92, Dt. 23, 72 11 427.
- CONDE, née HERNANDEZ (Aurora), Grenade (Espagne), 16-08-45, NAT, 5446×70-92, Dt. 23, 72 11 428.
- CONDE (Oscar), Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), 01-02-69, EFF, 5446×70-92, Dt. 23.
- CONDE (Marie-Hélène), Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), 30-10-71, EFF, 5446×70-92, Dt. 23.
- CONDO (Luigi), Rizziconi (Italie), 25-11-25, NAT, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 429, autorisé à s'appeler légalement CONDO (Louis), Rizziconi (Italie), 25-11-25, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 429.
- CONDO, née RODI (Teresa), Cittanova (Italie), 29-11-28, NAT, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 430, autorisée à s'appeler légalement CONDO (Thérèse), Cittanova (Italie), 29-11-28, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 430.
- CONDO (Joséphine), Rizziconi (Italie), 23-03-52, EFF, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 431.
- CONDO (Théodore), Rizziconi (Italie), 01-01-55, EFF, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 432.
- CONDO (Dominique), Rizziconi (Italie), 16-05-58, EFF, 4611×72-06, Dt. 23, 72 11 433.
- CONDO (Catherine), Grasse (Alpes-Maritimes), 18-06-61, EFF, 4611×72-06, Dt. 23.
- CONDO (Thérèse), Grasse (Alpes-Maritimes), 23-12-63, EFF, 4611×72-06, Dt. 23.
- COSTA (Paolo), Palerme (Italie), 06-05-42, NAT, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 434, autorisé à s'appeler légalement COSTA (Paul), Palerme (Italie), 06-05-42, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 434.
- COSTA, née VENTURA (Serafina), Termini Imerese (Italie), 18-04-41, NAT, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 435, autorisée à s'appeler légalement COSTA (Séraphine), Termini Imerese (Italie), 18-04-41, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 435.
- COSTA (Salvatore), Palerme (Italie), 03-08-59, EFF, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 436, autorisé à s'appeler légalement COSTA (Sauveur), Palerme (Italie), 03-08-59, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 436.
- COSTA (Giuseppe), Palerme (Italie), 01-04-61, EFF, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 437, autorisé à s'appeler légalement COSTA (Joseph), Palerme (Italie), 01-04-61, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 437.
- COSTA (Rosalia), Palerme (Italie), 23-10-64, EFF, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 438, autorisée à s'appeler légalement COSTA (Rosalie), Palerme (Italie), 23-10-64, 5155×72-06, Dt. 23, 72 11 438.
- COSTA (Myriam), Nice (Alpes-Maritimes), 09-06-70, EFF, 5155×72-06, Dt. 23.
- COZZI (Pietro), Castelnovo del Friuli (Italie), 05-07-26, NAT, 5335×72-25, Dt. 23, 72 11 439, autorisé à s'appeler légalement COZZI (Pierre), Castelnovo del Friuli (Italie), 05-07-26, 5335×72-25, Dt. 23, 72 11 439.
- COZZI, née BATTAGLIA (Delfina), San Bartolomeo V. C. (Italie), 28-10-29, NAT, 5335×72-25, Dt. 23, 72 11 440, autorisée à s'appeler légalement COZZI (Delphine), San Bartolomeo V. C. (Italie), 28-10-29, 5335×72-25, Dt. 23, 72 11 440.
- COZZI (René), Montbéliard (Doubs), 03-12-55, EFF, 5335×72-25, Dt. 23.
- COZZI (Mireille), Montbéliard (Doubs), 31-10-60, EFF, 5335×72-25, Dt. 23.
- CRISTANTE (Mario Renato Giovanni), Venise (Italie), 11-09-36, NAT, 12429×71-92, Dt. 23, 72 11 441, autorisé à s'appeler légalement CRISTANTE (Marc-René-Jean), Venise (Italie), 11-09-36, 12429×71-92, Dt. 23, 72 11 441.
- CSELENYI (Istvan Jozsef), Gara (Hongrie), 26-07-38, NAT, 6025×71-67, Dt. 23, 72 11 442, autorisé à s'appeler légalement CELENYI (Stéphane-Joseph), Gara (Hongrie), 26-07-38, 6025×71-67, Dt. 23, 72 11 442.
- CSELENYI, née EICHHOLZ (Ingeborg), Koritz (Allemagne), 24-05-44, NAT, 6025×71-67, Dt. 23, 72 11 443, autorisée à s'appeler légalement CELENYI (Ingeborg), Koritz (Allemagne), 24-05-44, 6025×71-67, Dt. 23, 72 11 443.
- CZUBEK (Jan), Dziewin (Pologne), 14-05-14, NAT, 4865×72-77, Dt. 23, 72 11 444.
- CZUBEK, née OBERTOVA (Paulina), Velka Lehota (Tchécoslovaquie), 11-02-16, NAT, 4865×72-77, Dt. 23, 72 11 445.
- CZUK (Maria), Budapest (Hongrie), 20-12-37, NAT, 5152×72-54, Dt. 23, 72 11 446.
- DAHMAN (Rabah), Birtouta (Algérie), 16-04-34, REI, 1481×72-13, Dt. 23, 72 11 447.
- DA SILVA PORTO (Adriano), Alter do Chao (Portugal), 17-06-13, NAT, 4398×72-37, Dt. 23, 72 11 448, autorisé à s'appeler légalement DA SILVA PORTO (Adrien), Alter do Chao (Portugal), 17-06-13, 4398×72-37, Dt. 23, 72 11 448.
- DAS NEVES VALEIRO (Antonio), Pombal (Portugal), 25-11-54, NAT, 4987×72-40, Dt. 23, 72 11 449, autorisé à s'appeler légalement DAS NEVES VALEIRO (Antoine), Pombal (Portugal), 25-11-54, 4987×72-40, Dt. 23, 72 11 449.
- DE CAMPOS (Joao), Penafiel (Portugal), 21-11-33, NAT, 5242×72-75, Dt. 23, 72 11 450, autorisé à s'appeler légalement DE CAMPOS (Jean), Penafiel (Espagne), 21-11-33, 5242×72-75, Dt. 23, 72 11 450.
- DELL'AGNESE (Ivo), Pasiano (Italie), 30-03-45, NAT, 5150×72-77, Dt. 23, 72 11 451.
- DE MARCO (Nicola), Francavilla Al Mare (Italie), 17-09-39, NAT, 4851×72-13, Dt. 23, 72 11 452, autorisé à s'appeler légalement DE MARCO (Nicolas), Francavilla Al Mare (Italie), 17-09-39, 4851×72-13, Dt. 23, 72 11 452.
- DIAS, née FAUSTINA (Amelia Maria), Mesquitela Almeida (Portugal), 01-09-27, NAT, 2848×72-67, Dt. 23, 72 11 453, autorisée à s'appeler légalement DIAS (Amélie-Marie), Mesquitela Almeida (Portugal), 01-09-27, 2848×72-67, Dt. 23, 72 11 453.
- DIAS (Isaura), Vila Formoso Almeida (Portugal), 12-11-55, EFF, 2848×72-67, Dt. 23, 72 11 454.

- DIAS (Maria Odete), Vila Formoso Almeida (Portugal), 01-08-60, EFF, 2848×72—67, Dt. 23, 72 11 455, autorisée à s'appeler légalement DIAS (Marie-Odette), Vila Formoso Almeida (Portugal), 01-08-60, 2848×72—67, Dt. 23, 72 11 455.
- DI CAIRANO (Nicola), Calitri (Italie), 21-06-34, NAT, 3888×72—06, Dt. 23, 72 11 456.
- DI CAIRANO, née ZABATTA (Filomena), Calitri (Italie), 11-09-36, NAT, 3888×72—06, Dt. 23, 72 11 457.
- DI CAIRANO (Canio), Calitri (Italie), 10-10-59, EFF, 3888×72—06, Dt. 23, 72 11 458.
- DI CAIRANO (Giuseppe), Cannes (Alpes-Maritimes), 29-10-60, EFF, 3888×72—06, Dt. 23.
- DI CAIRANO (Angela), Cannes (Alpes-Maritimes), 12-05-65, EFF, 3888×72—06, Dt. 23.
- DI CIOCCIO (Guerino), Pratola Peligna (Italie), 08-03-19, NAT, 5333×72—05, Dt. 23, 72 11 459.
- DI CIOCCIO, née CAVALLARO (Crocifissa), Pratola Peligna (Italie), 18-09-26, NAT, 5333×72—05, Dt. 23, 72 11 460.
- DOMANGE (Albert), Rulles (Belgique), 14-03-24, NAT, 4788×72—95, Dt. 23, 72 11 461.
- DRIQUEZ (Meyer), Tunis (Tunisie), 16-05-28, NAT, 5404×72—83, Dt. 23, 72 11 462.
- DURDEK (Antoni), Rudka (Pologne), 15-07-34, NAT, 923×72—92, Dt. 23, 72 11 463.
- DURDEK, née JAROSZ (Stanislawa), Mikolajowice (Pologne), 20-09-31, NAT, 923×72—92, Dt. 23, 72 11 464.
- DURDEK (Anne), Suresnes (Hauts-de-Seine), 02-06-67, EFF, 923×72—92, Dt. 23.
- DURLAKIEWICZ, née KOWALCZYK (Wladyslawa), Szczytniki (Pologne), 03-05-17, NAT, 5495×72—62, Dt. 23, 72 11 465.
- DZIEWOLSKI (Andrzej), Poznan (Pologne), 26-08-36, NAT, 922×72—92, Dt. 23, 72 11 466, autorisé à s'appeler légalement DZIEWOLSKI (André), Poznan (Pologne), 26-08-36, 922×72—92, Dt. 23, 72 11 466.
- DZIEWOLSKI, née GUTKOWSKA (Hanna), Varsovie (Pologne), 02-05-42, NAT, 922×72—92, Dt. 23, 72 11 467.
- DZIEWOLSKI (Isabelle), Suresnes (Hauts-de-Seine), 07-11-66, EFF, 922×72—92, Dt. 23.
- DZIEWOLSKI (Patrick), Suresnes (Hauts-de-Seine), 01-09-70, EFF, 922×72—92, Dt. 23.
- FALLOUS (Driss), Douar Iraa, Ait Youssi (Maroc), en 1946, NAT, 5554×72—47, Dt. 23, 72 11 468.
- FANTINEL (Nadia), Trevi (Italie), 18-01-52, NAT, 16105×71—88, Dt. 23, 72 11 469.
- FERNANDES (José), Ponte de Lima (Portugal), 26-11-47, NAT, 13575×71—18, Dt. 23, 72 11 470.
- FELIPE (Alfonso), Moral de Calatrava (Espagne), 17-08-18, NAT, 5405×72—84, Dt. 23, 72 11 471.
- FELIPE, née NARAUJO (Coralia), Moral de Calatrava (Espagne), 30-03-30, NAT, 5405×72—84, Dt. 23, 72 11 472.
- FELIPE (Maria-Dolorès), Bcairente (Espagne), 20-08-56, EFF, 5405×72—84, Dt. 23, 72 11 473.
- FELIPE (José), Bcairente (Espagne), 17-03-58, EFF, 5405×72—84, Dt. 23, 72 11 474.
- FELIPE (Maria-Ramona), Avignon (Vaucluse), 18-12-63, EFF, 5405×72—84, Dt. 23.
- FERNANDEZ (Esteban), Sevilla (Espagne), 04-07-36, NAT, 4601×72—09, Dt. 23, 72 11 475.
- FERNANDEZ, née CASTANY (Josefa), Jativa (Espagne), 12-02-40, NAT, 4601×72—09, Dt. 23, 72 11 476.
- FERNANDEZ (Ramon), Ax-les-Thermes (Ariège), 30-01-62, EFF, 4601×72—09, Dt. 23.
- FERNANDEZ (François), Ax-les-Thermes (Ariège), 11-05-65, EFF, 4601×72—09, Dt. 23.
- FERNANDEZ (José), Salobrena (Espagne), 07-10-29, NAT, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 477, autorisé à s'appeler légalement FERNANDEZ (Joseph), Salobrena (Espagne), 07-10-29, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 477.
- FERNANDEZ, née GUIRADO (Maria del Rosario), Salobrena (Espagne), 01-10-30, NAT, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 478, autorisée à s'appeler légalement FERNANDEZ (Rosalie), Salobrena (Espagne), 01-10-30, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 478.
- FERNANDEZ (Rosario), Salobrena (Espagne), 05-09-56, EFF, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 479, autorisée à s'appeler légalement FERNANDEZ (Rosalie), Salobrena (Espagne), 05-09-56, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 479.
- FERNANDEZ (Maria-Josefa), Salobrena (Espagne), 16-08-59, EFF, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 480, autorisée à s'appeler légalement FERNANDEZ (Marie-José), Salobrena (Espagne), 16-08-59, 1475×72—31, Dt. 23, 72 11 480.
- FERNANDEZ (José Antonio), Toulouse (Haute-Garonne), 30-01-63, EFF, 1475×72—31, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement FERNANDEZ (Joseph-Antoine), Toulouse (Haute-Garonne), 30-01-63, 1475×72—31, Dt. 23.
- FLORES (Cristobal), Casarabonela (Espagne), 01-12-30, NAT, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 481, autorisé à s'appeler légalement FLORES (Christophe), Casarabonela (Espagne), 01-12-30, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 481.
- FLORES, née CORPAS (Francisca), Villanueva del Rosario (Espagne), 05-04-37, NAT, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 482, autorisée à s'appeler légalement FLORES (Françoise), Villanueva del Rosario (Espagne), 05-04-37, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 482.
- FLORES (Juan Antonio), Villanueva del Rosario (Espagne), 24-12-57, EFF, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 483, autorisé à s'appeler légalement FLORES (Jean-Antoine), Villanueva del Rosario (Espagne), 24-12-57, 6747×65—66, Dt. 23, 72 11 483.
- FLORES (Joseph), Perpignan (Pyrénées-Orientales), 29-01-61, EFF, 6747×65—66, Dt. 23.
- FLORES (Georges), Perpignan (Pyrénées-Orientales), 23-06-64, EFF, 6747×65—66, Dt. 23.
- FRANCO (José), Melilla (Espagne), 31-07-21, NAT, 4672×72—13, Dt. 23, 72 11 484.
- FRANCO (Dominique), Oran (Algérie), 07-04-59, EFF, 4672×72—13, Dt. 23, 72 11 485.
- FREITAG (Jerzy), Ganglawki (Pologne), 10-06-24, NAT, 5255×72—54, Dt. 23, 72 11 486, autorisé à s'appeler légalement FREITAG (Georges), Ganglawki (Pologne), 10-06-24, 5255×72—54, Dt. 23, 72 11 486.
- GARCIA (Carmelo), Beneil (Espagne), 16-07-29, NAT, 4871×72—69, Dt. 23, 72 11 487.
- GARCIA, née MARTINEZ (Encarnacion), Petrel (Espagne), 25-10-29, NAT, 4871×72—69, Dt. 23, 72 11 488.
- GARCIA (Marie del Carmen), Villeurbanne (Rhône), 19-11-60, EFF, 4871×72—69, Dt. 23.
- GARCIA (Helios), Villeurbanne (Rhône), 02-09-62, EFF, 4871×72—69, Dt. 23.
- GARCIA (François), Villeurbanne (Rhône), 05-12-65, EFF, 4871×72—69, Dt. 23.
- GARCIA (Juan Miguel), Lorca (Espagne), 27-02-53, NAT, 5332×72—06, Dt. 23, 72 11 489, autorisé à s'appeler légalement GARCIA (Jean-Michel), Lorca (Espagne), 27-02-53, 5332×72—06, Dt. 23, 72 11 489.
- GARNES (Andres), La Union (Espagne), 26-02-21, NAT, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 490, autorisé à s'appeler légalement GARNES (André), La Union (Espagne), 26-02-21, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 490.
- GARNES, née ACOSTA (Rosa), Hospitalet (Espagne), 07-05-26, NAT, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 491, autorisée à s'appeler légalement : GARNES (Rose), Hospitalet (Espagne), 07-05-26, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 491.
- GARNES (Juan Antonio), Barcelone (Espagne), 24-12-53, EFF, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 492, autorisé à s'appeler légalement : GARNES (Jean-Antoine), Barcelone (Espagne), 24-12-53, 5498×72—69, Dt. 23, 72 11 492.
- GARNES (Michel), Albertville (Savoie), 08-01-59, EFF, 5498×72—69, Dt. 23.
- GARNES (Albert), Albertville (Savoie), 28-10-60, EFF, 5498×72—69, Dt. 23.
- GARNES (Andres), Barcelone (Espagne), 12-07-48, NAT, 5497×72—69, Dt. 23, 72 11 493, autorisé à s'appeler légalement : GARNES (André), Barcelone (Espagne), 12-07-48, 5497×72—69, Dt. 23, 72 11 493.
- GASPAROTTO (Dino), Luppe-Violles (Gers), 24-11-27, NAT, 13911×56—32, Dt. 23.
- GAROFALO (Giuseppe), Rogliano (Italie), 18-11-30, NAT, 4731×72—59, Dt. 23, 72 11 494.
- GAROFALO, née NICOLETTI (Nellina), Cosenza (Italie), 08-03-34, NAT, 4731×72—59, Dt. 23, 72 11 495.
- GAROFALO (Franca), Rogliano (Italie), 20-07-55, EFF, 4731×72—59, Dt. 23, 72 11 496.
- GAROFALO (Pierre), Liévin (Pas-de-Calais), 26-09-59, EFF, 4731×72—59, Dt. 23.
- GAROFALO (Fernand), Douai (Nord), 17-09-64, EFF, 4731×72—59, Dt. 23.
- GAVIGLIO (Margherita Clara), Caraglio (Italie), 03-11-22, NAT, 12041×63—33, Dt. 23, 72 11 497, autorisée à s'appeler légalement CAVIGLIO (Marguerite-Claire), Caraglio (Italie), 03-11-22, 12041×63—33, Dt. 23, 72 11 497.
- GIACOMINI (Roberto Prisco), Ragoli (Italie), 14-08-36, NAT, 5505×72—06, Dt. 23, 72 11 498, autorisé à s'appeler légalement GIACOMINI (Robert-Pierre), Ragoli (Italie), 14-08-36, 5505×72—06, Dt. 23, 72 11 498.
- GIL (Antonio), Yecla (Espagne), 07-08-14, NAT, 11142×65—34, Dt. 23, 72 11 499, autorisé à s'appeler légalement GIL (Antoine), Yecla (Espagne), 07-08-14, 11142×65—34, Dt. 23, 72 11 499, autorisé à s'appeler légalement GIL (Antoine), Yecla (Espagne), 07-08-14, 11142×65—34, Dt. 23, 72 11 499.
- GIL, née IBANEZ (Francisca), Murviel-lès-Béziers (Hérault), 07-02-22, NAT, 11142×65—34, Dt. 23, autorisée à s'appeler légalement GIL (Françoise), Murviel-lès-Béziers (Hérault), 07-02-22, 11142×65—34, Dt. 23.

- GIRALDINI (Rodolfo), Lucca (Italie), 08-01-22, NAT, 5550×72—13, Dt. 23, 72 11 500.
- GIRALDINI, née PACCHINI (Dora), Lucca (Italie), 15-11-27, NAT, 5550×72—13, Dt. 23, 72 11 501.
- GIRALDINI (Mariano), Lucca (Italie), 19-07-53, EFF, 5550×72—13, Dt. 23, 72 11 502.
- GIRALDO (Mario), Arzergrande (Italie), 27-08-34, NAT, 5247×72—57, Dt. 23, 72 11 503.
- GIRALDO, née POGGIOLI (Rosina), Sarsina (Italie), 12-04-42, NAT, 5247×72—57, Dt. 23, 72 11 504.
- GIRALDO (Maurice), Creutzwald (Moselle), 06-05-64, EFF, 5247×72—57, Dt. 23.
- GIRALDO (Dominique), Creutzwald (Moselle), 17-02-66, EFF, 5247×72—57, Dt. 23.
- GOMEZ (José), Coria del Rio (Espagne), 20-11-20, NAT, 5531×68—25, Dt. 23, 72 11 505.
- GOMEZ, née MUNOZ (Juana), Coria del Rio (Espagne), 08-07-22, NAT, 5531×68—25, Dt. 23, 72 11 506.
- GUINART (Heliodoro Enrique), Valence (Espagne), 20-08-33, NAT, 4300×72—75, Dt. 23, 72 11 507, autorisé à s'appeler légalement GUINART (Elie-Henri), Valence (Espagne), 20-08-33, 4300×72—75, Dt. 23, 72 11 507.
- GUINART, née HIGUERAS (Francisca Rosa), Cheste (Espagne), 16-04-38, NAT, 4300×72—75, Dt. 23, 72 11 508, autorisée à s'appeler légalement GUINART (Françoise-Rose), Cheste (Espagne), 16-04-38, 4300×72—75, Dt. 23, 72 11 508.
- GUINART (Aldo), Toulouse (Haute-Garonne), 17-05-59, EFF, 4300×72—75, Dt. 23.
- HADDAD (Nathan), Nabeul (Tunisie), 03-02-39, NAT, 4621×72—75, Dt. 23, 72 11 509.
- HADDAD, née COHEN (Suzy), Tunis (Tunisie), 05-06-34, NAT, 4621×72—75, Dt. 23, 72 11 510.
- HADDAD (Clément), Tunis (Tunisie), 05-08-64, EFF, 4621×72—75, Dt. 23, 72 11 511.
- HADDAD (Nathalie), Paris (12^e), 13-05-66, EFF, 4621×72—75, Dt. 23.
- HADDAD (Chantal), Paris (20^e), 14-10-67, EFF, 4621×72—75, Dt. 23.
- HAKIM (Georges), Damas (Syrie), 18-11-52, NAT, 5249×72—67, Dt. 23, 72 11 512.
- HARKAT (Tlidja), Aïn Bessem (Algérie), 08-11-38, REL, 4806×72—55, Dt. 23, 72 11 513.
- HAICHEUR (Saâda), Verdun (Meuse), 17-09-60, EFF, 4806×72—55, Dt. 23.
- HAICHEUR (Baïea), Verdun (Meuse), 06-04-62, EFF, 4806×72—55, Dt. 23.
- HERNANDEZ (Antonio), Orihuela (Espagne), 12-11-49, NAT, 12943×71—84, Dt. 23, 72 11 514, autorisé à s'appeler légalement HERNANDEZ (Antoine), Orihuela (Espagne), 12-11-49, 12943×71—84, Dt. 23, 72 11 514.
- HERNANDEZ (Luis), Utiel (Espagne), 19-05-35, NAT, 4178×72—63, Dt. 23, 72 11 515.
- HERNANDEZ, née HERNANDEZ (Africa), Utiel (Espagne), 12-06-35, NAT, 4178×72—63, Dt. 23, 72 11 516.
- HERNANDEZ (Luis), Riom (Puy-de-Dôme), 18-03-64, EFF, 4178×72—63, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement HERNANDEZ (Louis), Riom (Puy-de-Dôme), 18-03-64, 4178×72—63, Dt. 23.
- HERNANDEZ (Anne), Riom (Puy-de-Dôme), 26-05-65, EFF, 4178×72—63, Dt. 23.
- HERNANDEZ (Sophie), Riom (Puy-de-Dôme), 18-09-67, EFF, 4178×72—63, Dt. 23.
- HOROVITZ, née MILLET (Madeleine), Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), 05-06-15, REL, 2799×72—75, Dt. 23.
- HOUBANI (Victor), Tunis (Tunisie), 27-08-24, NAT, 15769×63—75, Dt. 23, 72 11 517.
- HOUBBALLAH (Adel), Tyr (Liban), 15-04-36, NAT, 3006×72—75, Dt. 23, 72 11 518.
- HOUBBALLAH, née OSSEIRAN (Mouzayan), Saida (Liban), 20-12-47, NAT, 3006×72—75, Dt. 23, 72 11 519.
- HOUBBALLAH (Gadah), Paris (4^e), 18-03-69, EFF, 3006×72—75, Dt. 23.
- HOUBBALLAH (Khaled), Paris (17^e), 03-10-71, EFF, 3006×72—75, Dt. 23.
- HORCAS (Ildefonso), Valenzuela (Espagne), 23-12-27, NAT, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 520, autorisé à s'appeler légalement HORCAS (Ildefonso), Valenzuela (Espagne), 23-12-27, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 520.
- HORCAS, née ARROYO (Isabel), Valenzuela (Espagne), 16-05-35, NAT, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 521, autorisée à s'appeler légalement HORCAS (Isabelle), Valenzuela (Espagne), 16-05-35, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 521.
- HORCAS (Maria Josefa), Valenzuela (Espagne), 08-04-60, EFF, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 522, autorisée à s'appeler légalement HORCAS (Marie-José), Valenzuela (Espagne), 08-04-60, 14333×71—66, Dt. 23, 72 11 522.
- HORCAS (Mercedes), Perpignan (Pyrénées-Orientales), 24-04-65, EFF, 14333×71—66, Dt. 23.
- HORCAS (François), Perpignan (Pyrénées-Orientales), 25-08-66, EFF, 14333×71—66, Dt. 23.
- HUYNH (Tin), Phu Phuoc (Centre Viet-Nam), 12-01-12, NAT, 13029×71—87, Dt. 23, 72 11 523, autorisé à s'appeler légalement HUYNH (Maurice), Phu Phuoc (Centre Viet-Nam), 12-01-12, 13029×71—87, Dt. 23, 72 11 523.
- IOVINO (Richard), La Goulette (Tunisie), 07-03-45, NAT, 7867×69—68, Dt. 23, 72 11 524.
- ISRAEL (Jacob), Ariana (Tunisie), 12-04-34, NAT, 1500×72—75, Dt. 23, 72 11 525.
- IZQUIERDO (Augustin), Letux (Espagne), 06-02-36, NAT, 11413×68—81, Dt. 23, 72 11 526.
- JIMENEZ (Manuel), Madrid (Espagne), 26-01-53, NAT, 2261×72—70, Dt. 23, 72 11 527.
- JOUKOV (Jean), Plesno (Russie), 22-02-17, NAT, 1977×72—13, Dt. 23, 72 11 528.
- JOUKOV, née VEREVSKY (Vera), Nikolaïev (Russie), 21-03-13, NAT, 1977×72—13, Dt. 23, 72 11 529.
- JOVANOVIC (Milutin), Smederevo (Yougoslavie), 26-08-22, NAT, 5547×72—93, Dt. 23, 72 11 530.
- KALUZA (François), Lipiny (Pologne), 02-10-01, NAT, 5602×72—62, Dt. 23, 72 11 531.
- KALUZA, née POSPYCHALA (Marianne), Altenderne Oberbecker (Allemagne), NAT, 17-04-15, 62, Dt. 23, 72 11 532.
- KATCHADOURIAN (Krikor), Palou (Turquie), en 1911, NAT, 3013×72—93, Dt. 23, 72 11 533.
- KATCHADOURIAN, née MARDIKIAN (Werterin), Damas (Syrie) 09-11-23, NAT, 3013×72—93, Dt. 23, 72 11 534, autorisée à s'appeler légalement KATCHADOURIAN (Virginie), Damas (Syrie), 09-11-23, 3013×72—93, Dt. 23, 72 11 534.
- KAZUBEK (Bernard), Bornig (Allemagne), 18-07-18, NAT, 5506×72—62, Dt. 23, 72 11 535.
- KAZUBEK, née ZIETARA (Jadwiga), Szadlowice (Pologne), 25-10-27, NAT, 5506×72—62, Dt. 23, 72 11 536.
- KEARNS, née NAKACHE (Léontine), Alger (Algérie), 06-10-27, REL, 5262×72—75, Dt. 23, 72 11 537.
- KHOUDOBACHEFF (Alexandre), Stavropol (Russie), 04-11-01, NAT, 16143×69—69, Dt. 23, 72 11 538.
- KISS (Ferenc), Somogyvamos (Hongrie), 21-08-19, NAT, 8995×68—38, Dt. 23, 72 11 539, autorisé à s'appeler légalement KISS (François), Somogyvamos (Hongrie), 21-08-19, 8995×68—38, Dt. 23, 72 11 539.
- KISS, née KOLETAR (Agnes), Somogyvamos (Hongrie), 08-01-25, NAT, 8895×68—38, Dt. 23, 72 11 540.
- KISS (Etienne), Jallieu (Isère), 09-11-61, EFF, 8895×68—38, Dt. 23.
- KNAPP (Eva Maria), Freiburg im Breisgau (Allemagne), 29-03-34, NAT, 4631×72—47, Dt. 23, 72 11 541, autorisée à s'appeler légalement CAPENNE (Eve-Marie), Freiburg im Breisgau (Allemagne), 29-03-34, 4631×72—47, Dt. 23, 72 11 541.
- KOUMAL, née SKAMENE (Ruzena), Lomnice Luznice (Tchécoslovaquie), 20-11-03, NAT, 3961×72—75, Dt. 23, 72 11 542, autorisée à s'appeler légalement KOUMAL (Rose), Lomnice Luznice (Tchécoslovaquie), 20-11-03, 3961×72—75, Dt. 23, 72 11 542.
- KRZYKALA (Tadeusz), Najmow (Pologne), 01-08-19, NAT, 4741×72—59, Dt. 23, 72 11 543.
- KRZYKALA, née SZEWCZENKO (Dominika), Szczepanowka (Ukraine), 06-06-21, NAT, 4741×72—59, Dt. 23, 72 11 544.
- KUYUMCIYAN (Edvard), Bucarest (Roumanie), 18-07-50, NAT, 5113×72—75, Dt. 23, 72 11 545.
- LAI (Choui Jine), Papeete (Polynésie française), 21-05-47, NAT, 11129×71—98, Dt. 23, autorisée à s'appeler légalement LAILLE (Jacqueline), Papeete (Polynésie française), 21-05-47, 11129×71—98, Dt. 23.
- LA ROSA (Sauveur), Mateur (Tunisie), 01-11-33, NAT, 5342×72—06, Dt. 23, 72 11 546.
- LA ROSA, née MALINGUAGGI (Rose), Bizerte (Tunisie), 07-10-39, NAT, 5342×72—06, Dt. 23, 72 11 547.
- LA ROSA (Marie-Claude), Nice (Alpes-Maritimes), 23-02-60, EFF, 5342×72—06, Dt. 23.
- LAW (Hock Siong), Papeete (Polynésie française), 28-07-36, NAT, 2699×72—98, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement LAW (Lucien), Papeete (Polynésie française), 28-07-36, 2699×72—98, Dt. 23.
- LE HUU NGHIA (Nicolas), Saigon Cholon (Sud Viet-Nam), 01-04-32, REL, 9019×71—78, Dt. 23, 72 11 548.
- LE HUU NGHIA (Marguerite), Brest (Finistère), 25-03-55, EFF, 9019×71—78, Dt. 23.
- LE HUU NGHIA (Nicole), Brest (Finistère), 18-02-56, EFF, 9019×71—78, Dt. 23.
- LE HUU NGHIA (Eric), Brest (Finistère), 05-05-58, EFF, 9019×71—78, Dt. 23.
- LE HUU NGHIA (Paulette), Versailles (Seine-et-Oise), 06-04-59, EFF, 9019×71—78, Dt. 23.
- LE HUU NGHIA (Nicolas), Versailles (Seine-et-Oise), 26-06-60, EFF, 9019×71—78, Dt. 23.
- LELLOUCHE (Emilie), Tunis (Tunisie), 25-07-06, NAT, 4088×72—75, Dt. 23, 72 11 549.

- LINON (José), Séville (Espagne), 20-03-15, NAT, 5507×72—06, Dt. 23, 72 11 550.
- LOPES (Arsenio), Vergada (Portugal), 09-03-46, NAT, 5610×72—92, Dt. 23, 72 11 551.
- LOPEZ (Fernando), Cullar Baza (Espagne), 04-04-31, NAT, 5345×72—31, Dt. 23, 72 11 552, autorisé à s'appeler légalement LOPEZ (Fernand), Cullar Baza (Espagne), 04-04-31, 5345×72—31, Dt. 23, 72 11 552.
- LOPEZ, née RECHE (Maria Isabel), Orce (Espagne), 30-05-38, NAT, 5345×72—31, Dt. 23, 72 11 553, autorisée à s'appeler légalement LOPEZ (Marie-Isabelle), Orce (Espagne), 30-05-38, 5345×72—31, Dt. 23, 72 11 553.
- LOPEZ (Serge), Toulouse (Haute-Garonne), 26-07-61, EFF, 5345×72—31, Dt. 23.
- LOPEZ (Aurelia), Toulouse (Haute-Garonne), 09-06-63, EFF, 5345×72—31, Dt. 23.
- LOPEZ (Bernadette), Toulouse (Haute-Garonne), 02-07-65, EFF, 5345×72—31, Dt. 23.
- LOPEZ (Solange), Toulouse (Haute-Garonne), 10-01-69, EFF, 5345×72—31, Dt. 23.
- LOPEZ (José), Escuzar (Espagne), 06-05-22, NAT, 5420×72—91, Dt. 23, 72 11 554.
- LOPEZ, née COVIELLA (Maria), Goviendes Colunga (Espagne), 10-07-18, NAT, 5420×72—91, Dt. 23, 72 11 555.
- LUCISANO (Pasquale), Grassano (Italie), 07-02-31, NAT, 5170×72—26, Dt. 23, 72 11 556.
- LUCISANO, née SCARDILLO (Maria), Grassano (Italie), 01-02-34, NAT, 5170×72—26, Dt. 23, 72 11 557.
- LUCISANO (François), Montélimar (Drôme), 13-01-59, EFF, 5170×72—26, Dt. 23.
- LUCISANO (André), Montélimar (Drôme), 25-04-60, EFF, 5170×72—26, Dt. 23.
- LUCISANO (Michel), Montélimar (Drôme), 14-05-62, EFF, 5170×72—26, Dt. 23.
- LUCISANO (Mario), Montélimar (Drôme), 10-05-68, EFF, 5170×72—26, Dt. 23.
- MAGRINO (Angelo), Villanova del Battista (Italie), 05-06-32, NAT, 5423×72—79, Dt. 23, 72 11 558.
- MAGRINO, née LO CONTE (Maria), Ariano Irpino (Italie), 22-04-37, NAT, 5423×72—79, Dt. 23, 72 11 559.
- MAGRINO (Phillippe), Niort (Deux-Sèvres), 20-02-58, EFF, 5423×72—79, Dt. 23.
- MAGRINO (François), Niort (Deux-Sèvres), 12-02-59, EFF, 5423×72—79, Dt. 23.
- MAGRINO (Pascal), Niort (Deux-Sèvres), 24-09-61, EFF, 5423×72—79, Dt. 23.
- MAGRINO (Marie-France), Niort (Deux-Sèvres), 22-10-62, EFF, 5423×72—79, Dt. 23.
- MAGRINO (Thierry), Niort (Deux-Sèvres), 03-03-67, EFF, 5423×72—79, Dt. 23.
- MAHTALLAH (Mohamed), Khenchela (Algérie), 24-06-41, REI, 13643×70—75, Dt. 23, 72 11 560.
- MARANGONI (Roberto), Rovigo (Italie), 27-01-44, NAT, 4985×72—26, Dt. 23, 72 11 561, autorisé à s'appeler légalement MARANGONI (Robert), Rovigo (Italie), 27-01-44, 4985×72—26, Dt. 23, 72 11 561.
- MARCHIONI (Joseph), Tunis (Tunisie), 24-09-28, NAT, 5424×72—84, Dt. 23, 72 11 562.
- MARCHIONI, née SEDDA (Eveline), Mateur (Tunisie), 10-06-33, NAT, 5424×72—84, Dt. 23, 72 11 563.
- MARCHIONI (Nathalie), Avignon, section de Montfavet (Vaucluse), EFF, 26-12-66, 5424×72—84, Dt. 23.
- MARDIROSSIAN (Krikor, dit Grégoire), Bitlis (Turquie), 15-05-02, NAT, 16631×71—13, Dt. 23, 72 11 564, autorisé à s'appeler légalement MARDIROSSIAN (Grégoire), Bitlis (Turquie), 15-05-02, 16631×71—13, Dt. 23, 72 11 564.
- MARQUES (Joaquim), Sabugal (Portugal), 25-04-51, NAT, 5565×72—63, Dt. 23, 72 11 565, autorisé à s'appeler légalement MARQUES (Jacques), Sabugal (Portugal), 25-04-51, 5565×72—63, Dt. 23, 72 11 565.
- MARTIN (Antonio), Albuñol (Espagne), 14-10-42, NAT, 5347×72—13, Dt. 23, 72 11 566, autorisé à s'appeler légalement MARTIN (Antoine), Albuñol (Espagne), 14-10-42, 5347×72—13, Dt. 23, 72 11 566.
- MARTIN (Michaël), Dublin (Irlande), 24-07-43, NAT, 3829×72—43, Dt. 23, 72 11 567.
- MARTIN (Melchor), Sotoserrano (Espagne), 21-01-34, NAT, 4168×72—40, Dt. 23, 72 11 568.
- MARTIN, née TELLEZ (Luisa), Sotoserrano (Espagne), 16-03-40, NAT, 4168×72—40, Dt. 23, 72 11 569, autorisée à s'appeler légalement MARTIN (Louise), Sotoserrano (Espagne), 16-03-40, 4168×72—40, Dt. 23, 72 11 569.
- MARTIN (Florence), Sotoserrano (Espagne), 19-08-61, EFF, 4168×72—40, Dt. 23, 72 11 570, autorisée à s'appeler légalement MARTIN (Florence), Sotoserrano (Espagne), 19-08-61, 4168×72—40, Dt. 23, 72 11 570.
- MARTIN (Melchor), Saint-Junien (Haute-Vienne), 26-03-63, EFF, 4168×72—40, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement MARTIN (Melchior), Saint-Junien (Haute-Vienne), 26-03-63, 4168×72—40, Dt. 23.
- MARTINEZ (Angelina), Manzanera (Espagne), 03-06-20, NAT, 4094×72—40, Dt. 23, 72 11 571.
- MARTINEZ (Ramon), Gerone (Espagne), 07-06-52, NAT, 4815×72—66, Dt. 23, 72 11 572, autorisé à s'appeler légalement MARTINEZ (Raymond), Gerone (Espagne), 07-06-52, 4815×72—66, Dt. 23, 72 11 572.
- MARTINEZ (Roque), Huescar (Espagne), 21-01-51, NAT, 5270×72—66, Dt. 23, 72 11 573, autorisé à s'appeler légalement MARTINEZ (Roger), Huescar (Espagne), 21-01-51, 5270×72—66, Dt. 23, 72 11 573.
- MARTORELL (Ricardo), Polina de Jucar (Espagne), 14-05-37, NAT, 4691×72—13, Dt. 23, 72 11 574.
- MARTORELL, née ALARCON (Jesusa), Quintanar del Rey (Espagne), 20-03-30, NAT, 4691×72—13, Dt. 23, 72 11 575.
- MARTORELL (Ricardo), Arles (Bouches-du-Rhône), 28-12-62, EFF, 4691×72—13, Dt. 23.
- MARTORELL (Robert), Sorgues (Vaucluse), 15-03-65, EFF, 4691×72—13, Dt. 23.
- MARTORELL (Maria), Avignon (Vaucluse), 17-01-67, EFF, 4691×72—13, Dt. 23.
- MATEOS (Simon), Lorca (Espagne), 27-07-41, NAT, 5567×72—34, Dt. 23, 72 11 576.
- MELAB, née MOKSEM (Drifa), Tafsa-Boumad (Algérie), 16-10-28, REI, 5430×72—02, Dt. 23, 72 11 577.
- MELI (Giuseppe), Zarouni (Tunisie), 06-11-32, NAT, 5348×72—13, Dt. 23, 72 11 578, autorisé à s'appeler légalement MELI (Joseph), Zarouni (Tunisie), 06-11-32, 5348×72—13, Dt. 23, 72 11 578.
- MEKERDITCHIAN (Boghos), Le Pirée (Grèce), 18-07-35, NAT, 4078×72—91, Dt. 23, 72 11 579.
- MEREU (Georges), Tunis (Tunisie), 14-08-42, NAT, 5350×72—95, Dt. 23, 72 11 580.
- MEROLLE (Francesco), Arpino (Italie), 24-09-20, NAT, 2077×68—57, Dt. 23, 72 11 581.
- MEROLLE, née REA (Amata), Arpino (Italie), 11-02-22, NAT, 2077×68—57, Dt. 23, 72 11 582.
- MEROLLE (Marisa), Arpino (Italie), 10-11-53, EFF, 2077×68—57, Dt. 23, 72 11 583.
- MEROLLE (Rita), Arpino (Italie), 15-05-56, EFF, 2077×68—57, Dt. 23, 72 11 584.
- MEROLLE (Dominique), Hayange (Moselle), 02-11-60, EFF, 2077×68—57, Dt. 23.
- M'GUELLATI (El Hadi), Bir Rabalon, douar Aribis (Algérie), en 1922, REI, 4069×72—75, Dt. 23, 72 11 585.
- MIHAI (Constantin), Silistra (Roumanie), 21-05-25, NAT, 5273×72—57, Dt. 23, 72 11 586.
- MISIASZEK (Michel), Lubasz (Pologne), 21-05-12, NAT, 4030×72—21, Dt. 23, 72 11 587.
- MISIASZEK, née KACZMAR (Catherine), Woloszeza (Ukraine), 17-10-13, NAT, 4030×72—21, Dt. 23, 72 11 588.
- MISZTAL (Zdzislaw), Nola Wies (Pologne), 24-12-29, NAT, 5175×72—77, Dt. 23, 72 11 589, autorisé à s'appeler légalement MISZTAL (Michel), Nola Wies (Pologne), 24-12-29, 5175×72—77, Dt. 23, 72 11 589.
- MONACO (Giovanni), Tunis (Tunisie), 22-08-15, NAT, 10671×62—45, Dt. 23, 72 11 590, autorisé à s'appeler légalement MONACO (Jean), Tunis (Tunisie), 22-08-15, 10671×62—45, Dt. 23, 72 11 590.
- MORENO (Anastasio), Paris (10^e), 12-07-32, NAT, 5433×72—84, Dt. 23.
- MORENO, née ANTON (Francisca), Carabanchel Bajo (Espagne), 22-06-32, NAT, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 591.
- MORENO (Paulino), Carabanchel Bajo (Espagne), 10-04-53, EFF, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 592, autorisé à s'appeler légalement MORENO (Paul), Carabanchel Bajo (Espagne), 10-04-53, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 592.
- MORENO (Rafaël), Madrid (Espagne), 26-06-54, EFF, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 593.
- MORENO (Antonio), Carabanchel Bajo (Espagne), 29-08-55, EFF, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 594.
- MORENO (Francisca), Carabanchel Bajo (Espagne), 27-05-57, EFF, 5433×72—84, Dt. 23, 72 11 595.
- MONTANOLA, née OLIVE (Pilar), Tarragona (Espagne), 27-06-26, NAT, 5432×72—66, Dt. 23, 72 11 596.
- MONTEIRO DA COSTA (Lucinda), Gueifães-Maia (Portugal), 14-10-14, NAT, 4397×72—33, Dt. 23, 72 11 597.
- MORALES (Antonio), Cambil (Espagne), 17-12-17, NAT, 4471×72—75, Dt. 23, 72 11 598.
- MORO (Giuliana), Trasacco (Italie), 26-10-49, NAT, 5293×72—92, Dt. 23, 72 11 599.
- MOVSOVICIUS, née ZILBERSZTEJN (Rose), Czestochowa (Pologne), 23-04-05, NAT, 5434×72—75, Dt. 23, 72 11 600.
- MUFFATO (Corrado), Padova (Italie), 29-08-33, NAT, 3911×72—38, Dt. 23, 72 11 601.

- MUNOZ, née NUNEZ (Conception), Agron (Espagne), 12-02-04, NAT, 12757×71—23, Dt. 23, 72 11 602.
- MURAY (Jaime), Papiol (Espagne), 17-10-29, NAT, 4043×72—16, Dt. 23, 72 11 603, autorisé à s'appeler légalement MURAY (Jacques), Papiol (Espagne), 17-10-29, 4043×72—16, Dt. 23, 72 11 603.
- NAHMANY (Moïse), Settat (Maroc), en 1931, NAT, 5362×72—10, Dt. 23, 72 11 604.
- NAHMANY, née COHEN (Solange), Casablanca (Maroc), 14-07-43, NAT, 5362×72—10, Dt. 23, 72 11 605.
- NAHMANY (Harry), Casablanca (Maroc), 02-09-66, EFF, 5362×72—10, Dt. 23, 72 11 606.
- NAHMANY (Yaël), Troyes (Aube), 27-08-68, EFF, 5362×72—10, Dt. 23.
- NAHMANY (Anne), Troyes (Aube), 24-02-70, EFF, 5362×72—10, Dt. 23.
- NASCIMBEN (Mario), Portogruaro (Italie), 09-04-34, NAT, 5514×72—71, Dt. 23, 72 11 607.
- NGO-XUAN (Hoan), Chinh Dich Doan Hung Nguyen (Centre Viet-Nam), 03-11-18, NAT, 128×63—31, Dt. 23, 72 11 608.
- NGO-XUAN (Bernard), Toulouse (Haute-Garonne), 23-05-54, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Hoa), Toulouse (Haute-Garonne), 29-04-57, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Marie-France), Toulouse (Haute-Garonne), 17-10-58, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Hélène), Toulouse (Haute-Garonne), 05-08-61, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Didier), Toulouse (Haute-Garonne), 26-02-63, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Corinne), Toulouse (Haute-Garonne), 05-07-67, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NGO-XUAN (Nathalie), Toulouse (Haute-Garonne), 08-04-71, EFF, 128×63—31, Dt. 23.
- NIEMIEC, née MAHR (Hedwige), Zydaczow (Pologne), 24-07-23, NAT, 5582×72—95, Dt. 23, 72 11 609.
- ODASSO (Carlo Angelo), Bagnasco (Italie), 23-01-36, NAT, 5352×72—04, Dt. 23, 72 11 610, autorisé à s'appeler légalement ODASSO (Charles-Ange), Bagnasco (Italie), 23-01-36, 5352×72—04, Dt. 23, 72 11 610.
- OHAYON (Hanania), Essaouira (Maroc), en 1907, NAT, 2618×72—75, Dt. 23, 72 11 611.
- OHAYON, née LIBRATY (Solica), Casablanca (Maroc), 20-05-19, NAT, 2618×72—75, Dt. 23, 72 11 612.
- OHAYON (Rachel), Casablanca (Maroc), 31-08-54, EFF, 2618×72—75, Dt. 23, 72 11 613.
- OHAYON (Isaac), Casablanca (Maroc), 28-10-37, NAT, 2819×72—75, Dt. 23, 72 11 614, autorisé à s'appeler légalement OHAYON (Jacques), Casablanca (Maroc), 28-10-37, 2819×72—75, Dt. 23, 72 11 614.
- OHAYON, née BENBARUK (Alice), Casablanca (Maroc), 10-08-40, NAT, 28-9×72—75, Dt. 23, 72 11 615.
- OHAYON (Daniel), Paris (12^e), 14-12-68, EFF, 2819×72—75, Dt. 23.
- OHAYON (Michel), Paris (12^e), 16-04-72, EFF, 2819×72—75, Dt. 23.
- OLANO, née TAPIA (Maria Martina), Vera de Bidassoa (Espagne), 20-09-14, NAT, 4013×72—64, Dt. 23, 72 11 616, autorisée à s'appeler légalement OLANO (Marie-Martine), Vera de Bidassoa (Espagne), 20-09-14, 4013×72—64, Dt. 23, 72 11 616.
- OLIVIERI (Ange), La Spezia (Italie), 29-03-32, NAT, 5185×72—20, Dt. 23, 72 11 617.
- PALMA (Antonio), Serracapriola (Italie), 10-04-35, NAT, 5295×72—25, Dt. 23, 72 11 618.
- PALMA (Ciro), Naples (Italie), 04-06-48, NAT, 5283×72—95, Dt. 23, 72 11 619, autorisé à s'appeler légalement PALMA (Lucien), Naples (Italie), 04-06-48, 5283×72—95, Dt. 23, 72 11 619.
- PALUMBO (Raffaële), Resina (Italie), 27-03-15, NAT, 1807×60—71, Dt. 23, 72 11 620.
- PALUMBO, née MAISTO (Giuseppina), Resina (Italie), 11-09-21, NAT, 1807×60—71, Dt. 23, 72 11 621.
- PAMIES (Sinfaroso), Beniel (Espagne), 26-10-35, NAT, 5524×72—06, Dt. 23, 72 11 622, autorisé à s'appeler légalement PAMIES (Pascal), Beniel (Espagne), 26-10-35, 5524×72—06, Dt. 23, 72 11 622.
- PAMIES, née RUIZ (Antonia), Beas de Guadix (Espagne), 03-09-37, NAT, 5524×72—06, Dt. 23, 72 11 623, autorisée à s'appeler légalement PAMIES (Antoinette), Beas de Guadix (Espagne), 03-09-37, 5524×72—06, Dt. 23, 72 11 623.
- PARDO (Francisco), Alcira (Espagne), 23-05-27, NAT, 3981×72—69, Dt. 23, 72 11 624.
- PARDO, née JORDA (Montserrat), Hospitalet (Espagne), 16-05-34, NAT, 3981×72—69, Dt. 23, 72 11 625.
- PARDO (Jacqueline), Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), 20-07-61, EFF, 3981×72—69, Dt. 23.
- PARDO (Béatrice), Lyon (Rhône), 24-05-65, EFF, 3981×72—69, Dt. 23.
- PARDO (François), Decines (Rhônes), 30-03-70, EFF, 3981×72—69, Dt. 23.
- PARRA (José), Tomelloso (Espagne), 21-11-17, NAT, 5617×72—63, Dt. 23, 72 11 626.
- PARRAGA (Juan Antonio), Mula (Espagne), 14-02-54, NAT, 5287×72—66, Dt. 23, 72 11 627, autorisé à s'appeler légalement PARRAGA (Jean-Antoine), Mula (Espagne), 14-02-54, 5287×72—66, Dt. 23, 72 11 627.
- PASQUALI (Giuseppe Giovanni), Mansue (Italie), 19-02-50, NAT, 5447×72—57, Dt. 23, 72 11 628, autorisé à s'appeler légalement PASQUALI (Joseph-Jean), Mansue (Italie), 19-02-50, 5447×72—57, Dt. 23, 72 11 628.
- PASSY (Esther), Alexandrie (Egypte), 09-11-38, NAT, 2282×72—75, Dt. 23, 72 11 629.
- PAW (Jean), Aubin (Aveyron), 26-12-31, NAT, 14617×66—92, Dt. 23.
- PAW, née WOLOSZYN (Irène), Nîmes (Gard), 09-02-32, NAT, 14617×66—92, Dt. 23.
- PAW (Christiane), Gluszyca (Pologne), 03-09-53, EFF, 14617×66—92, Dt. 23, 72 11 630.
- PAW (Yolande), Szklarska Poreba (Pologne), 27-07-58, EFF, 14617×66—92, Dt. 23, 72 11 631.
- PEDRAZA (Fernando), La Rambla (Espagne), 16-12-28, NAT, 5620×72—93, Dt. 23, 72 11 632.
- PEDRAZA, née RUIZ (Alfonsa), La Rambla (Espagne), 29-03-30, NAT, 5620×72—93, Dt. 23, 72 11 633.
- PEDRAZA (Antonio), Paris (14^e), 17-02-57, EFF, 5620×72—93, Dt. 23.
- PEDRAZA (Jean), Paris (14^e), 01-07-58, EFF, 5620×72—93, Dt. 23.
- PEDRAZA (Fernando), Paris (10^e), 30-05-61, EFF, 5620×72—93, Dt. 23.
- PEDRONI (Giancarlo), Como (Italie), 26-05-34, NAT, 5523×72—37, Dt. 23, 72 11 634, autorisé à s'appeler légalement PEDRONI (Jean-Charles), Como (Italie), 26-05-34, 5523×72—37, Dt. 23, 72 11 634.
- PELC (Manfred), Gladbeck (Allemagne), 20-07-40, NAT, 5622×72—42, Dt. 23, 72 11 635.
- PELLEGRINI (Carlo), Capizzone (Italie), 03-02-14, NAT, 4201×72—38, Dt. 23, 72 11 636, autorisé à s'appeler légalement PELLEGRINI (Charles), Capizzone (Italie), 03-02-14, 4201×72—38, Dt. 23, 72 11 636.
- PELLEGRINI, née BUGADA (Elena), Capizzone (Italie), 15-07-36, NAT, 4201×72—38, Dt. 23, 72 11 637, autorisée à s'appeler légalement PELLEGRINI (Hélène), Capizzone (Italie), 15-07-36, 4201×72—38, Dt. 23, 72 11 637.
- PERALBA (Manuel), Sabaris Bayona (Espagne), 06-02-31, NAT, 5672×72—40, Dt. 23, 72 11 638.
- PERALBA, née DIAZ (Carmen), Matama Vigo (Espagne), 02-07-33, NAT, 5672×72—40, Dt. 23, 72 11 639.
- PERALBA (Anne-Marie), Saint-Sever (Landes), 29-10-60, EFF, 5672×72—40, Dt. 23.
- PERALBA (Jacques), Saint-Sever (Landes), 14-10-61, EFF, 5672×72—40, Dt. 23.
- PERALBA (Esperance), Mont-de-Marsan (Landes), 09-01-64, EFF, 5672×72—40, Dt. 23.
- PERALBA (Philippe), Mont-de-Marsan (Landes), 02-10-65, EFF, 5672×72—40, Dt. 23.
- PERALBA (David), Mont-de-Marsan (Landes), 27-11-69, EFF, 5672×72—40, Dt. 23.
- PEREZ (Antonio), Almeria (Espagne), 02-04-18, NAT, 5187×72—30, Dt. 23, 72 11 640, autorisé à s'appeler légalement PEREZ (Antoine), Almeria (Espagne), 02-04-18, 5187×72—30, Dt. 23, 72 11 640.
- PEREZ, née MIRAS (Francisca), Aguilas (Espagne), 27-04-28, NAT, 5187×72—30, Dt. 23, 72 11 641, autorisée à s'appeler légalement PEREZ (Françoise), Aguilas (Espagne), 27-04-28, 5187×72—30, Dt. 23, 72 11 641.
- PEREZ (José), Barcelone (Espagne), 15-04-32, NAT, 4198×72—81, Dt. 23, 72 11 642.
- PEREZ, née BATTLE (Maria), Vilove del Panades (Espagne), 25-02-36, NAT, 4198×72—81, Dt. 23, 72 11 643.
- PEREZ, (José), Pampaneira (Espagne), 14-02-51, NAT, 5290×72—66, Dt. 23, 72 11 644, autorisé à s'appeler légalement PEREZ (Joseph), Pampaneira (Espagne), 14-02-51, 5290×72—66, Dt. 23, 72 11 644.
- PESIC (Drago), Sibenik (Yougoslavie), 14-03-48, NAT, 3457×72—84, Dt. 23, 72 11 645, autorisé à s'appeler légalement PESIC (Denis), Sibenik (Yougoslavie), 14-03-48, 3457×72—84, Dt. 23, 72 11 645.
- PETRILLI (Claudio), Sulmona (Italie), 31-08-41, NAT, 5585×72—83, Dt. 23, 72 11 646, autorisé à s'appeler légalement PETRILLI (Claude), Sulmona (Italie), 31-08-41, 5585×72—83, Dt. 23, 72 11 646.
- PETRILLO (Vincenzo), Cassino (Italie), 12-07-23, NAT, 5197×72—69, Dt. 23, 72 11 647, autorisé à s'appeler légalement PETRILLO (Vincenzo), Cassino (Italie), 12-07-23, 5197×72—69, Dt. 23, 72 11 647.
- PETRILLO, née CAPALDI (Assunta), Cassino (Italie), 18-07-31, NAT, 5197×72—69, Dt. 23, 72 11 648.
- PHAM (Viet Thinh), Phu-Dong (Nord Viet-Nam), 17-08-37, NAT, 14569×71—93, Dt. 23, 72 11 649.
- PHAM (Viet Tien), Paris (12^e), 02-01-64, EFF, 14569×71—93, Dt. 23.
- PHAM (Alain), Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 18-05-70, EFF, 14569×71—93, Dt. 23.
- PIAZZA (Damiano), Mussomeli (Italie), 01-01-23, NAT, 17827×71—59, Dt. 23, 72 11 650.

- PIAZZA, née MANTIO (Vincenza), Mussomeli (Italie), 24-02-31, NAT, 17827×71—59, Dt. 23, 72 11 651.
- PIAZZA (Rosalia), Denain (Nord), 24-01-59, EFF, 17827×71—59, Dt. 23.
- PIAZZA (Angelo), Valenciennes (Nord), 06-02-60, EFF, 17827×71—59, Dt. 23.
- PIAZZA (Salvatore), Valenciennes (Nord), 07-10-61, EFF, 17827×71—59, Dt. 23.
- PIAZZA (Carmelo), Denain (Nord), 23-01-68, EFF, 17827×71—59, Dt. 23.
- PICCO (Luciano), Bordano (Italie), 19-01-35, NAT, 5625×72—93, Dt. 23, 72 11 652, autorisé à s'appeler légalement PICCO (Lucien), Bordano (Italie), 19-01-35, 5625×72—93, Dt. 23, 72 11 652.
- PICO (Placido), Castellnovo (Espagne), 08-05-28, NAT, 14787×56—11, Dt. 23, 72 11 653, autorisé à s'appeler légalement PICO (Placide), Castellnovo (Espagne), 08-05-28, 14787×56—11, Dt. 23, 72 11 653.
- PICO, née SUNE (Josefina), Mora de Ebro (Espagne), 04-04-31, NAT, 14787×56—11, Dt. 23, 72 11 654, autorisée à s'appeler légalement PICO (Josephine), Mora de Ebro (Espagne), 04-04-31, 14787×56—11, Dt. 23, 72 11 654.
- PILATI, née COULIN (Christiane), Neuchâtel (Suisse), 09-10-35, NAT, 4333×72—25, Dt. 23, 72 11 655.
- PINO (Juan de Dios), Adamuz (Espagne), 10-09-30, NAT, 5280×72—26, Dt. 23, 72 11 656, autorisé à s'appeler légalement PINO (Jean), Adamuz (Espagne), 10-09-30, 5280×72—26, Dt. 23, 72 11 656.
- PINO, née LOPEZ (Carmen), Calzada de Calatrava (Espagne), 26-05-34, NAT, 5280×72—26, Dt. 23, 72 11 657.
- PINTO (Silvestre), Amarante (Portugal), 10-04-33, NAT, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 658, autorisé à s'appeler légalement PINTO (Silvestre), Amarante (Portugal), 10-04-33, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 658.
- PINTO, née DOS SANTOS FERREIRA (Luzia), Valongo (Portugal), 01-06-33, NAT, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 659, autorisée à s'appeler légalement PINTO (Lucie), Valongo (Portugal), 01-06-33, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 659.
- PINTO (José Manuel), Santo Tirso (Portugal), 29-12-57, EFF, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 660, autorisé à s'appeler légalement PINTO (Joseph-Emmanuel), Santo Tirso (Portugal), 29-12-57, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 660.
- PINTO (Silvestre), Santo Tirso (Portugal), 27-10-59, EFF, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 661, autorisé à s'appeler légalement PINTO (Silvestre), Santo Tirso (Portugal), 27-10-59, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 661.
- PINTO (Maria Aurora), Valongo (Portugal), 23-04-62, EFF, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 662, autorisée à s'appeler légalement PINTO (Marie-Aurore), Valongo (Portugal), 23-04-62, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 662.
- PINTO (Fernand Manuel), Santo Tirso (Portugal), 20-01-65, EFF, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 663, autorisé à s'appeler légalement PINTO (Fernand-Emmanuel), Santo Tirso (Portugal), 20-01-65, 3771×72—40, Dt. 23, 72 11 663.
- PINTO (Daniele), Aire-sur-Adour (Landes), 10-03-69, EFF, 3771×72—40, Dt. 23.
- POPOV (Bogdan), Pancevo (Yougoslavie), 13-01-48, NAT, 5520×72—37, Dt. 23, 72 11 664, autorisé à s'appeler légalement POPOV (Edgard), Pancevo (Yougoslavie), 13-01-48, 5520×72—37, Dt. 23, 72 11 664.
- PRODRON, née STEFANESCU-GOANGA (Sandra Maria Speranta), Galatzi (Roumanie), 27-12-16, NAT, 17545×71—75, Dt. 23, 72 11 665, autorisée à s'appeler légalement PRODRON, née STEFAGON (Sandrine-Marie-Stéphane), Galatzi (Roumanie), 27-12-16, 17545×71—75, Dt. 23, 72 11 665.
- PROVAZNIK (Vladimir), Sinj (Yougoslavie), 15-10-45, NAT, 2440×72—06, Dt. 23, 72 11 666.
- RAIOLA (Luigi), Boscotrecase (Italie), 27-04-18, NAT, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 667, autorisé à s'appeler légalement RAIOLA (Louis), Boscotrecase (Italie), 27-04-18, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 667.
- RAIOLA, née PIRONE (Anna), Boscotrecase (Italie), 08-07-30, NAT, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 668, autorisée à s'appeler légalement RAIOLA (Anne), Boscotrecase (Italie), 08-07-30, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 668.
- RAIOLA (Giovanni), Boscotrecase (Italie), 21-02-52, EFF, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 669, autorisé à s'appeler légalement RAIOLA (Jean), Boscotrecase (Italie), 21-02-52, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 669.
- RAIOLA (Angelo), Boscotrecase (Italie), 26-02-54, EFF, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 670, autorisé à s'appeler légalement RAIOLA (Ange), Boscotrecase (Italie), 26-02-54, 9961×62—06, Dt. 23, 72 11 670.
- RAMIREZ (Eugenio), Loja (Espagne), 15-11-35, NAT, 5285×72—79, Dt. 23, 72 11 671.
- RAMIREZ, née COMINO (Trinidad), Loja (Espagne), 17-12-42, NAT, 5285×72—79, Dt. 23, 72 11 672.
- RAMIREZ (Sylvia), Niort (Deux-Sèvres), 02-02-65, EFF, 5285×72—79, Dt. 23.
- RAMIREZ (Maria Theresa), Niort (Deux-Sèvres), 10-03-67, EFF, 5285×72—79, Dt. 23.
- RAMIREZ (Eugenia), Niort (Deux-Sèvres), 17-04-70, EFF, 5285×72—79, Dt. 23.
- RAMOS (Miguel), Olhao (Portugal), 29-09-31, NAT, 4251×72—93, Dt. 23, 72 11 673.
- RAMOS, née ROSA (Esmeralda), Olhao (Portugal), 25-09-37, NAT, 4251×72—93, Dt. 23, 72 11 674.
- RAMOS (Sandrine), Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 10-02-71, EFF, 4251×72—93, Dt. 23.
- RAMSKA (Jadwiga Helena), Emsdetten (Allemagne fédérale), 18-08-47, NAT, 5440×72—75, Dt. 23, 72 11 675, autorisée à s'appeler légalement RAMSKA (Edwige-Hélène), Emsdetten (Allemagne fédérale), 18-08-47, 5440×72—75, Dt. 23, 72 11 675.
- REBOH (Albert), Casablanca (Maroc), 23-08-42, NAT, 5442×72—57, Dt. 23, 72 11 676.
- REHEIS (Léon), Jerzens (Autriche), 05-10-05, NAT, 3620×72—68, Dt. 23, 72 11 677.
- REQUENA (Rafaël), Mieres (Espagne), 02-08-34, NAT, 5137×72—82, Dt. 23, 72 11 678.
- REQUENA, née PEREZ (Josefa), Santiago de la Puebla (Espagne), 27-01-37, NAT, 5137×72—82, Dt. 23, 72 11 679, autorisée à s'appeler légalement REQUENA (Josephine), Santiago de la Puebla (Espagne), 27-01-37, 5137×72—82, Dt. 23, 72 11 679.
- REQUENA (Maria del Carmen), Mieres (Espagne), 13-12-59, EFF, 5137×72—82, Dt. 23, 72 11 680, autorisée à s'appeler légalement REQUENA (Marie-Carmen), Mieres (Espagne), 13-12-59, 5137×72—82, Dt. 23, 72 11 680.
- REQUENA (Carlos), Montauban (Tarn-et-Garonne), 11-10-62, EFF, 5137×72—82, Dt. 23, autorisé à s'appeler légalement REQUENA (Charles), Montauban (Tarn-et-Garonne), 11-10-62, 5137×72—82, Dt. 23.
- REQUENA (Isabel), Montauban (Tarn-et-Garonne), 14-10-65, EFF, 5137×72—82, Dt. 23, autorisée à s'appeler légalement REQUENA (Isabelle), Montauban (Tarn-et-Garonne), 14-10-65, 5137×72—82, Dt. 23.
- RIGGI (Maria), San Cataldo (Italie), 26-01-53, NAT, 5443×72—57, Dt. 23, 72 11 681.
- RIZZO (Riccardo), Tarzo (Italie), 08-12-52, NAT, 5193×72—63, Dt. 23, 72 11 682, autorisé à s'appeler légalement RIZZO (Richard), Tarzo (Italie), 08-12-52, 5193×72—63, Dt. 23, 72 11 682.
- ROBRES (José), Hajar (Espagne), 19-01-36, NAT, 5577×72—32, Dt. 23, 72 11 683.
- ROSELLI (François), Margherita di Savoia (Italie), 04-10-24, NAT, 5141×72—13, Dt. 23, 72 11 684.
- ROSSI (Maria), Palencia (Espagne), 28-08-50, NAT, 5368×72—57, Dt. 23, 72 11 685, autorisée à s'appeler légalement ROSSI (Marie), Palencia (Espagne), 28-08-50, 5368×72—57, Dt. 23, 72 11 685.
- RUIZ (Feliciano), Lorca (Espagne), 18-02-36, NAT, 565×72—04, Dt. 23, 72 11 686, autorisé à s'appeler légalement RUIZ (Félicien), Lorca (Espagne), 18-02-36, 565×72—04, Dt. 23, 72 11 686.
- RUIZ, née PEREZ (Maravillas), Caravaca de la Cruz (Espagne), 03-06-45, NAT, 565×72—04, Dt. 23, 72 11 687, autorisée à s'appeler légalement RUIZ (Marie), Caravaca de la Cruz (Espagne), 03-06-45, 565×72—04, Dt. 23, 72 11 687.
- RUIZ (Vicente), Inclusa (Espagne), 28-09-39, NAT, 4568×72—13, Dt. 23, 72 11 688, autorisé à s'appeler légalement RUIZ (Vincent), Inclusa (Espagne), 28-09-39, 4568×72—13, Dt. 23, 72 11 688.
- RUIZ, née CARDONNA (Francisca), Tetouan (Maroc), 31-01-47, NAT, 4568×72—13, Dt. 23, 72 11 689, autorisée à s'appeler légalement RUIZ (Françoise), Tetouan (Maroc), 31-01-47, 4568×72—13, Dt. 23, 72 11 689.
- RUIZ (Isabelle), Marseille (Bouches-du-Rhône), 01-02-70, EFF, 4568×72—13, Dt. 23.
- RUIZ (Pedro), Marseille (Bouches-du-Rhône), 20-01-71, EFF, 4568×72—13, Dt. 23.
- SAKAL (Odette), Le Caire (Egypte), 09-10-26, NAT, 4283×72—92, Dt. 23, 72 11 690.
- SALLES (Narciso), Monells (Espagne), 24-07-32, NAT, 2875×72—78, Dt. 23, 72 11 691, autorisé à s'appeler légalement SALLES (Narcisse), Monells (Espagne), 24-07-32, 2875×72—78, Dt. 23, 72 11 691.
- SALMERON (Juan), Fuentealbilla (Espagne), 14-07-52, NAT, 5588×72—66, Dt. 23, 72 11 692, autorisé à s'appeler légalement SALMERON (Jean), Fuentealbilla (Espagne), 14-07-52, 5588×72—66, Dt. 23, 72 11 692.
- SALVADOR (Francesco), Sarmede (Italie), 25-11-36, NAT, 4881×72—82, Dt. 23, 72 11 693, autorisé à s'appeler légalement SALVADOR (François), Sarmede (Italie), 25-11-36, 4881×72—82, Dt. 23, 72 11 693.
- SALVADOR, née PIZZOL (Lucia), Sarmede (Italie), 07-11-39, NAT, 4881×72—82, Dt. 23, 72 11 694, autorisée à s'appeler légalement SALVADOR (Lucie), Sarmede (Italie), 07-11-39, 4881×72—82, Dt. 23, 72 11 694.
- SAMSON (Otto), Hambourg (Allemagne), 23-10-23, NAT, 16168×71—43, Dt. 23, 72 11 695.
- SANCHEZ (Angel), Salamanque (Espagne), 25-11-44, NAT, 5455×72—84, Dt. 23, 72 11 696, autorisé à s'appeler légalement SANCHEZ (Ange), Salamanque (Espagne), 25-11-44, 5455×72—84, Dt. 23, 72 11 696.
- SANCHEZ (Escolastico), Nerpio (Espagne), 10-02-29, NAT, 4221×72—34, Dt. 23, 72 11 697, autorisé à s'appeler légalement SANCHEZ (Aimé), Nerpio (Espagne), 10-02-29, 4221×72—34, Dt. 23, 72 11 697.
- SANCHEZ, née VILLAR (Francisca), Villanueva del Arzobispo (Espagne), 13-09-34, NAT, 4221×72—34, Dt. 23, 72 11 698, autorisée à s'appeler légalement SANCHEZ (Françoise), Villanueva del Arzobispo (Espagne), 13-09-34, 4221×72—34, Dt. 23, 72 11 698.

- SANCHEZ (Francisco), Castellon de la Plana (Espagne), 04-10-57, EFF, 4221×72-34, Dt. 23, 72 11 699, autorisé à s'appeler légalement SANCHEZ (François), Castellon de la Plana (Espagne), 04-10-57, 4221×72-34, Dt. 23, 72 11 699.
- SANCHEZ (Maria Lidon), Castellon de la Plana (Espagne), 27-07-59, EFF, 4221×72-34, Dt. 23, 72 11 700, autorisée à s'appeler légalement SANCHEZ (Marie-Lydie), Castellon de la Plana (Espagne), 27-07-59, 4221×72-34, Dt. 23, 72 11 700.
- SANCHEZ (Gonzalo), Castraz (Espagne), 01-12-30, NAT, 5305×72-40, Dt. 23, 72 11 701.
- SANCHEZ, née PERSONA (Maria), Tenebron (Espagne), 08-11-32, NAT, 5305×72-40, Dt. 23, 72 11 702.
- SANCHEZ (Gonzalo), Salamanca (Espagne), 10-09-62, EFF, 5305×72-40, Dt. 23, 72 11 703.
- SANCHEZ (Martin del Carmen), Vadillo (Espagne), 01-08-57, EFF, 5305×72-40, Dt. 23, 72 11 704.
- SANCHEZ (Maria), Puigercardia (Espagne), 02-10-64, EFF, 5305×72-40, Dt. 23, 72 11 705.
- SANCHEZ (Manuel), Marbella (Espagne), 17-01-49, NAT, 5203×72-14, Dt. 23, 72 11 706.
- SANTIAGO (Juan), Palma del Rio (Espagne), 12-11-12, NAT, 5456×72-75, Dt. 23, 72 11 707.
- SANTIAGO, née GONZALEZ (Julia), Madrid (Espagne), 14-11-17, NAT, 5456×72-75, Dt. 23, 72 11 708.
- SCARPA (Savino), Corato (Italie), 20-08-21, NAT, 5457×72-38, Dt. 23, 72 11 709.
- SCARPA, née DE BENEDITTIS (Angela), Corato (Italie), 07-02-27, NAT, 5457×72-38, Dt. 23, 72 11 710.
- SCARPA (Silvestro), Corato (Italie), 18-07-54, EFF, 5457×72-38, Dt. 23, 72 11 711.
- SCORDO (Carmine), Bagnara Calabria (Italie), 02-06-16, NAT, 2509×72-33, Dt. 23, 72 11 712, autorisé à s'appeler légalement SCORDO (Michel), Bagnara Calabria (Italie), 02-06-16, 2509×72-33, Dt. 23, 72 11 712.
- SEGALINI (Giuseppe), Farini d'Olmo (Italie), 26-07-25, NAT, 4371×72-08, Dt. 23, 72 11 713, autorisé à s'appeler légalement SEGALINI (Joseph), Farini d'Olmo (Italie), 26-07-25, 4371×72-08, Dt. 23, 72 11 713.
- SEGALINI, née PAGANELLI (Catherine), Paris (12^e), 02-10-25, NAT, 4371×72-08, Dt. 23.
- SEGALINI (Primina), Farini d'Olmo (Italie), 14-04-55, EFF, 4371×72-08, Dt. 23, 72 11 714.
- SEGALINI (Bruno), Farini d'Olmo (Italie), 15-04-57, EFF, 4371×72-08, Dt. 23, 72 11 715.
- SEQUEIRA (Artur), Vila Franca de Xira (Portugal), 16-01-32, NAT, 5205×72-46, Dt. 23, 72 11 716.
- SEQUEIRA, née MACHADO (Ema da Conceicao), Vila Franca de Xira (Portugal), 08-12-30, NAT, 5205×72-46, Dt. 23, 72 11 717.
- SEQUEIRA (Joaquim), Vila Franca de Xira (Portugal), 09-03-57, EFF, 5205×72-46, Dt. 23, 72 11 718.
- SEQUEIRA (Isabel), Vila Franca de Xira (Portugal), 15-06-58, EFF, 5205×72-46, Dt. 23, 72 11 719.
- SEQUEIRA (Leonilde), Vila Franca de Xira (Portugal), 21-01-61, EFF, 5205×72-46, Dt. 23, 72 11 720.
- SILVERA (David), Tunis (Tunisie), 21-06-12, NAT, 5307×72-75, Dt. 23, 72 11 721.
- SINIGAGLIA (Bruno), Masi (Italie), 19-06-33, NAT, 5377×72-31, Dt. 23, 72 11 722.
- SINIGAGLIA, née CALSINA (Rosita), Alfarras (Espagne), 27-05-36, NAT, 5377×72-31, Dt. 23, 72 11 723.
- SINIGAGLIA (Serge), Toulouse (Haute-Garonne), 25-02-65, EFF, 5377×72-31, Dt. 23.
- SOUSA (Ilido), Trancoso (Portugal), 03-08-43, NAT, 5465×72-63, Dt. 23, 72 11 724.
- STAPANE (Ennio), Sannicola (Italie), 15-11-40, NAT, 1698×72-69, Dt. 23, 72 11 725.
- STEPANIAN, née BEYAZIAN (Perouze), Yalova (Asie mineure), 05-07-12, NAT, 4441×72-94, Dt. 23, 72 11 726.
- STEPHAN (Martin), Stassurt (Allemagne), 08-03-20, NAT, 5645×72-02, Dt. 23, 72 11 727.
- SUPERSON (Kazimierz), Pawloszow (Pologne), 01-08-17, NAT, 5593×72-13, Dt. 23, 72 11 728, autorisé à s'appeler légalement SUPERSON (Casimir), Pawloszow (Pologne), 01-08-17, 5593×72-13, Dt. 23, 72 11 728.
- SUPERSON, née DZIAGWA (Catherine), Stobierna (Pologne), 22-08-19, NAT, 5593×72-13, Dt. 23, 72 11 729.
- SUPERSON (Isabelle), Marseille (Bouches-du-Rhône), 21-11-58, EFF, 5593×72-13, Dt. 23.
- TEIXEIRA GOUVEIA (Antonio), Vila Real (Portugal), 28-04-48, NAT, 14886×71-08, Dt. 23, 72 11 730, autorisé à s'appeler légalement GOUVEIA (Antoine), Vila Real (Portugal), 28-04-48, 14886×71-08, Dt. 23, 72 11 730.
- TERUEL (Floreal), Ripollet (Espagne), 20-06-35, NAT, 9749×56-95, Dt. 23, 72 11 731.
- TISCHLER (Sebestyen), Szekszard (Hongrie), 20-06-39, NAT, 2960×72-54, Dt. 23, 72 11 732, autorisé à s'appeler légalement TISCHLER (Sébastien), Szekszard (Hongrie), 20-06-39, 2960×72-54, Dt. 23, 72 11 732.
- TISCHLER, née PAPP (Eszter Erzsebet), Cegled (Hongrie), 06-11-36, NAT, 2960×72-54, Dt. 23, 72 11 733, autorisée à s'appeler légalement TISCHLER (Esther-Elisabeth), Cegled (Hongrie), 06-11-36, 2960×72-54, Dt. 23, 72 11 733.
- TISCHLER (Isabelle), Nancy (Meurthe-et-Moselle), 12-05-58, EFF, 2960×72-54, Dt. 23.
- TISCHLER (Eszter), Pompey (Meurthe-et-Moselle), 03-12-60, EFF, 2960×72-54, Dt. 23, autorisée à s'appeler légalement TISCHLER (Esther), Pompey (Meurthe-et-Moselle), 03-12-60, 2960×72-54, Dt. 23.
- TISCHLER (Marika), Pompey (Meurthe-et-Moselle), 23-07-62, EFF, 2960×72-54, Dt. 23.
- TISCHLER (Zoltan), Pompey (Meurthe-et-Moselle), 22-09-63, EFF, 2960×72-54, Dt. 23.
- TOCCO (Angelo), Palena (Italie), 21-06-38, NAT, 4886×72-59, Dt. 23, 72 11 734.
- TOCCO, née PARENTE (Anna), Palena (Italie), 23-10-46, NAT, 4886×72-59, Dt. 23, 72 11 735.
- TOLEDANO (Joseph), Meknès (Maroc), 29-09-48, NAT, 5468×72-67, Dt. 23, 72 11 736.
- TORAL (Juan-Miguel), Hinojares (Espagne), 24-06-39, NAT, 13891×71-66, Dt. 23, 72 11 737, autorisé à s'appeler légalement TORAL (Jean-Michel), Hinojares (Espagne), 24-06-39, 13891×71-66, Dt. 23, 72 11 737.
- TORAL, née MARTINEZ (Josefa), Maria (Espagne), 23-06-45, NAT, 13891×71-66, Dt. 23, 72 11 738.
- TORRES (Juan), Santa Eulalia del Rio (Espagne), 13-04-22, NAT, 4480×72-84, Dt. 23, 72 11 739.
- TORRES, née ANDREU (Maria), Barcelone (Espagne), 18-11-28, NAT, 4480×72-84, Dt. 23, 72 11 740.
- TORRES (Marie-Eulalie), Valréas (Vaucluse), 10-01-62, EFF, 4480×72-84, Dt. 23.
- TORRES (Rose-Marie), Valréas (Vaucluse), 15-03-65, EFF, 4480×72-84, Dt. 23.
- TRAININI (Giovanni), Borgosatollo (Italie), 16-05-24, NAT, 5209×72-33, Dt. 23, 72 11 741, autorisé à s'appeler légalement TRAININI (Jean), Borgosatollo (Italie), 16-05-24, 5209×72-33, Dt. 23, 72 11 741.
- URBANEJA (Manuel), Tanger (Maroc), 05-10-35, NAT, 5702×72-93, Dt. 23, 72 11 742.
- URBANEJA, née JULIAN (Olalla), Madrid (Espagne), 01-11-31, NAT, 5702×72-93, Dt. 23, 72 11 743, autorisée à s'appeler légalement URBANEJA (Olga), Madrid (Espagne), 01-11-31, 5702×72-93, Dt. 23, 72 11 743.
- URBANEJA (Manuel), Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), 19-08-58, EFF, 5702×72-93, Dt. 23.
- URBANEJA (Henri), Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), 11-09-60, EFF, 5702×72-93, Dt. 23.
- URBANEJA (Marguerite), Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), 06-03-62, EFF, 5702×72-93, Dt. 23.
- URBANEJA (Joseph), Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), 05-02-64, EFF, 5702×72-93, Dt. 23.
- UZAN (Houatou), Tunis (Tunisie), 03-05-36, NAT, 5082×72-75, Dt. 23, 72 11 744, autorisé à s'appeler légalement UZAN (Victor), Tunis (Tunisie), 03-05-36, 5082×72-75, Dt. 23, 72 11 744.
- UZAN, née FREOA (Jacqueline), Tunis (Tunisie), 22-08-36, NAT, 5082×72-75, Dt. 23, 72 11 745.
- UZAN (Annie), Tunis (Tunisie), 22-07-60, EFF, 5082×72-75, Dt. 23, 72 11 746.
- UZAN (Véronique), Paris (1^{er}), 25-05-66, EFF, 5082×72-75, Dt. 23.
- UZAN (Corinne), Paris (1^{er}), 09-04-70, EFF, 5082×72-75, Dt. 23.
- VALENTE (Francesco), Serra San Bruno (Italie), 17-09-27, NAT, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 747, autorisé à s'appeler légalement VALENTE (François), Serra San Bruno (Italie), 17-09-27, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 747.
- VALENTE, née CALLA (Raffaëla), Serra San Bruno (Italie), 04-04-29, NAT, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 748, autorisée à s'appeler légalement VALENTE (Raphaëlle), Serra San Bruno (Italie), 04-04-29, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 748.
- VALENTE (Luigi Antonio), Serra San Bruno (Italie), 03-11-55, EFF, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 749, autorisé à s'appeler légalement VALENTE (Louis-Antoine), Serra San Bruno (Italie), 03-11-55, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 749.
- VALENTE (Raffaëlo), Serra San Bruno (Italie), 10-10-59, EFF, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 750, autorisé à s'appeler légalement VALENTE (Raphaël), Serra San Bruno (Italie), 10-10-59, 4949×72-06, Dt. 23, 72 11 750.
- VANHEE (Annie), Ostende (Belgique), 16-10-53, NAT, 5308×72-40, Dt. 23, 72 11 751.
- VARELI (Athanasia), Thèbes (Grèce), 22-05-36, NAT, 4758×72-91, Dt. 23, 72 11 752.
- VEGAS (José), Bilbao (Espagne), 03-05-14, NAT, 1542×72-82, Dt. 23, 72 11 753.

VELILLA (Pascual), Torrecilla de Alcaniz (Espagne), 30-04-26, NAT, 4378×72—32, Dt. 23, 72 11 754, autorisé à s'appeler légalement VELILLA (Pascal), Torrecilla de Alcaniz (Espagne), 30-04-26, 4378×72—32, Dt. 23, 72 11 754.

VENZAL (Isabel), Carboneras (Espagne), 20-08-53, NAT, 5595×72—66, Dt. 23, 72 11 755, autorisée à s'appeler légalement VENZAL (Isabelle), Carboneras (Espagne), 20-08-53, 5595×72—66, Dt. 23, 72 11 755.

VEZZETTI (Besso), Valprato Soana (Italie), 21-09-15, NAT, 510×60—75, Dt. 23, 72 11 756.

VINA (José Luis), Biel (Espagne), 17-04-53, NAT, 4133×72—64, Dt. 23, 72 11 757.

VOSGUERITCHIAN (Manoug), Adiaman (Asie Mineure), en 1923, NAT, 4483×72—95, Dt. 23, 72 11 758, autorisé à s'appeler légalement VOSGUERITCHIAN (Emmanuel), Adiaman (Asie Mineure), en 1923, 4483×72—95, Dt. 23, 72 11 758.

VU TRONG HIEU, Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 25-11-40, NAT, 6699×71—98, Dt. 23.

VU TRONG HIEU, née LE THI CAO, Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 19-04-46, NAT, 6699×71—98, Dt. 23.

VU THI QUY (Thérèse), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 26-04-63, EFF, 6699×71—98, Dt. 23.

VU THI OANH (Catherine), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 15-12-64, EFF, 6699×71—98, Dt. 23.

VU THI LAN (Nathalie), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 04-06-66, EFF, 6699×71—98, Dt. 23.

WANG PIN TE (Thérèse), Shangai (Chine), 14-10-32, NAT, 5459×72—06, Dt. 23, 72 11 759.

WANG SIO TCHIN (Marguerite), Peng Pore (Chine), 16-11-27, NAT, 3859×72—75, Dt. 23, 72 11 760.

WROBEL (Wladislas), Zahrzew (Pologne), 10-05-08, NAT, 4701×72—77, Dt. 23, 72 11 761.

WROBEL, née GABRYSZ (Anna), Zady (Pologne), 23-01-18, NAT, 4701×72—77, Dt. 23, 72 11 762.

XAUSA (Augusto), Lusiana (Italie), 04-01-12, NAT, 58×72—66, Dt. 23, 72 11 763, autorisé à s'appeler légalement XAUSA (Auguste), Lusiana (Italie), 04-01-12, 58×72—66, Dt. 23, 72 11 763.

XAUSA, née LANDI (Maria), Marostica (Italie), 09-04-13, NAT, 58×72—66, Dt. 23, 72 11 764.

XAUSA (Mireille), Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), 01-12-52, EFF, 58×72—66, Dt. 23.

YAICHE (Mouchi Haim), Bizerte (Tunisie), 21-02-27, NAT, 5312×72—75, Dt. 23, 72 11 765, autorisé à s'appeler légalement YAICHE (Roger-Maurice), Bizerte (Tunisie), 21-02-27, 5312×72—75, Dt. 23, 72 11 765.

ZONA (Giovanni), Carinola (Italie), 09-11-39, NAT, 15235×71—57, Dt. 23, 72 11 766.

ZONA, née CIPRIANO (Francesca), San Nicola Baronia (Italie), 14-07-38, NAT, 15235×71—57, Dt. 23, 72 11 767.

ZONA (Nicole), Metz (Moselle), 11-08-60, EFF, 15235×71—57, Dt. 23.

ZONA (Anna Maria), Metz (Moselle), 13-08-61, EFF, 15235×71—57, Dt. 23.

ZONA (Béatrice), Metz (Moselle), 03-09-62, EFF, 15235×71—57, Dt. 23.

ZONA (Rafaëlo), Metz (Moselle), 28-11-63, EFF, 15235×71—57, Dt. 23.

ZYLINSKI (Kasimierz), Krupowiece (Pologne), 08-09-06, NAT, 5382×72—62, Dt. 23, 72 11 768.

BENCHETRIT (Messody), Casablanca (Maroc), 23-09-23, NAT, 3334×72—75, Dt. 23, 72 11 769, autorisée à s'appeler légalement BENCHETRIT (Marcelle), Casablanca (Maroc), 23-09-23, 3334×72—75, Dt. 23, 72 11 769.

Art. 2. — Sont libérés de leur allégeance à l'égard de la France ou autorisés à se faire naturaliser à l'étranger les Français dont les noms suivent :

ARIFI (M'Barek), Mena (Algérie), 25-11-42, LIB, 9349 DR 63—45, Dt. 23.

BAUTISTA (François), Puycelci (Tarn), 26-04-49, LIB, 5711×72—81, Dt. 23.

GEORGES, née STRAUB (Anne), Loffingen (Allemagne), 20-02-32, LIB, 622×72—99, Dt. 23.

GUALANDI (François), Tocane-Saint-Apre (Dordogne), 03-05-41, LIB, 8922×71—92, Dt. 23.

MISSON (Claude), Benghazi (Libye), 14-07-47, LIB, 5685×72—99, Dt. 23.

MOHAMMED BEN SI MOHAMMED, Beni Said (Maroc), en 1900, LIB, 6148×72—13, Dt. 23.

SADAoui (Safi), Oran (Algérie), 26-09-40, LIB, 31647 DR 64—37, Dt. 23.

TADJINE, née BEKREIRA (Kheira), Saint-Leu (Algérie), 28-12-18, LIB, 28627 DR 63—38, Dt. 23.

YRIBARREN (Gérard), Paris (16^e), 07-02-33, AUT, 4289×72—99, Dt. 23.

YRIBARREN, née BEYTRISON (Clotilde), Mase (Suisse), 09-11-31, LIB, 4289×72—99, Dt. 23.

ZITOUNI (Mustapha), Paris (15^e), 28-04-40, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

ZITOUNI (Mohamed), Paris (15^e), 05-07-64, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

ZITOUNI (Saddek), Paris (15^e), 05-07-64, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

ZITOUNI (Smaïl), Paris (15^e), 21-07-66, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

ZITOUNI (Laid), Paris (14^e), 26-09-68, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

ZITOUNI (Djamal Abdel Nasser), Paris (14^e), 19-05-70, LIB, 2084×72—75, Dt. 23.

NAVOSAD (Michel), Thiers (Puy-de-Dôme), 08-02-49, LIB, 4793×71—63, Dt. 23.

Art. 3. — Le ministre du travail, de l'emploi et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail, de l'emploi
et de la population,
JOSEPH FONTANET.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

I. — INFORMATIONS DIVERSES

Commissions spéciales.

DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPECIALE
(Application des articles 30 et 31 du règlement).

Proposition de loi n° 2498 de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale, renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, distribuée le 1^{er} juillet 1972.

Les députés dont les noms figurent ci-après (1) demandent la constitution d'une commission spéciale pour l'examen de ce texte.

Cette demande sera considérée comme adoptée, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 31 du règlement, si la présidence n'a été saisie d'aucune opposition avant la deuxième séance que tiendra l'Assemblée suivant cet affichage.

(1) MM. Neuwirth, Pierre Cornet, Lacagne, Julia, Godefroy, Stirn, Lepage, Chambon, Sourdil, Westphal, Hubert Rochet, Anquet, Fortuit, Santoni, Bousseau, Danilo, Fagot, Pierre Herman, Bizet, Guillermin, Pierre Buron, Tiberi, Hamelin, Le Theule, Collière, Bresolier, Leroy-Beaulieu, Maurice Cornette, Jean-Pierre Roux, Grussenmeyer, Peyret, Berger, Bonhomme.

CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPECIALE CHARGÉE D'EXAMINER LA PROPOSITION DE LOI N° 2498 DE M. NEUWIRTH TENDANT A CRÉER UN OFFICE NATIONAL D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION FAMILIALE

1. Candidatures proposées par les présidents de groupes.

MM. Baudouin, Bégue, Benoist, Berger, Bourdellès, Charret (Edouard), Corrèze, Delhalle, Deprez, Destremeau, Dominati, Durafour (Michel), Fraudeau, Griotteray, Jalu, Labbé, Madrelle, Neuwirth, Odru, Peyret, Mme Ploux, MM. de Préaumont, Rickert, Saint-Paul, Schwartz, Stirn, Mmes Thome-Patenôtre (Jacqueline), Troisier, Vaillant-Couturier, MM. Vernaudeau, Westphal.

Candidatures affichées le 1^{er} juillet 1972, à dix-huit heures, publiées au *Journal officiel* (Lois et décrets) du 2 juillet 1972.

La nomination prend effet dès la publication au *Journal officiel*.

2. Candidatures de députés n'appartenant à aucun groupe, soumises à la procédure prévue par l'article 4 (§ 2^e-4 à 10) de l'instruction générale.

Néant.

II. — COMMISSIONS

Listes des commissaires présents ou excusés.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Séance du samedi 1^{er} juillet 1972.

Présents. — MM. Jamot (Michel), Julia, Marcus.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

Séance du samedi 1^{er} juillet 1972.

Présents. — MM. Henri Collette, Hubert Germain, Jacques Murette, Guy Sabatier.

Excusés. — MM. Jean Charbonnel, Jacques Richard.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Séance du samedi 1^{er} juillet 1972.

Présents. — MM. Cressard, Delachenal, Foyer, L'Huillier (Waldeck).

Excusés. — MM. Bricout, Claudius-Petit, Dassié, Gerbet, de Grailly, Lacavé, Pierre Lagorce, Neuwirth, Nungesser, Rivierez, Zimmermann.

III. — DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

1. Documents parlementaires (1).

DISTRIBUTION DU 1^{er} JUILLET 1972

N° 2498. — Proposition de loi de M. Neuwirth tendant à créer un office national d'information et d'éducation familiale (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

2. Documents budgétaires (2).

Le 30 juin 1972.

Nomenclature des entreprises nationales à caractère industriel ou commercial et des sociétés d'économie mixte d'intérêt national (année 1971) (344 pages).

(1) Les documents parlementaires de l'Assemblée nationale sont délivrés au public par le bureau de vente des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15^e), tarif : 0,50 F le document, port compris. Toute commande par correspondance doit être accompagnée du règlement par mandat, chèque bancaire ou chèque postal (C. C. P. 9063-13 Paris).

En outre, ils sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents de l'Assemblée nationale, tarif : 30 F par an, l'abonnement partant du 1^{er} octobre.

(2) Les documents budgétaires sont diffusés exclusivement par l'imprimerie nationale, bureau de vente, 2, rue Paul-Hervieu, Paris (15^e), tarif : 0,10 F par page.

SENAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

Commission des affaires sociales.

Séance du samedi 1^{er} juillet 1972.

Présents. — MM. d'Andigné, Aubry, Pierre Brun, Abel Gauthier, Grand.

Excusés. — MM. Courroy, Darou, Méric, Souquet.

En congé. — MM. Lemarié, Liot, Soudant.

Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Séance du samedi 1^{er} juillet 1972.

Présents. — MM. Armengaud, Martial Brousse Coudé du Foresto, Courrière, Descours Desacres, Diligent, Yves Durand, Pellenc.

Excusés. — MM. Bonnefous, Monichon.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère de l'économie et des finances.

Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs stagiaires des services extérieurs de la direction générale du commerce intérieur et des prix.

Deux concours sont organisés par la direction générale du commerce intérieur et des prix pour le recrutement de contrôleurs stagiaires :

1° Un concours externe ouvert aux candidats des deux sexes qui, outre les conditions générales exigées pour l'accès aux emplois publics de l'Etat (nationalité française, aptitude physique), remplissent les conditions particulières ci-après :

Etre âgé de moins de trente ans au 1^{er} juillet 1972. Cette limite d'âge est reculée :

a) D'un an par enfant à charge pour les candidats pères ou mères de famille ;

b) Dans les limites prévues par les dispositions législatives en vigueur, de la durée des services militaires ou du service national.

Etre titulaire :

a) Soit du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du diplôme de capacité en droit ;

b) Soit de l'un des titres ou diplômes figurant sur la liste établie par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 21 mai 1968 (*Journal officiel* du 9 juin 1968 et du 25 du même mois).

2° Un concours interne, ouvert aux agents titulaires de l'administration centrale du ministère de l'économie et des finances et des services extérieurs de la direction générale du commerce intérieur et des prix, âgés de moins de trente-cinq ans au 1^{er} juillet 1972 (limite d'âge susceptible d'être reculée dans les conditions visées au 1° ci-dessus) et comptant à cette date quatre années au moins de services publics effectifs, le temps accompli soit au titre du service militaire obligatoire, soit au titre des obligations légales d'activité du service national venant, le cas échéant, en déduction de ces quatre années.

Nombre de places offertes.

a) Concours externe : vingt-huit (le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués à des candidats féminins est limité à sept) ;

b) Concours interne : vingt-sept.

Toutefois, les nominations à prononcer au titre des emplois réservés s'imputeront sur ces contingents.

Date des épreuves écrites.

Les 4 et 5 octobre 1972.

Date limite de dépôt des candidatures.

Le 31 août 1972.

Organisation des concours et programmes des épreuves.

La nature et le programme des épreuves ainsi que les conditions d'organisation des concours ont été fixés par un arrêté interministériel du 19 mai 1965 (*Journal officiel* du 22 mai 1965).

Services auxquels doivent s'adresser les candidats.

Pour tous renseignements complémentaires (épreuves, programme, perspectives de carrière, constitution des dossiers de candidature), les candidats doivent s'adresser soit à la direction départementale du commerce intérieur et des prix du département de leur résidence, soit à l'école du commerce intérieur et des prix (bureau D. 105), 41, quai Branly, Paris (7^e).

Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs stagiaires à l'institut national de la statistique et des études économiques.

Deux concours sont organisés pour le recrutement de contrôleurs stagiaires à l'institut national de la statistique et des études économiques en novembre 1972.

Les postes à pourvoir sont situés exclusivement à Paris et à Nantes.

1° Conditions d'admission à concourir.

Outre les conditions générales requises pour l'accès aux emplois publics de l'Etat (nationalité française, aptitude physique...), les candidats doivent remplir les conditions particulières ci-après :

a) Concours externe (ouvert aux candidats justifiant de certains titres ou diplômes) :

Etre âgé de moins de trente ans au 1^{er} juillet 1972 ;

Etre titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire ou du certificat de capacité en droit ou de l'un des diplômes ou titres fixés par l'arrêté du 2 mai 1968.

b) Concours interne (ouvert aux fonctionnaires et agents de l'I. N. S. E. E. ayant accompli une certaine durée de services) :

Etre âgé de moins de quarante-cinq ans au 1^{er} juillet 1972 ;

Avoir la qualité de fonctionnaire ou d'agent de l'I. N. S. E. E. et compter au 1^{er} juillet 1972 quatre années au moins de services publics effectifs, le temps effectivement accompli au titre du service militaire obligatoire ou du service national actif venant, le cas échéant, en déduction de ces quatre années.

c) Dispositions communes aux deux concours :

Les limites d'âge prévues ci-dessus sont reculées, sans pouvoir excéder trente-cinq ans pour les candidats visés au a et cinquante ans pour ceux visés au b ci-dessus :

Pour les candidats justifiant de services militaires, du temps passé sous les drapeaux soit au titre du service militaire légal, soit au cours des périodes de mobilisation, soit en vertu d'un engagement pour la durée de la guerre ;

Pour les candidats pères ou mères de famille, d'un an par enfant à charge.

2° Nature et programme des épreuves.

Un arrêté en date du 20 décembre 1968 a fixé la nature et le programme des épreuves de chacun des deux concours (externe et interne).

3° Nombre d'emplois offerts.

Concours externe : quinze ;

Concours interne : quinze.

Ces contingents sont susceptibles d'être augmentés de tout ou partie des neuf emplois destinés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre qui n'auront pas été pourvus par cette voie.

4° Dates et lieux des épreuves.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu à Paris et à Nantes, les 14 et 15 novembre 1972.

Les épreuves orales d'admission auront lieu à Paris, les dates seront indiquées ultérieurement.

5° Date limite de dépôt des dossiers de candidature.

15 septembre 1972.

6° Service auquel doivent s'adresser les candidats.

Pour tous renseignements complémentaires, les candidats peuvent s'adresser à l'Institut national de la statistique et des études économiques (secrétariat général, organisation des concours et examens), 29, quai Branly, Paris (7^e).

Toute demande de documentation ou de renseignements doit être accompagnée d'une enveloppe (format 22 x 28 au moins) affranchie à 1,20 F, portant les nom, prénom usuel et adresse du demandeur.

Avis aux importateurs de pommes de terre en provenance de la Communauté économique européenne.

Le tableau repris dans l'avis aux importateurs du 29 juillet 1962 relatif à l'application du régime des prix minima aux importations de fruits et légumes des pays membres de la Communauté économique européenne et modifié par les avis subséquents est remplacé par le tableau ci-après valable pour le deuxième semestre 1972 :

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION des produits.	PRODUITS de référence.	PRIX minimum au kilogramme (en francs).	PÉRIODE d'application.
<i>Cours constatés sur le marché d'intérêt national de Rungis. (Marchandise logée en sac de 50 kg.)</i>				
07-01 A III b.	Pommes de terre autres non dénommées.	Bintge ou Sirtéma (40 millimètres). Bintge (40 millimètres)	0,28 0,27 0,27 0,28 0,29	Juillet. Août. Septembre. Octobre. Novembre. Décembre.

Avis aux importateurs de certains produits agricoles originaires et en provenance d'Algérie, du Maroc et de Tunisie.

Les importateurs de certains produits agricoles originaires et en provenance d'Algérie, du Maroc et de Tunisie sont informés que les prix et les marchés de référence à prendre en considération pour l'application du régime des prix minima aux fruits et légumes pendant le deuxième semestre 1972 sont les suivants :

NUMÉROS du tarif douanier.	DÉSIGNATION des produits.	PRODUITS DE RÉFÉRENCE	PRIX MINIMA au kilogramme en francs.	PÉRIODE D'APPLICATION
<i>COURS CONSTATÉS SUR LES MARCHÉS DE PRODUCTION</i>				
<i>Moyenne des cours des marchés de Perpignan, Châteaurenard et Cavaillon.</i>				
07-01 M II.....	Tomates	Tomates plates..... Tomates plates du 11 au 20 juillet..... Tomates rondes du 21 au 31 juillet.....	1,10 0,55 0,55	1 ^{er} au 10 juillet. 11 au 20 juillet. 21 au 31 juillet.
<i>Moyenne des cours des marchés de production de Châteaurenard et Cavaillon.</i>				
07-01 M II.....	Tomates	Tomates rondes..... Tomates rondes.....	0,55 0,75	Août et septembre. 1 ^{er} au 15 octobre.
<i>Moyenne des cours des marchés de production de Perpignan, Carpentras et Tain-l'Hermitage.</i>				
08-07 A.....	Abricots	Abricots calibre moyen.....	1,20	1 ^{er} au 31 juillet.
<i>Moyenne des cours des marchés de production de Cavaillon, Châteaurenard et Carpentras.</i>				
08-04 A I b.....	Raisins	Chasselas du Midi, en plateau..... Gros verts, plateau deux rangs.....	1,15 0,95 0,85	1 ^{er} au 15 août. 16 août au 15 septembre. 16 septembre au 15 octobre.
<i>COURS CONSTATÉS SUR LE MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DE PARIS-RUNGIS</i>				
07-01 M II.....	Tomates	Tomates de la région parisienne (non côtelées)...	1,10	16 au 31 octobre.
07-01 F II.....	Haricots verts.....	Haricots verts en filet du Midi ou, à défaut, d'Angers ou de Saumur. Haricots mange-tout.....	1,70 1,40 1,20	1 ^{er} au 15 juillet. 16 au 31 juillet. Août et septembre.
07-01 A III b.....	Pommes de terre.....	Pommes de terre bintge ou sirtéma d'un calibre minimum de 35 mm.	0,29 0,28	Juillet. Août.

**Avis de vacance de postes de professeur
dans des écoles nationales de musique.**

Des postes de professeur sont actuellement vacants dans les écoles nationales de musique suivantes :

Aix-en-Provence : un poste de violoncelle (seize heures).
Clermont-Ferrand : un poste de solfège spécialisé (quatorze heures).

Peuvent faire acte de candidature les agents communaux ayant qualité de professeur d'école nationale de musique, les anciens professeurs titulaires des écoles nationales de musique qui assurent d'une manière permanente leurs fonctions dans une école municipale de musique, non contrôlée par l'Etat, et titulaires de leur emploi depuis deux ans.

Tous les candidats doivent, en outre, réunir les conditions générales de recrutement prévues par le statut du personnel communal.

Les inscriptions doivent être adressées au maire de la ville qui recrute dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis.

Les candidats doivent, en outre, informer par écrit, sans délai de cette demande, le bureau de l'enseignement et de la formation musicale (direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse), ministère des affaires culturelles, 53, rue Saint-Dominique, Paris (7^e).

Un poste de professeur d'orgue est actuellement vacant à l'école nationale de musique du Mans.

Peuvent faire acte de candidature :

a) Les agents communaux ayant qualité de professeur d'école nationale de musique, les anciens professeurs titulaires des écoles de musique qui assurent d'une manière permanente leurs fonctions dans une école municipale de musique non contrôlées par l'Etat et titulaires de leur emploi depuis deux ans ;

b) Les personnes des deux sexes titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur des écoles nationales de musique prévu par l'arrêté du 12 juin 1969.

Tous les candidats doivent, en outre, réunir les conditions générales de recrutement prévues par le statut du personnel communal.

Les inscriptions doivent être adressées au maire de la ville qui recrute dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis.

Les candidats doivent, en outre, informer par écrit, sans délai de cette demande, le bureau de l'enseignement et de la formation musicale (direction de la musique, de l'art lyrique et de la danse), ministère des affaires culturelles, 53, rue Saint-Dominique, Paris (7^e).

Ministère du travail, de l'emploi et de la population.

Recommandation de médiateur en matière de conflit de travail.

*Conflit collectif de travail intéressant, sur le plan national,
la branche d'activité de la pharmacie d'officine.*

Le salaire national minimum professionnel prévu à l'article 7 de la convention collective nationale de la pharmacie d'officine signée le 1^{er} avril 1964 a été fixé à 2,60 F (pour le coefficient 100) à compter du 1^{er} avril 1970 par l'ensemble des parties intéressées.

Les syndicats intéressés se sont réunis en 1971 pour fixer un nouveau salaire de base à compter du 1^{er} avril 1971. Ils n'ont pu parvenir à un accord et un procès-verbal de non-conciliation a été dressé le 5 avril 1971. La procédure de conciliation engagée devant la commission nationale paritaire de conciliation s'est également soldée par un échec. Les parties ont alors demandé au ministre du travail, de l'emploi et de la population de désigner un médiateur. Par décision du 23 novembre 1971, celui-ci a chargé M. Ducoux de cette mission.

Le médiateur a rencontré d'abord séparément les parties intéressées auxquelles il a demandé de produire des mémoires contenant leurs observations. Ces mémoires ont été communiqués aux parties adverses.

Le 20 mars 1972, une réunion plénière comprenant toutes les parties intéressées s'est réunie sous la présidence du médiateur. Après un complet échange de vues, le médiateur a essayé de concilier les parties. Il a constaté l'échec. Ainsi, conformément aux prescriptions de l'article 15 de la loi du 11 février 1950, il soumet ci-dessous les propositions qui, selon lui, permettraient de régler les points en litige.

Le médiateur estime en premier lieu que le coefficient 2,60 adopté d'un commun accord à compter du 1^{er} avril 1970 doit constituer le point de départ d'une nouvelle révision des salaires.

Il tient cependant à constater que ce coefficient a conduit à fixer des salaires minimums à des taux assez bas à l'époque même où ils ont été établis, compte tenu notamment du fait que dans un nombre important de cas le salaire réel n'est pas supérieur au salaire minimum. En effet, avec ce coefficient, un préparateur 1^{er} échelon âgé d'au moins vingt et un ans et titulaire du brevet professionnel ou d'une autorisation d'exercer en tenant lieu gagne la somme mensuelle de 901,32 F pour un travail de quarante heures par semaine et un préparateur de 3^e échelon, qui, pour beaucoup

des agents de cette catégorie, est un échelon terminal, la somme mensuelle de 1.126,65 F. Certains préparateurs peuvent atteindre un salaire de 1.216,78 F et 1.351,98 F.

Il paraît dans ces circonstances qu'il est nécessaire, conformément d'ailleurs à la politique du Gouvernement qui préconise un relèvement plus substantiel des bas salaires, de procéder à un rattrapage pour rapprocher ce salaire minimum des salaires versés dans des branches professionnelles de la même nature.

En second lieu, le médiateur a constaté les hausses de salaires qui sont intervenues depuis le 1^{er} avril 1970 dans différentes branches d'activité ainsi que les hausses de prix résultant des indices officiels de l'institut national de la statistique. Il a estimé également que les salariés des officines de pharmacie avaient droit comme les autres salariés à une amélioration de leur pouvoir d'achat.

En troisième lieu, le médiateur a recherché si le secteur de l'activité nationale concernant les pharmacies d'officine pouvait permettre un relèvement sensible des salaires minimums. Il a constaté que les chiffres d'affaires des pharmacies d'officine, prises dans leur ensemble, étaient en augmentation sensible depuis 1970, même si cette augmentation a été moindre qu'elle ne l'a été il y a quelques années.

Compte tenu de tous ces éléments, auxquels il convient d'ajouter la considération selon laquelle les salaires minimums doivent tendre à se rapprocher des salaires réels, le médiateur estime qu'il convient de fixer un nouveau salaire de base à compter du 1^{er} avril 1972 à 3,25 F pour le coefficient 100. Ce coefficient devrait être adopté pour l'ensemble des pharmacies, et notamment pour les grandes pharmacies : les débats n'ont pas fait apparaître, en effet, que la situation de fait conduit à fixer un autre coefficient. Si les charges salariales sont plus lourdes en pourcentage dans ce type de pharmacie, cet accroissement de charges est en effet largement compensé par des avantages d'autre nature.

Fait à Paris, le 21 mars 1972.

J. DUCOUX.

Ministère de la santé publique et de la sécurité sociale.

**Avis de concours sur titres
pour le recrutement d'assistantes sociales départementales.**

Un concours sur titres est ouvert à la préfecture du Gers pour le recrutement de trois assistantes sociales départementales polyvalentes (échelle indiciaire brute 245-430).

Date limite de dépôt des candidatures : 15 juillet 1972.

Tous renseignements nécessaires pourront être fournis par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, cité administrative départementale, place de l'Ancien-Foirail, à Auch (Gers).

Avis relatif à l'agrément d'un accord de retraite.

En application de l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959, le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale a été saisi d'une demande tendant à l'agrément de l'accord du 24 mai 1972 modifiant l'avenant n° 1 du 13 octobre 1952 à la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

Cet accord a été signé par :

Le conseil national du patronat français,

D'une part, et

L'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C. G. T. ;
L'union confédérale des ingénieurs et cadres C. F. D. T. ;
La confédération générale des cadres C. G. C. ;
La fédération nationale des ingénieurs et cadres C. G. T. - F. O. ;
La fédération des syndicats chrétiens d'ingénieurs et cadres C. F. T. C.,

D'autre part.

Il peut en être pris connaissance au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris, où il a été déposé le 2 juin 1972 sous le numéro 5038.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959, l'agrément de l'accord du 24 mai 1972 par arrêté du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale et du ministre de l'économie et des finances aurait pour effet de rendre les dispositions de cet accord obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans son champ d'application professionnel et territorial.

Pendant un délai de quinze jours les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959 et de l'article 31 k du livre 1^{er} du code du travail, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'agrément envisagé.

Les communications à ce sujet doivent parvenir au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale (direction de la sécurité sociale, bureau V.4), 1, place de Fontenoy, Paris (7^e).

En outre, copie de ces communications devra être adressée au ministère de l'économie et des finances (secrétariat d'Etat au commerce, direction générale du commerce intérieur et des prix, service du marché intérieur, sous-direction Prix et revenus), 41, quai Branly, Paris (7^e).

INFORMATIONS

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

BILAN AU 31 DECEMBRE 1971

ACTIF		Francs.	PASSIF		Francs.
Caisse générale :			Consignations		1.529.842.583,34
Caisse	3.682.405,32		Dépôts divers.....		8.997.866.885,69
Compte courant Banque de France	774.503,30	163.799.184,03	Correspondants bancaires.....		118.040,97
Compte courant chèques postaux	14.326.015,14		Sociétés mutualistes.....		579.555.636,77
Chèques à l'encaissement.....	145.016.260,27		Fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne		2.314.563.498,77
Comptes courants :			Caisses d'épargne ordinaires.....		79.032.315.578,88
Au Trésor { Compte général.....	1.416.422.824,21		Epargne construction.....		1.088.175,93
Comptes spéciaux facultatifs	418.264.892,12	8.297.339.910,47	Epargne crédit.....		29.620.297,98
Comptes spéciaux obligatoires	6.098.521.834,29		Sécurité sociale (cotisations).....		7.603.248.456,86
Divers	364.130.359,85		Créditeurs divers :		
Valeurs à court terme :			Caisses de sécurité sociale et de mutualité sociale agricole	38.624.535,83	
Bons du Trésor	7.734.368.600 »	21.867.952.075,52	Services gérés.....	3.883.894.200,77	
Effets représentatifs de crédits à moyen terme.....	6.186.000.000 »		Divers L/c d'intérêts échus et exigibles	56.527.823,39	
Autres valeurs à court terme.....	7.947.583.475,52		Remboursements sur prêts effectués pour le compte de l'Etat	51.394.053,04	4.414.217.393,57
Rentes sur l'Etat et valeurs diverses :			Prélèvements divers pour le paiement d'impôts.....	2.374.560,11	
Fonds d'Etat.....	582.597.189,38		Produits de la déchéance trentenaire	590.925,46	
Obligations et actions de S. I. C. A. V	7.041.301.450,72	9.174.260.054,16	Produits attribués au Trésor....	250.000.000 »	
Actions	1.550.361.414,06		Divers	130.811.294,97	
Prêts			Emprunts		498.022.000 »
Annuités et semestrialités du Trésor	460.510.563,02		Comptes d'attente à régulariser.....		114.884.339,20
Avances au Trésor (H. L. M., C. I., Lois sociales)	1.567.819.448,07		Produits perçus d'avance.....		491.084.636,34
Prêts aux collectivités locales (prêts directs).....	31.259.149.149,81	64.948.746.382,25	Réserves :		
Prêts aux collectivités locales (loi du 24 juin 1950).....	23.930.367.049,26		Réserve générale.....	1.957.188.205,27	2.182.232.764,33
Prêts aux sociétés immobilières	2.716.086.712,96		Réserve de réévaluation.....	225.044.559,06	
Prêts aux sociétés d'aménagement et d'équipement du territoire	7.500.000 »	759.274.710,91	Provisions :		
Prêts à diverses sociétés.....	3.957.345.635,67		Provisions pour risques sur crédits à moyen et long terme	182.947.000 »	
Autres prêts.....	1.049.967.823,46		Provisions pour risques de mobilisation crédits à moyen terme	675.000 »	
Investissements immobiliers ;			Provisions pour créances douteuses	135.451.780,54	517.434.230,21
Réserves foncières.....	530.075.121,33		Provisions pour dépréciation des portefeuilles	112.898.062,70	
Immeubles locatifs.....	278.225.550,42		Provisions pour dépréciation des immobilisations	85.462.386,97	
A déduire : amortissements	82.286.196,34		Total du passif.....		108.306.094.518,84
Bâtiments administratifs.....	57.116.779,78				
A déduire : amortissements	23.856.544,28				
Frais acquisitions immobilisations terrains.....	340.313,27				
A déduire : amortissements	340.313,27				
Frais acquisitions immobilisations constructions.....	94.960,85				
A déduire : amortissements	94.960,85				
Participations	1.179.093.891,39	1.174.539.519,39			
A déduire : amortissements	4.554.372 »				
Avances contractuelles.....		1.134.283.234,61			
Debiteurs divers.....		658.013.006,74			
Comptes d'attente à régulariser.....		39.427.808,48			
Produits à recevoir.....		88.458.632,28			
Total de l'actif.....		108.306.094.518,84			

Paris, le 9 juin 1972.

Le directeur général,
Signé : MAURICE PÉROUSE.Pour copie certifiée conforme :
Le secrétaire général,
Signé : LOUIS TISSOT.Vu et vérifié
par le membre de la commission,
délégué.
Signé : ANDRÉ FAVIER.Vu et approuvé
par la commission de surveillance :
Le président,
Signé : CHRISTIAN BONNET.

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1971

ACTIF	PASSIF
Disponibilités 228.975.543,22	Engagements à vue..... 263.888.009,52
a) Billets et monnaies de la zone	a) Billets et monnaies métalliques en circulation (2):
franc 179.797,33	Billets 231.021.194,87
b) Correspondants 14.543,01	Monnaies métalliques..... 10.854.829,54
c) Trésor public..... 228.781.202,88	b) Comptes courants créditeurs.. 20.935.579,39
Compte d'opérations 228.781.129,95	c) Transferts à régler..... 1.076.405,72
Comptables du Trésor public 72,93	
Effets et avances à court terme..... 15.945.654,45	Règlements à effectuer au Trésor public..... 5.011.376,75
Effets escomptés..... 11.820.654,45	Comptes d'ordre et divers..... 6.249.873,72
Avances à court terme..... 4.125.000	Réserve obligatoire..... 1.183.204,87
Effets représentatifs de crédits à moyen terme (1). 29.857.914,57	Dotation 3.000.000
Comptes d'ordre et divers..... 884.995,62	F 279.332.464,86
Matériel d'émission..... 3.668.357	
F 279.332.464,86	
Certifié conforme aux écritures :	
(1) Engagements de mobilisation de crédits à moyen terme F 130.530.000	Le directeur général, A. POSTEL-VINAY.
(2) Par territoire, en monnaie locale :	
Billets Monnaies métalliques	
Polynésie française... F C. F. P. 1.541.052.165 82.575.121	
Nouvelle-Calédonie ... F C. F. P. 2.440.562.715 89.073.368	
Condominium des Nouvelles-Hébrides F N. H. 194.462.650 22.855.154	

SITUATION AU 31 JANVIER 1972

ACTIF	PASSIF
Disponibilités 216.714.740,53	Engagements à vue..... 251.216.125,25
a) Billets et monnaies de la zone	a) Billets et monnaies métalliques en circulation (2):
franc 116.652,33	Billets 220.501.108,10
b) Correspondants 21.819,49	Monnaies métalliques..... 11.012.113,46
c) Trésor public..... 216.576.268,71	b) Comptes courants créditeurs.. 18.843.816,14
Compte d'opérations 216.574.891,62	c) Transferts à régler..... 859.087,55
Comptables du Trésor public 1.377,09	
Effets à court terme escomptés..... 11.820.132,06	Règlements à effectuer au Trésor public..... 5.011.376,75
Effets représentatifs de crédits à moyen terme (1). 32.320.532,09	Comptes d'ordre et divers..... 7.225.211,72
Comptes d'ordre et divers..... 3.112.156,91	Réserve obligatoire..... 1.183.204,87
Matériel d'émission..... 3.668.357	Dotation 3.000.000
F 267.635.918,59	F 267.635.918,59
Certifié conforme aux écritures :	
(1) Engagements de mobilisation de crédits à moyen terme F 137.520.000	Le directeur général, A. POSTEL-VINAY.
(2) Par territoire, en monnaie locale :	
Billets Monnaies métalliques	
Polynésie française... F C. F. P. 1.455.567.785 82.544.223	
Nouvelle-Calédonie ... F C. F. P. 2.341.576.925 90.430.072	
Condominium des Nouvelles-Hébrides F N. H. 188.414.530 24.218.622	

ASSOCIATIONS

(Loi du 1^{er} juillet 1901.)

(Les déclarations d'association sont reçues par les services préfectoraux qui assurent leur transmission à la Direction des Journaux officiels.)

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

01 - AIN

15 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Belley. L'Association des parents d'élèves du C.E.S. Paul-Claudé de Lagnieu change son titre, qui devient : **Association des parents d'élèves du C.E.S. Paul-Claudé et des établissements d'enseignement publics du secteur scolaire de Lagnieu**, et modifie son objet par l'extension de ses activités à tous les établissements d'enseignement publics primaire et secondaire du secteur scolaire de Lagnieu. Siège social : C.E.S. Paul-Claudé, 01150 Lagnieu.

05 - HAUTES-ALPES

16 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Briançon. L'Association sportive rochonnaise transfère son siège social de l'hôtel du Lac, La Roche-de-Rame, au bar Central, La Roche-de-Rame.

08 - ARDENNES

15 juin 1972. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **Club omnisports fumacien, section Volley-ball**. Objet : enseignement et pratique du volley-ball. Siège social : gymnase, quartier du Bel-Air, Fumay.

15 juin 1972. Déclaration à la préfecture des Ardennes. L'Association sportive Mohon-Montjoly de Charleville-Mézières change son titre, qui devient : **Entente sportive de Charleville-Mézières, section Football**. Siège social : hôtel de ville de Charleville-Mézières.

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Rethel. **Association sportive Sport et Loisir de Chaumont-Porcien**. Objet : association sans but lucratif ayant pour but le développement du sport et de l'esprit sportif dans la région de Chaumont-Porcien. Siège social : mairie de Chaumont-Porcien.

11 - AUDE

2 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Narbonne. **Amicale H.L.M. des locataires des quatre tours, 2, boulevard de l'Avenir, Port-la-Nouvelle**. Objet : défendre les intérêts des locataires, tant matériels (loyer, habitabilité, équipement) que moraux (sécurité de la famille). Siège social : mairie de Port-la-Nouvelle.

12 - AVEYRON

19 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche-de-Rouergue. **Conseil des parents d'élèves des écoles publiques de Sonnac**. Objet : défense des intérêts matériels et moraux des écoles publiques laïques ; création de liens de camaraderie entre ses membres ; réalisations péri ou postscolaires ; documentation populaire ; orientation de l'enfant. Siège social : école publique de Sonnac.

16 - CHARENTE

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Comité des fêtes de Cellettes**. Objet : organiser des fêtes de tous genres (kermesses, courses, etc.) afin d'inciter les jeunes à se regrouper. Siège social : mairie de Cellettes.

17 - CHARENTE-MARITIME

20 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. **Association familiale rurale d'Aulnay de Saintonge**. Objet : étude, défense et représentation des droits et des intérêts moraux et matériels des familles rurales ; création de tous services susceptibles de les aider à remplir efficacement leur mission. Siège social : mairie d'Aulnay.

21 - CÔTE-D'OR

12 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Comité de la Saint-Vincent tournante**. Objet : organisation des fêtes folkloriques, religieuses, populaires et publicitaires dites Saint-Vincent tournante, à Morey-Saint-Denis, le samedi 27 janvier 1973. Siège social : mairie de Morey-Saint-Denis.

12 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Amicale du collège d'enseignement secondaire Epirey**. Objet : développer les relations amicales entre les membres du collège d'enseignement secondaire Epirey. Siège social : collège d'enseignement secondaire Epirey, boulevard Champollion, Dijon.

13 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Cercle philosophique et culturel Solidarité et Progrès**. Objet : recherche de la vérité ; étude de la morale ; pratique de la solidarité ; amélioration matérielle et morale, perfectionnement intellectuel et social de l'humanité ; diffusion des idées laïques. Siège social : 11 bis, rue des Fleurs, Dijon.

14 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Ecole de cyclisme**. Objet : assurer la formation physique et sportive des moins de vingt ans, leur initiation et leur perfectionnement au sport cycliste par un entraînement permanent dirigé par un éducateur qualifié et éprouvé. Siège social : vélodrome de Dijon, rue du Stade, Dijon.

14 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. L'association **Spéléo-Club de Dijon** transfère son siège social du 4, rue des Argentières, Dijon, aux 28-30, rue Jules-d'Arbaumont, Dijon.

15 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. L'association Œuvre des pupilles de l'école publique de la Côte-d'Or change son titre, qui devient : **Œuvre des pupilles de l'enseignement public de la Côte-d'Or**. Siège social : inspection académique de la Côte-d'Or, Dijon.

16 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. L'Association des parents d'élèves de l'école Saint-François-de-Sales change son titre, qui devient : **Association des parents d'élèves de l'école privée Saint-François-de-Sales (type C.E.S.)**. Siège social : 95, rue de Talant, Dijon.

18 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Cercle philosophique et culturel Union et Fraternité**. Objet : recherche de la vérité et pratique de la solidarité. Siège social : 11 bis, rue des Fleurs, Dijon.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Club sportif de la Société anonyme de fabrication de Genlis**. Objet : pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social : Société anonyme de fabrication, route de Labergement, Genlis.

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Centre d'accueil, de création artisanale et d'animation culturelle Grivel**. Objet : accueillir des personnes isolées ou en groupe ; créer et animer un centre d'éducation populaire, de création artisanale. Siège social : Association Grivel, 33, rue de la Préfecture, Dijon.

22 - CÔTES-DU-NORD

3 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lannion. **Comité de la presqu'île de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie**. Objet : entretenir et renforcer les liens de camaraderie et de solidarité entre les anciens mobilisés en Algérie, Maroc et Tunisie. Siège social : mairie de Pleubian.

23 - CREUSE

13 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture d'Aubusson. **Association communale de chasse agréée de Gioux**. Objet : favoriser le développement du gibier, la destruction des animaux nuisibles, la répression du braconnage et l'éducation cynégétique de ses membres dans le respect des propriétés et des récoltes. Siège social : mairie de Gioux.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Creuse. **Comité départemental de la Creuse de judo et disciplines associées**. Objet : développer et organiser le judo et les disciplines associées dans le département de la Creuse sous l'autorité et le contrôle de la Fédération française de judo et disciplines associées. Siège social : maison des jeunes et de la culture, Guéret.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Creuse. **Association communale de chasse agréée de Chambon-Sainte-Croix**. Objet : favoriser sur son territoire, dans le respect des propriétés et des récoltes, la répression du braconnage, la destruction des nuisibles, l'éducation cynégétique de ses membres et, en général, assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre aux chasseurs un meilleur exercice de ce sport. Siège social : mairie de Chambon-Sainte-Croix, par Bonnat.

30 - GARD

21 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture du Vigan. **L'association Le Pied de Valleraugue** transfère son siège social de la mairie de Valleraugue au restaurant du Petit Luxembourg, Valleraugue.

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture d'Alès. **Groupe de chasseurs de sangliers Cèze-Auzonnet**. Objet : faciliter la pratique de la chasse et repeupler les terrains du groupement en sangliers. Siège social : café Justet, Saint-Florent-sur-Auzonnet.

23 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture d'Alès. **Association sportive, C.E.S. Diderot, Alès**. Objet : favoriser et organiser la pratique des sports. Siège social : C.E.S. Diderot, Prés Saint-Jean, Alès.

31 - HAUTE-GARONNE

16 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Association communale de chasse agréée de Corronsac**. Objet : favoriser sur son territoire l'éducation cynégétique de ses membres et l'organisation technique de la chasse pour permettre à ses membres un meilleur exercice de ce sport. Siège social : mairie de Corronsac.

18 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Association communale de chasse agréée de Saint-Jean**. Objet : favoriser sur le territoire, dans le respect des propriétés et des récoltes, la répression du braconnage, l'éducation cynégétique de ses membres et, en général, assurer une meilleure organisation technique de la chasse. Siège social : mairie de Saint-Jean.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Association communale de chasse agréée de Clermont-le-Fort**. Objet : favoriser, dans le respect des cultures et des récoltes, l'éducation cynégétique de ses membres et assurer une meilleure organisation de la chasse. Siège social : mairie de Clermont-le-Fort.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Association communale de chasse agréée de Cadours**. Objet : favoriser sur son territoire, dans le respect des propriétés et des récoltes, la répression du braconnage, l'éducation cynégétique de ses membres et, en général, assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre aux chasseurs un meilleur exercice de ce sport. Siège social : foyer communal de Cadours.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Association sportive Bernard Pagès**. Objet : pratique des exercices physiques et notamment du football. Siège social : Etablissements Bernard Pagès, rue Claude-Gonin, Toulouse.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Centre d'accueil, centre aéré de Saint-Ferréol-Revel**. Objet : gestion du centre d'accueil et du centre aéré. Siège social : au centre d'accueil, centre aéré, Saint-Ferréol, par Revel.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Comité des fêtes de Mondonville**. Objet : organiser bénévolement les fêtes de la commune, avec l'aide de sa population, pour le profit et le plaisir de tous. Siège social : mairie de Mondonville.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Olympique Saint-Georges**. Objet : pratique de la culture physique et plus spécialement du football. Siège social : Brunet Bar, rue Boulbonne, Toulouse.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Garonne. **Union générale des étudiants toulousains**. Objet : faire prendre conscience aux étudiants de leurs droits et de leurs devoirs ; elle adhère à l'Union nationale des étudiants de France. Siège social : chez M. Soula, 71, rue Louis-Vitet, Toulouse.

32 - GERS

4 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Gers. **Association des chasseurs et propriétaires de Castillon-Debats**. Objet : mise en commun des droits de chasse, en faciliter la pratique ; favoriser le repeuplement en gibier par la répression du braconnage et la destruction des nuisibles. Siège social : mairie de Castillon-Debats.

12 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Gers. **Amicale Maquis de Meilhan et bataillon Raynaud**. Objet : perpétuer le souvenir et honorer la mémoire des morts du combat de Meilhan ; rassembler et entourer leurs familles ; regrouper les anciens du maquis de Meilhan et du bataillon Raynaud. Siège social : mairie de Simorre.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Gers. **Foyer de jeunes et d'éducation populaire**. Objet : développer les activités sportives, artistiques et culturelles ; susciter des liens d'amitié entre ses membres ; organisation de fêtes, bals et voyages. Siège social : mairie de Montégut.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Gers. **Cercle d'informations agricoles des femmes de planteurs de tabac des coteaux du Gers, Gimont et Samatan**. Objet : améliorer le niveau économique et social des exploitations de ses adhérents et contribuer à l'amélioration de la situation économique des exploitations agricoles de son rayon d'action. Siège social : 108, rue Nationale, 32200 Gimont.

36 - INDRE

15 juin 1972. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Association pour la formation et l'enseignement professionnels de Buzançais**. Objet : soutenir ou organiser les actions de formation et d'enseignement professionnels et continus du secteur de Buzançais. Siège social : mairie de Buzançais.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Comité sportif du Fontchoir**. Additif à l'objet : création d'une section de plongée sous-marine affiliée à la F.F.E.S.S.M. Transfert du siège social du 22, rue Frédéric-Chopin, Châteauroux, au 9, rue Fontaine-Saint-Germain, Châteauroux.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de l'Indre. **Amicale des donneurs de sang bénévoles de La Vernelle-Fontguenand**. Objet : grouper tous les donneurs de sang bénévoles, conserver les liens de camaraderie, les réunir, les encourager, les aider moralement et matériellement. Siège social : mairie de La Vernelle.

42 - LOIRE

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Association immobilière paroissiale de Boën**. Objet : gestion de tous immeubles lui appartenant et accessoirement toutes opérations s'y rattachant, ceci afin de les mettre à la disposition d'organismes à but charitable, éducatif, social, culturel, culturel ou sanitaire. Siège social : rue d'Alsace-Lorraine, 42130 Boën.

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Association immobilière forézienne**. Objet : faciliter le fonctionnement matériel des œuvres et organismes exerçant une activité philanthropique, religieuse, charitable, éducative, sociale, sanitaire, culturelle et culturelle en mettant à leur disposition les immeubles nécessaires. Siège social : immeuble Le Forez, 22, rue de la République, 42110 Feurs.

43 - HAUTE-LOIRE

16 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. **Association sportive de Saint-Martin-de-Fugères**. Objet : développer la pratique du sport ; occuper les loisirs des jeunes. Siège social : salle des réunions, mairie de Saint-Martin-de-Fugères.

47 - LOT-ET-GARONNE

20 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. **Union sportive puymiclanaise**. Objet : pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social : café de l'Hermitage, Puymiclan.

20 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Marmande. **Comité des fêtes de Lapassère**. Objet : organisation d'une fête annuelle dans le quartier de Lapassère. Siège social : chez M. Monpoullan (Gilles), aux Dames, Le Mas-d'Agénais.

23 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Lot-et-Garonne. **L'Association d'éducation populaire de l'orphelinat, 9, rue de Belfort, et 18, rue des Autas, Agen, change son titre, qui devient : Association sociale et éducative de la Miséricorde**, et modifie son objet, qui devient : favoriser le plein épanouissement de la personnalité de l'enfant, de l'adolescent en danger moral ou physique ayant de graves difficultés en même temps que son insertion ou sa réinsertion sociale. Siège social : 18, rue des Autas, Agen.

52 - HAUTE-MARNE

23 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Dizier. **Groupe des libres penseurs de Saint-Dizier et des environs**. Objet : développer le refus du dogme, l'esprit de libre examen et de tolérance. Siège social : 94 bis, rue François-1^{er}, Saint-Dizier.

53 - MAYENNE

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Amicale des anciens du 38^e régiment d'instruction des transmissions**. Objet : permettre aux anciens de resserrer les liens qui les unissent, de s'entraider et de participer aux activités de leur ancien régiment. Siège social : caserne Corbineau, Laval.

54 - MEURTHE-ET-MOSELLE

16 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. L'association A.C.T.I.F. - Est (Association des cadres techniques des installations fixes de la S.N.C.F.) change son titre, qui devient : **A.C.T.I.F. - Est (Association des cadres techniques des installations ferroviaires du réseau Est de la S.N.C.F.)**. Siège social : 1, square Saint-Livier, Saint-Max.

17 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. **Football-Club de Laneuveville-aux-Bois**. Objet : pratique de l'éducation physique et des sports, entre autres du football, et susciter des liens d'amitié entre ses membres. Siège social : Laneuveville-aux-Bois.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Association communale de chasse agréée de Diarville**. Objet : favoriser sur son territoire, dans le respect des biens, des propriétés et des récoltes, la répression du braconnage, l'éducation cynégétique de ses membres et, en général, assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre aux chasseurs un meilleur exercice de ce sport. Siège social : mairie de Diarville.

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **L'Association des cours professionnels pour les préparateurs en pharmacie de l'académie de Nancy** transfère son siège social du 55, rue des Dominicains, Nancy, au 193, rue Gabriel-Moulleron, Nancy.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Action et Recherche**. Objet : programme d'action et recherche visant à illustrer et défendre les problèmes liés à la vie sexuelle et conjugale de l'étudiant. Siège social : cité universitaire de Boudonville, 61, rue de Boudonville, Nancy.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Association des loisirs de Lemainville**. Objet : animer, occuper et distraire la jeunesse de la localité tant du point de vue sportif que culturel. Siège social : mairie de Lemainville.

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Association sportive François**. Objet : développer la pratique des sports et susciter des liens d'amitié entre ses membres. Siège social : quai Saint-Georges, Nancy.

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Association des parents d'élèves des établissements d'enseignement public de Saint-Max-Dommartemont**. Objet : contribuer au maintien des principes laïques de neutralité scolaire, d'objectivité et de tolérance sur lesquels repose l'enseignement public. Siège social : chez Mme Morel (Mauricette), 22, rue de Jolimont, Malzéville.

22 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Groupe de Lorraine des ingénieurs diplômés de l'enseignement supérieur agronomique**. Objet : développer entre ses membres des relations de camaraderie et, en liaison avec les associations nationales (U.N.I.E.N.S.A. ou amicales d'écoles), défendre leurs intérêts professionnels, leur permettre l'entraide mutuelle, faciliter leur placement et l'amélioration de leur situation ; coopérer à toutes études et interventions favorables à l'avenir matériel et moral des ingénieurs. Siège social : 6, rue des Michottes, Nancy.

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. **Association communale de chasse agréée de Saint-Boingt**. Objet : organisation de la chasse ; répression du braconnage et destruction des nuisibles. Siège social : mairie de Saint-Boingt.

22 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. La **Société communale de chasse La Saint-Hubert, Saint-Boingt**, décide sa dissolution. Siège social : au domicile du président, M. Lamy (Fernand), Saint-Boingt.

58 - NIÈVRE

3 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Cosne-sur-Loire. **Comité des fêtes de Vielmanay**. Objet : organiser des fêtes dont le bénéfice sera versé au profit de toute œuvre communale. Siège social : mairie de Vielmanay.

60 - OISE

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **Association des fêtes municipales de Liencourt-Saint-Pierre**. Objet : organisation de bals, prix, récompenses et fêtes diverses. Siège social : mairie de Liencourt-Saint-Pierre.

61 - ORNE

14 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. **Association sportive Profilorn**. Objet : développer la pratique des sports au sein de l'entreprise. Siège social : usine Profilorn, Sainte-Gauburge.

62 - PAS-DE-CALAIS

14 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Comité de Vimy de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (Maroc et Tunisie)**. Objet : entretenir et renforcer les liens de camaraderie entre les anciens mobilisés en Algérie, Maroc et Tunisie ; sauvegarder leurs droits moraux et matériels ; œuvrer pour la paix. Siège social : mairie de Vimy.

20 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Amicale des Pieds-Noirs du Boulonnais**. Objet : resserrer les liens d'amitié entre les citoyens français nés en Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie) ; organiser des repas et sorties en commun ; porter assistance, dans la mesure de ses droits et de ses possibilités, aux camarades malheureux, à leurs veuves ou à leurs orphelins. Siège social : 39-41, rue François-Appert, Boulogne-sur-Mer.

20 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lens. **L'Association colombophile des mines Hénin-Beaumont** transfère son siège social du café Messe (Albert), 8, rue Voltaire, Hénin-Beaumont, au café Delecour (Joseph), dit café de la Barrière, 454, boulevard Gabriel-Péri, Hénin-Beaumont.

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **Comité de défense des locataires de la résidence H.L.M. des 4 As à Achicourt**. Objet : organiser la défense des intérêts des locataires sur toutes les questions concernant le problème de l'habitat et de l'urbanisme (défense du foyer, sécurité de la famille, santé publique, prix des loyers et prestations, équipements énergétiques, échanges, créations d'œuvres sociales, terrains de jeux, fêtes, activités culturelles, artistiques, sportives, éducatives). Siège social : chez le président, M. Francis Plet, 406 bâtiment K, place de Rouen, Achicourt.

21 juin 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Lens. **Association des équipes de secours de la protection civile de Bully-les-Mines**. Objet : assurer le recrutement, la formation de secouristes, l'organisation de conférences, réunions, démonstrations en vue d'informer le public ; perfectionnement des secouristes par des recyclages réguliers, création de postes de secours et entraînement d'équipes de secouristes actifs ainsi que la meilleure diffusion possible du secourisme, de la sécurité et de la prévention. Siège social : salle du 8-Mai, mairie de Bully-les-Mines.

75 - PARIS

5 juin 1972. Déclaration à la préfecture de police. **Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (A.S.T.I.) de Paris-Centre**. Objet : promotion et loisirs des immigrés et de leurs familles avec leur collaboration. Siège social : 9, rue Greneta, Paris (3^e).

5 juin 1972. Déclaration à la préfecture de police. **Centres d'initiation de spécialités sportives (C.I.S.S.)**. Objet : faciliter à ses membres la pratique de spécialités sportives et l'exercice d'activités de plein air tant à l'occasion des week-ends que durant les vacances et leur fournir tous moyens pour les réaliser. Siège social : 33, rue des Grands-Champs, Paris (20^e).

77 - SEINE-ET-MARNE

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. Le **Cercle universitaire féminin à Fontainebleau** transfère son siège social du 35, rue Saint-Honoré, Fontainebleau, à la route Hurtault, Fontainebleau.

95 - VAL-D'OISE

21 juin 1972. Déclaration à la préfecture du Val-d'Oise. **Les Amis d'Epiais-Rhus**. Objet : promouvoir toutes actions tendant à l'amélioration des conditions de vie des habitants et à la sauvegarde, à la protection du site, du milieu et de l'environnement, à l'organisation de fêtes ou manifestations artistiques, culturelles, folkloriques ou sportives ; informer ses adhérents et le public dans les domaines ci-dessus et adhérer à d'autres associations poursuivant les mêmes buts. Siège social : La Butte, Epiais-Rhus.

974 - RÉUNION

19 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Réunion. **Association paroissiale de Notre-Dame de la Source**. Objet : rechercher toute action capable d'intensifier la vie spirituelle, culturelle et sociale de la paroisse. Siège social : 34, rue de la Source, Saint-Denis.

20 juin 1972. Déclaration à la préfecture de la Réunion. La **Fédération des maisons des jeunes et de la culture de la Réunion** transfère son siège social du 6, rue Monseigneur-de-Beaumont, Saint-Denis, au 12, rue Gibert-des-Molières, Saint-Denis.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES

A LA SOCIÉTÉ POUR LA PUBLICITÉ DANS LES JOURNAUX OFFICIELS, 26, RUE FEYDEAU, PARIS (2^e)
(Société filiale de l'Agence Havas.)

Téléphone : 231 - 18 - 72

C. C. P. : 24.185.98, Paris

(L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.)

TIRAGES FINANCIERS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 52.400.000 F

SIÈGE SOCIAL : 56, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS (8^e)

R. C. : Paris n° 54-B 4990.

I. N. S. E. E. : n° 340.75.108.0.024 D.

Obligations 4 % de 100 F (émission 1946).

Liste numérique des 728 obligations 4 % 1946 sorties au tirage du 20 juin 1972.

4.636 à 4.641	8.587 à 8.590	9.166 et 9.167	10.407
4.646	8.592 et 8.593	9.175 et 9.176	10.410 et 10.411
4.648 à 4.650	8.606 à 8.610	9.195 à 9.197	10.433
4.654	8.618	9.213 et 9.214	10.438 à 10.440
4.657	8.624 et 8.625	9.217 et 9.218	10.444 à 10.446
4.669 à 4.683	8.651	9.224 à 9.226	10.449
4.715 à 4.720	8.664 et 8.665	9.255 et 9.256	10.453 et 10.454
4.727 à 4.732	8.690 et 8.691	9.278 à 9.283	10.467 à 10.470
4.736 à 4.740	8.700	9.286 à 9.288	10.473 et 10.474
4.745 et 4.746	8.713 et 8.714	9.290 à 9.293	10.501 à 10.504
4.749 à 4.754	8.718 à 8.721	9.309	10.510 et 10.511
4.758 et 4.759	8.726 à 8.728	9.315	10.532
4.773 à 4.779	8.730	9.319 à 9.321	10.535 à 10.537
4.784 à 4.786	8.736	9.955 à 9.957	10.545
4.790 à 4.792	8.748	9.961	10.549 et 10.550
4.794 à 4.796	8.753 et 8.754	9.966	10.552
4.799 à 4.803	8.761 à 8.765	9.972 à 9.980	10.577
4.805 à 4.808	8.769 à 8.771	9.986 et 9.987	10.588 à 10.592
4.818 à 4.825	8.774	9.996 à 9.999	10.604 et 10.605
4.827 à 4.836	8.781	10.008 et 10.009	10.609 à 10.619
4.843 à 4.848	8.784 à 8.787	10.012	10.634 à 10.639
4.855 à 4.860	8.790 à 8.792	10.020 et 10.021	10.662
4.867 à 4.871	8.795 et 8.796	10.029	10.669
4.877 et 4.878	8.799 à 8.802	10.050 à 10.052	10.671
4.884 à 4.894	8.809	10.058 à 10.061	10.674
4.913 à 4.917	8.813	10.067 à 10.069	10.678 à 10.680
4.920 à 4.922	8.821	10.085 à 10.093	10.686 à 10.688
6.062 à 6.065	8.828	10.095	10.697 et 10.698
6.075 et 6.076	8.830	10.101 à 10.108	10.704
6.082 et 6.083	8.835 à 8.839	10.110 et 10.111	10.744 à 10.748
6.099 et 6.100	8.841 et 8.842	10.123 et 10.124	10.758 et 10.759
6.106 à 6.108	8.872 à 8.876	10.156 et 10.157	10.767
6.112 à 6.115	8.899	10.160	10.776 à 10.788
6.127 à 6.129	8.903 à 8.907	10.171	10.797
6.138 et 6.139	8.917	10.176	10.802 à 10.806
6.151	8.926 à 8.929	10.182 à 10.184	10.812
6.155 et 6.156	8.939	10.191 à 10.198	10.815
6.164 à 6.166	8.946 à 8.949	10.210 à 10.212	10.820
8.408 à 8.416	8.955	10.217	10.831 à 10.833
8.422 à 8.424	8.972 à 8.974	10.225 à 10.234	10.838
8.435 et 8.436	8.984 à 8.988	10.260 à 10.263	11.963 à 11.965
8.438 et 8.439	9.003 et 9.004	10.265 à 10.275	11.974 à 11.976
8.452	9.007	10.281 à 10.283	11.982 à 11.986
8.464 et 8.465	9.011 et 9.012	10.285 à 10.289	11.991 à 11.999
8.468 et 8.469	9.017 à 9.022	10.295 à 10.305	12.006 à 12.010
8.475 à 8.480	9.024	10.309	12.012 à 12.014
8.483 et 8.484	9.026 à 9.040	10.316 à 10.325	12.026
8.490 à 8.492	9.048	10.340 à 10.342	12.045 à 12.049
8.500 à 8.504	9.059 et 9.060	10.346	12.052
8.508	9.065	10.352	12.056
8.532 et 8.533	9.076 et 9.077	10.364 à 10.367	12.062 et 12.063
8.541	9.102 à 9.113	10.371 à 10.374	12.077
8.545 à 8.548	9.121	10.377	12.084 à 12.089
8.552	9.123	10.379 à 10.382	12.098
8.559 et 8.560	9.128	10.390 à 10.392	12.100
8.563	9.131	10.395 à 10.398	12.103
8.569	9.136	10.400	12.108 à 12.114
8.581 à 8.585	9.163 et 9.164	10.404 et 10.405	12.118 à 12.122

Ces obligations seront remboursables à partir du 15 août 1972 à 100 F, coupon du 15 août 1973 attaché, aux caisses suivantes :

Crédit lyonnais ;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ;
Banque nationale de Paris ;
Crédit commercial de France ;
Electro banque.

La société a racheté 40 titres pour compléter cet amortissement.

Le montant du remboursement se décompose comme suit : prix d'émission, 96,75 F ; prime de remboursement, 3,25 F.

Liste numérique des obligations 4 % 1946 sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
1.535	1966	3.834	1971
1.689	1966	3.846 et 3.847	1971
1.721	1966	3.852	1971
1.789	1966	3.885 à 3.887	1971
1.816	1966	3.890 à 3.892	1971
1.886 à 1.888	1966	3.945	1971
2.411 à 2.413	1963	3.953 à 3.955	1971
2.448 à 2.451	1963	3.974	1971
2.499 et 2.500	1963	3.979	1971
2.513	1963	3.985	1971
2.555	1963	3.990	1971
2.586	1963	3.992 et 3.993	1971
2.730 et 2.731	1971	4.001 à 4.004	1971
2.738 à 2.742	1971	4.036 et 4.037	1971
2.748 et 2.749	1971	4.046 et 4.047	1971
2.801	1971	4.073 et 4.074	1971
2.803 à 2.806	1971	4.082	1971
2.819	1971	4.108 et 4.109	1971
2.832 à 2.843	1971	4.190	1971
2.875 à 2.884	1971	4.196	1971
2.892 et 2.893	1971	4.208 et 4.209	1971
2.949 et 2.950	1971	4.216	1971
2.963	1971	4.221 à 4.227	1971
2.988 et 2.989	1971	4.232 à 4.237	1971
3.020 à 3.025	1971	4.243 et 4.244	1971
3.041 à 3.045	1971	4.260 et 4.261	1971
3.088	1971	4.301	1971
3.092 et 3.093	1971	4.306 à 4.311	1971
3.111 et 3.112	1971	4.341 et 4.342	1971
3.126	1971	4.345 et 4.346	1971
3.146 à 3.148	1971	4.348	1971
3.181 et 3.182	1971	4.360	1971
3.199 à 3.201	1971	4.371 et 4.372	1971
3.220 à 3.225	1971	4.378 à 4.388	1971
3.268	1971	4.402	1971
3.270	1971	4.404 à 4.410	1971
3.300 et 3.301	1971	4.412	1971
3.317 et 3.318	1971	4.447 et 4.448	1971
3.325	1971	4.484	1971
3.330	1971	4.487	1971
3.356	1971	4.505	1971
3.456 et 3.457	1971	4.509 et 4.510	1971
3.465 et 3.466	1971	4.517 à 4.521	1971
3.521 à 3.525	1971	4.572 à 4.574	1971
3.561 et 3.562	1971	4.604 à 4.607	1971
3.665	1971	4.622 à 4.629	1971
3.677	1971	4.934 et 4.935	1968
3.686 à 3.689	1971	4.979	1968
3.713	1971	5.034 et 5.035	1968
3.717	1971	5.059	1968
3.735 et 3.736	1971	5.133	1968
3.739 et 3.740	1971	5.160	1968
3.777	1971	5.285	1968
3.816 et 3.817	1971	5.348	1968

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
5.572	1968	8.236 à 8.241	1970
5.700 à 5.703	1968	8.282	1970
5.882 à 5.884	1968	8.289 et 8.290	1970
5.969	1968	8.298	1970
6.175	1970	8.358 et 8.359	1970
6.189 et 6.190	1970	8.362	1970
6.193	1970	8.399	1970
6.195 et 6.196	1970	8.407	1970
6.206	1970	9.863	1964
6.209 à 6.211	1970	9.866	1964
6.213 et 6.214	1970	11.004	1967
6.216	1970	11.078 à 11.080	1967
6.226	1970	11.184 et 11.185	1967
6.245	1970	11.676 et 11.677	1967
6.334 à 6.337	1970	11.793	1967
6.342	1970	12.572	1965
6.531 et 6.532	1970	12.633 et 12.634	1965
6.565	1970	13.104 et 13.105	1969
6.580	1970	13.155 et 13.156	1969
6.642	1970	13.177	1969
6.646	1970	13.200 à 13.202	1969
6.661 à 6.665	1970	13.286 et 13.287	1969
6.745 et 6.746	1970	13.292 et 13.293	1969
6.873	1970	13.327	1969
6.966 à 6.968	1970	13.369	1969
7.006 et 7.007	1970	13.428	1969
7.014	1970	13.435	1969
7.029	1970	13.471	1969
7.116	1970	13.489 et 13.490	1969
7.188	1970	13.577	1969
7.193 à 7.197	1970	13.597	1969
7.202	1970	13.638 à 13.641	1969
7.219 et 7.220	1970	13.718	1969
7.337	1970	13.887	1969
7.364	1970	13.896 à 13.900	1969
7.369	1970	13.903	1969
7.383	1970	13.919	1969
7.387	1970	13.950	1969
7.423 à 7.425	1970	13.980	1969
7.481	1970	13.990 et 13.991	1969
7.523	1970	13.999 à 14.001	1969
7.570	1970	14.004	1969
7.751	1970	14.227 et 14.228	1969
7.762	1970	14.390	1969
8.169	1970	14.417	1969
8.180	1970	14.515 à 14.519	1969

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DU PONT DE SAINT-NAZAIRE - SAINT-BREVIN

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 25.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL :

2, RUE VINCENT-AURIOL, SAINT-NAZAIRE (LOIRE-ATLANTIQUE)
R. C. : Saint-Nazaire n° 71-B 67.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

de l'emprunt 8 % 1972 de 100.000.000 de francs nominal, représenté par 100.000 obligations de 1.000 F nominal, amortissables en 15 ans au maximum, à compter du 5 juin 1977, sur la base d'un remboursement progressif, au pair, à raison de : 2 % du montant de l'émission pendant cinq ans ; 5 % du montant de l'émission pendant quatre ans ; 10 % du montant de l'émission pendant quatre ans et 15 % du montant de l'émission pendant deux ans.

NUMÉRO d'ordre de l'échéance.	DATE DE L'ÉCHÉANCE	NOMBRE de titres à amortir.
1	5 juin 1978	2.000
2	— 1979	2.000
3	— 1980	2.000
4	— 1981	2.000
5	— 1982	2.000
6	— 1983	5.000
7	— 1984	5.000
8	— 1985	5.000
9	— 1986	5.000
10	— 1987	10.000
11	— 1988	10.000
12	— 1989	10.000
13	— 1990	10.000
14	— 1991	15.000
15	— 1992	15.000
Total		100.000

GROUPEMENT POUR LA RECONSTITUTION DU PATRIMOINE NATIONAL

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL ET PERSONNEL VARIABLES

SIÈGE SOCIAL : 8, RUE LAMENNAIS, PARIS (8°)

R. C. : Paris n° 375.881 B.

Emprunts unifiés 4 3/4 % août 1955-1957-1958.

Dix-septième amortissement.

1° 19.797 titres ont été rachetés en Bourse ;
2° 39.594 titres ont été amortis par tirage au sort le 2 juin 1972. Ils seront remboursables à partir du 1^{er} août 1972, coupon n° 18 attaché, à 100 F net, et ne porteront plus intérêt à partir de cette date.

Ces titres sont compris dans les séries ci-dessous :

524.717 à 553.251 — 556.401 à 557.725 — 576.236 à 576.605
599.294 à 633.451

Celles-ci portent sur un nombre d'obligations supérieur à celui des obligations amorties par tirage au sort, car elles comprennent des obligations amorties par voie de rachats en Bourse.

Il reste encore quelques titres à rembourser dans les séries amorties au tirage de 1971, à savoir :

190.990 à 191.531 — 240.790 à 274.066 — 288.577 à 304.307
335.704 à 351.425

PIERREFITTE - AUBY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 168.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 4, AVENUE VELASQUEZ, PARIS (8°)

R. C. : Paris n° 56-B 12796.

Obligations Pierrefitte 6,50 % août 1967 de 500 F nominal.

Code alphanumérique : 320.878.

Echéance du 25 août 1972.

Cinquième tirage effectué le 20 juin 1972
pour amortissement de 1.698 obligations.

La liste ci-dessous comprend :

La série sortie au cinquième tirage ;
Les séries sorties aux tirages antérieurs et non encore entièrement remboursées.

NUMÉROS EXTRÊMES DES SÉRIES	ANNÉES de remboursement.	PRIX de remboursement.
		Francs.
46 à 1.909	1971	515
2.745 à 4.287	1970	515
30.948 à 32.456	1969	515
34.162 à 36.017	1972	515

Aucun titre n'était frappé d'opposition à la date du cinquième tirage.

Les obligations désignées par le sort sont remboursables dans tous les sièges, succursales ou agences des établissements ci-après :

Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris (2°) ;
Crédit lyonnais, 19, boulevard des Italiens, Paris (2°) ;
Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, Paris (9°) ;
Société générale, 29, boulevard Haussmann, Paris (9°) ;
Crédit industriel et commercial (C.I.C.), 66, rue de la Victoire, Paris (9°) ;
Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud (Sudaméris), 12, rue Halévy, Paris (9°).

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Aubert (Joël-Bernard-Marie-André), né le 18 décembre 1949 à Strasbourg (Bas-Rhin), demeurant 12, rue Pilâtre-de-Rozier, à Metz (Moselle), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de Dupouy de Bonnegarde.